

POLITIQUE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE
DOCUMENT DE TRAVAIL

L'INÉGALITÉ MONDIALE

La Répartition des Revenus dans 141 Pays

Isabel Ortiz

Matthew Cummins

Août 2012

UNICEF POLITIQUE SOCIALE
ET ÉCONOMIQUE

unicef 
unite for children

UNICEF POLITIQUE SOCIALE
ET ECONOMIQUE
DOCUMENT DE TRAVAIL

AOÛT 2012

L'Inégalité Mondiale: La Répartition des Revenus dans 141 Pays

© Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), New York, août 2012

Gestion des Connaissances, Promotion et Politique, Division des Politiques et Pratiques
UNICEF
3 UN Plaza, New York, NY 10017

Le présent texte est un document de travail. Il a été élaboré pour faciliter l'échange de connaissances et stimuler le débat. Ce document a été écrit en avril 2011 et traduit en français en août 2012.

Les résultats, interprétations et conclusions exprimés dans ce document sont entièrement ceux des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les politiques ou les approches de l'UNICEF et des Nations Unies.

Ce texte n'a pas été édité selon les normes des publications officielles, et l'UNICEF n'accepte pas la responsabilité pour les erreurs.

Les désignations utilisées dans cette publication n'impliquent aucune opinion sur le statut juridique de quelque pays ou territoire que ce soit, ni sur les autorités de ceux-ci, ni sur la délimitation des frontières.

Les éditeurs de la série sont Isabel Ortiz et David Anthony de la Division des Politiques et Pratiques d'UNICEF. Pour plus d'informations sur la série, ou pour présenter un document de travail, veuillez contacter iortiz@unicef.org ou danthony@unicef.org.

L'INÉGALITÉ MONDIALE

La Répartition des Revenus dans 141 Pays

Isabel Ortiz

Directeur Associé, Division Politique et Pratique de l'UNICEF

Matthew Cummins

Spécialiste en Politique Sociale, Division des Politiques et Pratiques, UNICEF

Classification JEL: D6, D63, D3, D31, O1, O2

Mots-clé: inégalité du revenu, répartition du revenu, quintiles, équité, relance après crise, politique de développement

Prière d'envoyer les commentaires par courrier électronique aux auteurs: iortiz@unicef.org et mcummins@unicef.org, cc: socialpolicy@unicef.org

REMERCIEMENTS

Les auteurs tiennent à remercier les personnes suivantes pour leurs commentaires et suggestions concernant les données et les méthodologies quantitatives utilisées dans ce document: Andrea Cornia (Professeur d'Économie à l'Université de Florence), Martin Ravallion (Directeur du Groupe de Recherche sur le Développement Économique à la Banque Mondiale) et Branko Milanovic (Économiste en Chef à la Banque Mondiale). Nos remerciements spéciaux vont également à Richard Morgan, Directeur des politiques et des pratiques à l'UNICEF, pour ses orientations et commentaires.

Les résultats, interprétations et conclusions exprimés dans ce document sont entièrement ceux des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les politiques ou les approches de l'UNICEF et des Nations Unies.

Table des Matières

	<u>Page</u>
Résumé Analytique.....	i
Executive Summary	ii
Resumen Ejecutivo	iii
1. Introduction.....	1
2. Inégalité des Revenus à l'Échelle Globale	2
A. Taux de change du marché	2
B. Taux de change PPA.....	6
C. Résultats de l'étude.....	10
3. Tendances de l'Inégalité des Revenus dans le Monde et les Pauvres, les Enfants et les Femmes.....	11
A. L'inégalité des revenus dans une perspective historique.....	11
B. Les pauvres	12
C. Les enfants et les jeunes.....	12
D. Les femmes	13
E. Les classes moyennes	15
F. Mesures alternatives: La distribution des richesses	16
4. Inégalité des revenus à travers les régions.....	17
5. Inégalité des Revenus au Niveau National	23
6. Raisons pour lesquelles l'Inégalité du Revenu est Dysfonctionnelle	25
A. Elle ralentit la croissance économique.....	25
B. Elle engendre des problèmes sanitaires et sociaux	26
C. Elle génère l'instabilité politique.....	28
D. Elle entraîne l'aggravation des inégalités sociales, particulièrement parmi les enfants.....	29
7. Mettre l'Équité au Centre du Programme d'Action pour le Développement	31
A. Trouver un juste équilibre entre équité et croissance.....	31
B. Mettre l'équité au centre de l'agenda du développement	33
C. Financement de politiques équitables: Transferts entre trois niveaux	35
8. Impacts de la Crise Économique Mondiale et la Nécessité d'une Relance Équitable pour Tous	36
A. Emploi.....	37
B. Prix élevés des matières premières	38
C. Assainissement budgétaire.....	39
9. Observations Finales.....	39
Annexe 1. Estimer l'Inégalité du Revenu: Méthodologie et Hypothèses de Travail.....	42
A. Méthodologie	42
B. Hypothèses de travail dans l'estimation de distribution du revenu	43
Annexe 2. Répartition du Revenu et Données obtenues en utilisant le Coefficient de Gini par Pays, 1990-2008 (ou données plus récentes disponibles)	45
Références.....	61

Catégories

Catégorie 1. Deux Benchmarks différents pour Mesurer le PIB ou le Revenu.....	6
Catégorie 2. Indices de Gini et Problèmes Inhérents.....	18
Catégorie 3. Leçons apprises avec les Pays récemment Industrialisés.....	32

Tableaux

Tableau 1. Récapitulatif des Résultats de la Répartition du Revenu Mondial par Quintiles de Population, 1990-2007 (ou données plus récentes disponibles) en dollars américains constants de 2000.....	3
Tableau 2. Quintiles les plus Pauvres et les plus Riches du Monde, 2007 (ou données plus récentes disponibles) en dollars américains constants de 2000.....	4
Tableau 3. Récapitulatif des Résultats de la Répartition Mondiale des Revenus par Pays, 1990-2007.....	5
Tableau 4. Pays les plus Pauvres et les plus Riches du Monde, 2007 (ou données plus récentes disponibles) en dollars américains constants de 2000.....	5
Tableau 5. Récapitulatif des Résultats de la Répartition Mondiale des Revenus par Quintiles de Population, 1990-2007 (ou données plus récentes disponibles) en dollars internationaux PPA constants de 2005.....	7
Tableau 6. Quintiles les plus Pauvres et les plus Riches de la Population Mondiale, 2007 (ou données plus récentes disponibles) en dollars internationaux PPA constants de 2005.....	9
Tableau 7. Récapitulatif des Résultats sur la Répartition Mondiale des Revenus par Pays, 1990-2007 (ou données plus récentes disponibles) en dollars internationaux PPA constants de 2005.....	10
Tableau 8. Pays les plus Pauvres et les plus Riches du Monde, 2007 (ou données plus récentes disponibles) en dollars internationaux PPA constants de 2005.....	10
Tableau 9. Valeur estimée des Indices de Gini Mondiaux, 1820-2002.....	11
Tableau 10. Récapitulatif des Résultats de la Répartition Mondiale du Revenu en Fonction du Niveau de Revenu, 1990-2007 (ou données plus récentes disponibles), en dollars internationaux PPA constants de 2005.....	15
Tableau 11. Inégalité de la Richesse dans une Sélection de Pays.....	17
Tableau 12. Valeurs de l'Indice de Gini par Région, 1990-2008 (ou données plus récentes disponibles).....	18
Tableau 13. Les Champions de la Réduction des Inégalités, 2000-08 (ou données plus récentes disponibles).....	19
Tableau 14. PIB par Habitant dans une Sélection de Pays et Régions, 1-2000.....	32
Tableau 15. Intégrer l'Équité dans l'Agenda pour le Développement.....	34

Figures

Figure 1. Répartition du Revenu Global par Quintiles, 1990-2007 (taux de change du marché).....	3
Figure 2. Visualisation de la Distribution du Revenu Global, 2007 (taux de change du marché).....	4
Figure 3. Répartition Mondiale des Revenus par Pays, 1990-2007 (taux de change du marché).....	5
Figure 4. Répartition Mondiale des Revenus par Quintiles, 1990-2007 (taux de change du marché).....	7
Figure 5. Visualisation de la Distribution du Revenu Global, 2007 (taux de change PPA).....	8

Figure 6. Répartition Mondiale des Revenus par Pays, 1990-2007 (taux de change du marché).....	9
Figure 7. Revenu Mondial Distribué par Percentiles de Population en 2007.....	12
Figure 8. Répartition du Revenu Mondial et Enfants/Jeunes en 2007.....	13
Figure 9. Répartition du Revenu Mondial en fonction du Sexe en 2007.....	14
Figure 10. Répartition du Revenu par Niveaux de Revenus au sein d'un Pays, 1990-2007.....	15
Figures 11-16. Indices de Gini et Changements par Région, 1990-2008.....	21-22
Figure 11. Asie.....	21
Figure 12. Europe de l'Est et Asie Centrale.....	21
Figure 13. Amérique Latine et Caraïbes.....	21
Figure 14. Moyen-Orient et Afrique du Nord.....	22
Figure 15. Afrique subsaharienne.....	22
Figure 16. Pays à Revenus Élevés.....	22
Figure 17. Bref Aperçu de Fortes et Faibles Inégalités dans une Sélection de Pays, 2007.....	23
Figure 18. Croissance du PIB et Forte Inégalité dans une Sélection de pays, 1990-2005	24
Figure 19. Croissance du PIB et Réduction des Inégalités dans une Sélection de Pays, 1990-2005.....	24
Figure 20. Croissance Par Habitant et Changements dans l'Inégalité des Revenus dans 94 Pays en Développement, 1990-2008	26
Figure 21. Inégalité des Revenus et Problèmes Sanitaires et Sociaux	27
Figure 22. Inégalité des Revenus et Homicides dans 138 Pays, 2008	28
Figure 23. Inégalité des Revenus et Stabilité Politique dans 141 Pays, 2008	29
Figure 24. Revenu et Inégalités dans le Domaine de l'Éducation et de la Santé, 2010	30

Résumé Analytique

Ce document: (i) donne un aperçu de l'inégalité du revenu mondial, régional et national sur la base des dernières données de la Banque mondiale, l'ONU-WIDER et Eurostat, (ii) examine les conséquences négatives de l'inégalité croissante des revenus pour le développement, (iii) appelle à un programme de développement de l'ONU fondé sur l'équité, (iv) décrit la probabilité d'inégalités exacerbées au cours de la crise économique mondiale, (v) plaide pour des changements politiques urgents aux niveaux national et international pour assurer une «Reprise pour Tous», et (vi) sert de source de référence générale. L'annexe 2 présente un résumé actualisé des données sur la répartition des revenus et des inégalités dans 141 pays.

En utilisant des modèles d'estimation, nous découvrons un monde dans lequel 20 pour cent de la population contrôle plus de 70 pour cent du revenu mondial, en contraste avec un maigre deux pour cent représentant le quintile inférieur (pour 2007, taux de change PPA corrigés). En utilisant les taux de change du marché, le quintile des populations riches obtient 83 % du revenu mondial contre seulement un seul point pour le quintile des personnes les plus pauvres. Bien qu'un certain progrès soit démontré, il est beaucoup trop lent; nous estimons qu'il faudrait 800 ans au rythme actuel pour que le milliard de pauvres puisse atteindre 10% du revenu global. Tout aussi préoccupante est la prévalence des enfants et des jeunes parmi le quintile des plus pauvres - 50 pour cent d'entre eux sont en dessous du seuil de pauvreté de deux dollars par jour.

Les pays à revenu intermédiaire semblent être les plus inégaux. La tendance montre que l'indice de Gini a le plus augmenté en Asie, en Europe de l'Est et dans les pays de l'ex-Union soviétique entre 1990 et 2008. L'Amérique latine demeure la région ayant le plus haut niveau d'inégalités, en dépit des progrès dans certains pays depuis 2000. Les pays à faible revenu montrent des résultats mitigés ; l'Afrique subsaharienne est une région très inégale, mais semble avoir réduit son indice de Gini de près de cinq points en moyenne depuis 1990.

Dans l'ensemble, l'extrême inégalité dans la répartition du revenu global devrait remettre en question le modèle actuel de développement (le développement pour qui?), qui a principalement bénéficié aux plus riches. Il y a un besoin urgent de mettre l'égalité au cœur de l'agenda du développement. L'inégalité est dysfonctionnelle, inhibe la croissance économique et la stabilité démocratique. Comme alternative, le rapport présente le programme de développement des Nations Unies, qui vise à trouver le juste équilibre entre la croissance et les progrès du développement équitable.

Dans le contexte de la crise économique mondiale, ce rapport fait valoir que l'urgence de politiques équitables n'a jamais été aussi grande. En particulier, les tendances actuelles en matière d'emploi, les prix élevés des denrées alimentaires et du carburant ainsi que la contraction des dépenses publiques, indiquent que les inégalités sont susceptibles d'être exacerbées en 2011. Le rapport conclut en appelant à une action politique urgente aux niveaux national et international pour assurer une «Reprise pour Tous», et faire remonter les revenus du milliard d'en bas.

Executive Summary

This working paper: (i) provides an overview of global, regional and national income inequalities based on the latest distribution data from the World Bank, UNU-WIDER and Eurostat; (ii) discusses the negative implications of rising income inequality for development; (iii) calls for placing equity at the center of development in the context of the United Nations development agenda; (iv) describes the likelihood of inequalities being exacerbated during the global economic crisis; (v) advocates for urgent policy changes at national and international levels to ensure a “Recovery for All”; and, (vi) to serve as a general reference source, Annex 2 provides a summary of the most up-to-date income distribution and inequality data for 141 countries.

Using different estimation models, we find a world in which the top 20 percent of the population enjoys more than 70 percent of total income, contrasted by two paltry percentage points for those in the bottom quintile in 2007 under PPP-adjusted exchange rates; using market exchange rates, the richest population quintile gets 83 percent of global income with just a single percentage point for those in the poorest quintile. While there is evidence of progress, it is too slow; we estimate that it would take more than 800 years for the bottom billion to achieve ten percent of global income under the current rate of change. Also disturbing is the prevalence of children and youth among the poorest income quintiles, as approximately 50 percent are below the \$2/day international poverty line.

Middle-income countries appear the most unequal. Gini index trends show that Eastern Europe/former Soviet Union and Asia had the largest increases between 1990 and 2008. Latin America remains the region with the highest level of income inequality, although the region is marked by significant improvement since 2000. Low-income countries show mixed results; Sub-Saharan Africa is highly unequal but appears to have reduced its Gini index by almost five points, on average, since 1990.

Overall, the extreme inequality in the distribution of the world’s income should make us question the current development model (development for whom?), which has accrued mostly to the wealthiest billion. Not only does inequality slow economic growth, but it results in health and social problems and generates political instability. Inequality is dysfunctional, and there is a grave need to place equity at the center of the development agenda. As an alternative, the paper summarizes the United Nations development agenda, which aims to strike the right balance between growth and equitable development progress.

In the context of the global economic crisis, the paper argues that the urgency for equitable policies has never been greater. In particular, current trends in employment, commodity prices and government spending suggest that income inequalities are likely to be exacerbated during 2011. The paper concludes by advocating for urgent policy actions at national and international levels to ensure a “Recovery for All” that is focused on pushing up the bottom billions.

Resumen Ejecutivo

Este documento: (i) proporciona una visión de las desigualdades del ingreso mundial, regional y nacional basada en los últimos datos de distribución del Banco Mundial, UNU-WIDER y Eurostat, (ii) analiza las consecuencias negativas del aumento de la desigualdad para el desarrollo, (iii) presenta la agenda de desarrollo de la ONU, centrada en la equidad, (iv) señala la alta probabilidad de que las desigualdades se agraven debido a la crisis económica mundial, (v) llama a cambios urgentes en la política a nivel nacional e internacional para asegurar una “recuperación para todos,” y (vi) como fuente de referencia general, el anexo 2 presenta una síntesis actualizada de datos sobre distribución del ingreso y desigualdad en 141 países.

Usando diferentes modelos de estimación, nos encontramos con un mundo en el que el 20 por cien superior de la población controla más del 70 por ciento de los ingresos mundiales, en contraste con solo un insignificante dos por cien que tiene el quintil inferior en 2007 con tasas de cambio ajustadas por PPP; bajo tasas de cambio de mercado, el quintil más rico de la población mundial recibe el 83 por ciento del ingreso total mundial, y solo un uno por ciento llega a aquellos en el quintil más pobre. Si bien es cierto que hay progreso, el ritmo de cambio es demasiado lento, se estima que se necesitarían aproximadamente 800 años para que los mil millones de personas más pobres del planeta alcanzaran el diez por ciento de los ingresos mundiales. También es muy preocupante la prevalencia de niños y jóvenes entre los quintiles pobres – un 50 por cien está por debajo de la línea de la pobreza de dos dólares al día.

Los países de renta media son los más desiguales en el 2007. La evolución de coeficientes Gini desde 1990 señala que Asia, Europa del Este y los países de la antigua Unión Soviética son los que más han incrementado en desigualdad. América Latina continúa siendo una región muy desigual, a pesar de los significativos avances logrados desde el año 2000. Los países de renta baja muestran resultados mixtos; el África Sub-Sahariana es una región muy desigual pero parece haber reducido su índice Gini en cinco puntos como media desde 1990.

La extrema desigualdad en la distribución del ingreso mundial debe hacernos cuestionar el modelo actual de desarrollo (desarrollo para quién?) sobre todo pues ha beneficiado a aquellos más ricos, con más ingresos. Existe una necesidad urgente de poner la equidad en el centro de la agenda de desarrollo. La desigualdad es disfuncional, inhibe el crecimiento económico y la estabilidad democrática. Como alternativa, el informe presenta una síntesis de la agenda de desarrollo de las Naciones Unidas, que se basa en un equilibrio adecuado entre el crecimiento económico y la redistribución.

En el contexto de la crisis económica mundial, este informe muestra la urgencia de políticas equitativas. En particular, las tendencias actuales del desempleo, los altos precios de los alimentos y combustibles, así como la contracción del gasto público, apuntan a un empeoramiento de la desigualdad social en 2011. El artículo concluye abogando por medidas políticas urgentes en los planos nacional e internacional para garantizar una “Recuperación para Todos.”

1. Introduction

Considérée comme un sujet "dérangeant" et "politiquement délicat", l'inégalité mondiale n'a reçu pendant des décennies qu'une attention limitée dans les forums internationaux. En 2004, toutefois, le Bureau International du Travail (BIT) publia son rapport pionnier sur la dimension sociale de la mondialisation, *Une Mondialisation Équitable*. Peu de temps après, les principaux organismes de développement commencèrent à produire des publications phares sur le thème de l'inégalité, notamment le Rapport des Nations Unies sur la Situation Sociale dans le Monde, *La Crise de l'Inégalité*, (2005), le Rapport mondial sur le Développement humain publié en 2005 par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), *Aide, Commerce et Sécurité dans un Monde Inégalitaire*, le Rapport sur le développement dans le monde publié par la Banque Mondiale en 2006, *Équité et développement*, les Perspectives de l'économie mondiale du Fonds Monétaire International (FMI), *Mondialisation et Inégalité* (2007). L'UNICEF lança, en 2007, son *Étude mondiale sur la pauvreté et les disparités chez les enfants* et en 2008 l'Institut Mondial de Recherche sur l'Économie du Développement (UNU/-WIDER) publia une étude approfondie sur *La Répartition mondiale du Patrimoine des Ménages* d'après sa Base de Données sur l'Inégalité des Revenus Mondiaux. Plus récemment, la Banque Mondiale a lancé un espace de recherche entièrement consacré à l'inégalité mondiale, Pauvreté et Inégalité. La volonté unanime des institutions internationales de comprendre et mettre l'accent sur les disparités en matière de revenu indique que désormais l'inégalité ne peut plus être évitée dans les débats de politique du développement.

Ce document de travail porte exclusivement sur l'inégalité des revenus. Si le revenu n'est qu'une mesure de l'inégalité, on l'associe souvent étroitement aux inégalités sociales en termes de couverture et de résultats. Précisément parce qu'il existe d'autres inégalités, l'UNICEF promeut une approche multidimensionnelle de la pauvreté, qui ne se base pas seulement sur la pauvreté monétaire, mais qui prend également en compte d'autres carences telles que l'accès à la nourriture, à l'eau, à la santé, à l'éducation, au logement et à l'information, entre autres.¹

Ce document de travail: (i) donne un aperçu de l'inégalité du revenu mondial, régional et national sur la base des dernières données de la Banque mondiale, l'UNU-WIDER et Eurostat, (ii) examine les conséquences négatives de l'inégalité croissante des revenus pour le développement, (iii) appelle à un programme de développement de l'ONU fondé sur l'équité, (iv) décrit la probabilité d'inégalités exacerbées au cours de la crise économique mondiale; et (v) plaide pour des changements politiques urgents aux niveaux national et international pour assurer une "Reprise pour Tous". L'Annexe 2 présente un résumé actualisé des données sur la répartition des revenus et des inégalités dans 141 pays.

¹ L'UNICEF a publié un éventail de documents concernant les différentes inégalités/carences affectant les femmes, les enfants et les familles pauvres. Voir http://www.unicef.org/socialpolicy/index_43137.html.

2. Inégalité des Revenus à l'Échelle Globale

À quel point notre monde est-il inégal en termes de répartition du revenu? Notre analyse des tendances de l'inégalité mondiale est dans la lignée de travaux précédents: PNUD (1992, 1999 et 2005), Bourguignon et Morrisson (2002), Sutcliffe (2004) et Milanovic (2005). On utilise généralement deux méthodes pour mesurer la répartition mondiale du revenu—le modèle de comptabilité globale et le modèle de comptabilité inter-pays— et nos estimations ont été calculées en appliquant ces deux techniques. Dans un premier temps nous présentons les résultats en termes de taux de change du marché, puis nous les comparons avec ceux calculés sur la base du taux de change mesuré en parité de pouvoir d'achat —PPA— (voir Catégorie 1 concernant la discussion sur les estimations de revenu et les différents taux de change).

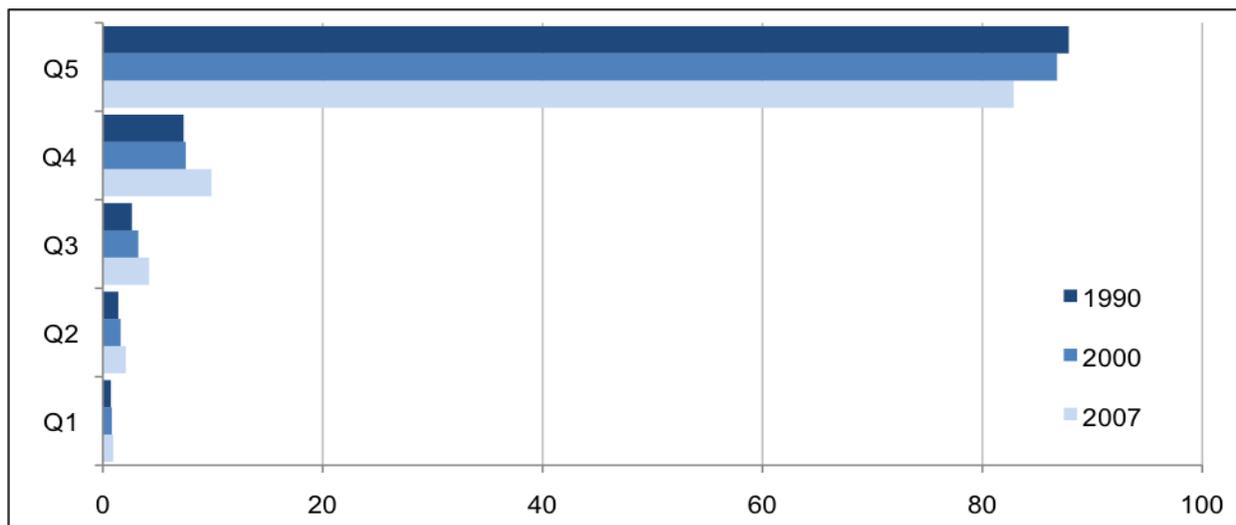
L'objectif de cette section est de décrire l'évolution de l'inégalité mondiale entre 1990 et 2007, sans toutefois entrer dans le débat théorique propre à l'évaluation de la répartition du revenu, qui implique, entre autres, des modèles de comptabilité économique, des systèmes de mesure du revenu et les taux de change. Par conséquent, nous présentons dans l'Annexe 1 un résumé détaillé de la méthodologie utilisée, ainsi que les principales difficultés et mises en garde concernant nos estimations.

A. Taux de change du marché

Dans un premier temps, nous analysons la répartition des revenus à l'échelle mondiale en utilisant les taux de change du marché, où toutes les estimations du revenu national sont comparées en dollars américains constants de 2000. La Figure 1 et le Tableau 1 montrent la répartition des revenus dans le monde entre 1990 et 2007 selon le modèle de comptabilité globale, qui décompose le revenu national en quintiles de population et compare ces derniers entre différents pays. Pour ce faire, on inclut tous les individus pour lesquels on dispose de données, depuis le quintile le plus pauvre dans la République Démocratique du Congo jusqu'au quintile le plus riche au Luxembourg (voir Tableau 2). L'Annexe 2 présente les informations relatives aux quintiles pour tous les pays. La distribution des données révèle une planète incroyablement inégalitaire. En 2007, les 20% les plus riches de l'humanité jouissaient de presque 83% du revenu mondial total, comparé aux 20% les plus pauvres, qui avaient exactement un seul point de pourcentage sous le modèle de comptabilité globale. Fait encore plus choquant, les 40% les plus pauvres de la population mondiale ont vu leur part du revenu global augmenter de moins de 1% entre 1990 et 2007.

La gravité des inégalités dans la répartition des revenus dans le monde est probablement mieux décrite par une figure tridimensionnelle, reflétant les quintiles de population par pays. Dans la Figure 2, chaque colonne verticale représente le revenu d'un quintile d'un pays. Ici, le bloc le plus haut dans le coin supérieur droit indique le revenu du plus riche quintile de population du Luxembourg, alors que la colonne qui est à peine visible dans le coin supérieur gauche représente le revenu du quintile de population la plus pauvre de la République Démocratique du Congo. Par ailleurs, cette figure réunit les données concernant 135 pays en 2007, en utilisant des dollars américains constants de 2000.

Figure 1. Répartition du Revenu Global par Quintiles, 1990-2007
(ou données plus récentes disponibles) en dollars américains constants de 2000



Source: Calculs de l'auteur sur la base des données de la Banque Mondiale (2011), UNU-WIDER (2008) et Eurostat (2011)

Tableau 1. Récapitulatif des Résultats de la Répartition du Revenu Mondial par Quintiles de Population, 1990-2007 (ou données plus récentes disponibles) en dollars américains constants de 2000

	Répartition Mondiale (%)		
	1990	2000	2007
Q5	87,0	86,8	82,8
Q4	8,1	7,5	9,9
Q3	2,8	3,2	4,2
Q2	1,4	1,6	2,1
Q1	0,8	0,8	1,0
# d'observations	100	126	135
% de population	86,3	91,1	92,4
% du PIB mondial	79,0	81,4	82,6

Source: Calculs de l'auteur sur la base des données de la Banque Mondiale (2011), UNU-WIDER (2008) et Eurostat (2011)

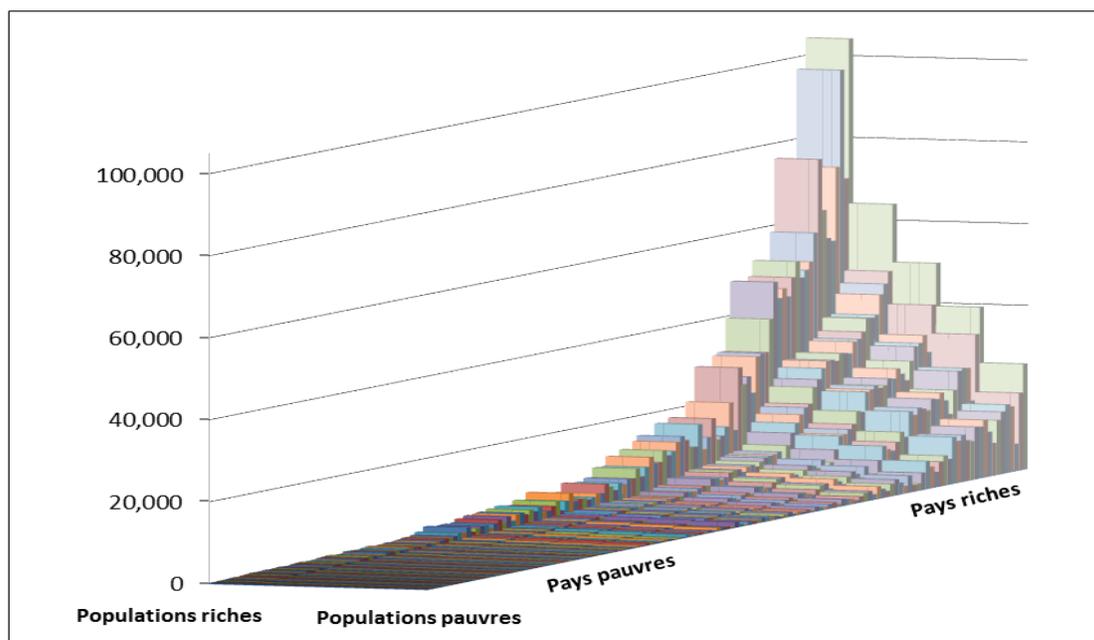
Mais les pays ne disposent pas tous de données sur la répartition. Comme le montre le Tableau 1, nous avons des données pour 100 pays en 1990, pour 126 pays en 2000 et pour 135 pays en 2007 (Annexe 2). Toujours sur la base des taux de change du marché, passons maintenant à la deuxième méthode pour mesurer la répartition du revenu à l'échelle mondiale, connue sous le nom de système comptable inter-pays. Cette méthode analyse les écarts du revenu moyen entre de vastes groupements de pays en traitant tous les habitants d'un pays comme s'ils avaient le même revenu, puis en divisant la population mondiale en quintiles. Cette méthode est moins précise, mais elle nous permet de mesurer la répartition du revenu mondial pour la plupart des pays, soit un total de 182 pays en 2007. La Figure 3 et le Tableau 3 présentent les résultats de la répartition entre 1990 et 2007. Ici, les 20% les plus riches de la population détenaient plus de

Tableau 2. Quintiles les plus Pauvres et les plus Riches du Monde, 2007 (ou données plus récentes disponibles) en dollars américains constants de 2000

Les plus pauvres				Les plus riches			
Pays	Quintile	PIB par hab.	Population	Pays	Quintile	PIB par hab.	Population
Rép. Dém. du Congo	1	26	12.504.557	Luxembourg	5	104.189	95.999
Rép. Dém. du Congo	2	43	12.504.557	États-Unis	5	96.946	60.316.000
Liberia	1	47	725.457	Singapour	5	76.189	917.720
Haïti	1	49	1.944.017	Suisse	5	73.404	1.510.223
Burundi	1	49	1.567.596	Norvège	5	70.184	941.831
Niger	1	50	2.827.937	Luxembourg	4	63.986	95.999
Guinée-Bissau	1	51	308.208	Irlande	5	63.507	871.386
Malawi	1	52	2.887.899	Royaume-Uni	5	58.408	12.196.061
Rép. Centrafricaine	1	60	851.481	Danemark	5	56.421	1.092.288
Rép. Dém. du Congo	3	65	12.504.557	Suède	5	55.543	1.829.618

Source: Calculs de l'auteur sur la base des données de la Banque Mondiale (2011), UNU-WIDER (2008) et Eurostat (2011)

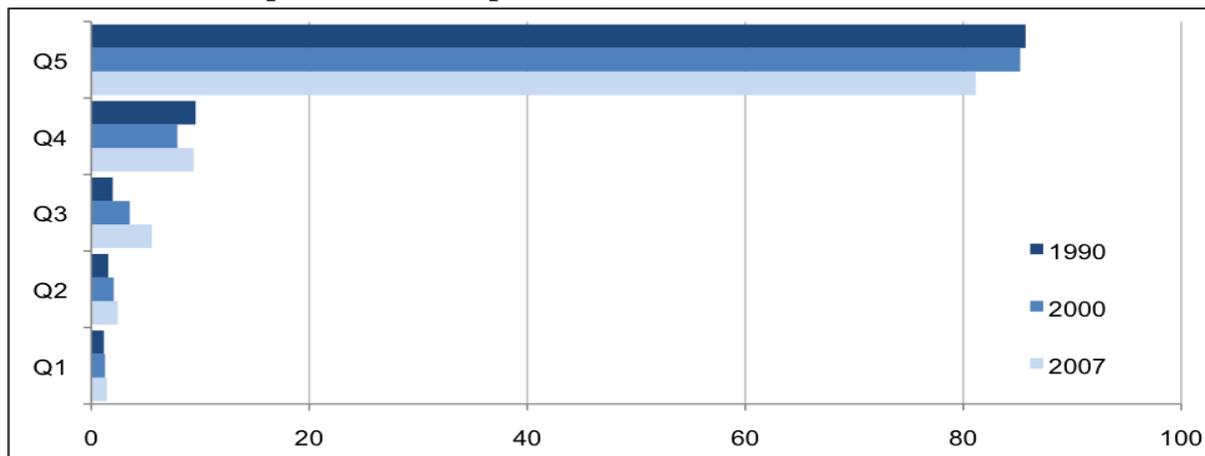
Figure 2. Visualisation de la Distribution du Revenu Global, 2007 (ou données plus récentes disponibles) en dollars américains constants de 2000



Source: Adapté à partir de Sutcliffe (2005) sur la base des données de la Banque Mondiale (2011), UNU-WIDER (2008) et Eurostat (2011)

81% du revenu mondial en 2007, alors que les 20% les plus pauvres se partageaient à peine un peu plus d'1%. De même qu'avec le système comptable mondial, le rythme du changement pour les 40% les plus pauvres de la population mondiale se maintient à un maigre 1% entre 1990 et 2007. Le Tableau 4 présente la liste des pays les plus pauvres et les plus riches du monde en 2007 selon le système comptable inter-pays et sur la base des taux de change du marché.

Figure 3. Répartition Mondiale des Revenus par Pays, 1990-2007
(ou données plus récentes disponibles) en dollars américains constants de 2000



Source: Calculs de l'auteur sur la base des données de la Banque Mondiale (2011)

Tableau 3. Récapitulatif des Résultats de la Répartition Mondiale des Revenus par Pays, 1990-2007

	Distribution Inter-Pays (%)		
	1990	2000	2007
Q5	85,7	85,2	81,2
Q4	9,6	7,9	9,4
Q3	2,0	3,5	5,6
Q2	1,6	2,1	2,4
Q1	1,2	1,3	1,4
# d'observations	173	180	182
% de la population mondiale	97,0	97,6	97,6
% du PIB mondial	98,3	98,3	98,1

Source: Calculs de l'auteur sur la base des données de la Banque Mondiale (2011)

Tableau 4. Pays les plus Pauvres et les plus Riches du Monde, 2007 (ou données plus récentes disponibles) en dollars américains constants de 2000

Les 10 les plus pauvres			Les 10 les plus riches		
Pays	PIB par hab.	Population	Pays	PIB par hab.	Population
Rép. Dém. du Congo	94	62.522.787	Monaco	106,466	32.620
Burundi	110	7.837.981	Bermudes	72,296	64.000
Guinée-Bissau	140	1.541.040	Luxembourg	56,625	479.993
Liberia	144	3.627.285	Norvège	41,901	4.709.153
Malawi	148	14.439.496	Japon	40,707	127.770.750
Erythrée	151	4.781.169	États Unis	38,701	301.580.000
Niger	171	14.139.684	Islande	38,166	311.566
Ethiopie	176	78.646.128	Suisse	37,935	7.551.117
Tadjikistan	231	6.727.377	Qatar	34,960	1.137.553
Rép. Centrafricaine	231	4.257.403	Hong Kong	34,041	6.925.900

Source: Calculs de l'auteur sur la base des données de la Banque Mondiale (2011)

B. Taux de change PPA

Les premières séries de conclusions concernant le modèle de comptabilité globale étaient basées sur les taux de change du marché. Mais qu'advient-il si nous comparons les estimations du revenu national en utilisant les taux de change exprimés en PPA?

Catégorie 1. Deux Benchmarks Différents pour Mesurer le PIB ou le Revenu

Il existe deux méthodes principales pour comparer les estimations de revenu national entre les différents pays, La première utilise le taux de change du marché, qui est le taux réel sur le marché des changes. La deuxième utilise le taux de change PPA—le taux auquel la monnaie d'un pays devrait être convertie dans la monnaie d'un autre pays pour acheter la même quantité de biens et services dans chacun de ces pays. Les avantages et inconvénients d'utiliser les taux de change PPA pour mesurer le revenu national sont sommairement résumés ci-dessous.

Les inconvénients des PPA: le principal point négatif lorsque l'on utilise les taux de change PPA est qu'ils sont beaucoup plus difficiles à mesurer que les taux basés sur le marché. Le Programme de comparaison internationale (PCI) fut établi par les Nations Unies et l'Université de Pennsylvanie en 1968 pour générer les PPA, ce qui implique de recueillir les prix moyens nationaux pour une liste très détaillée et précise de 1000 produits dans les pays étudiés (l'étude précédente fut réalisée de 2003 à 2006 et a couvert 146 pays). Outre l'énorme volume de travail que suppose cette méthode, son emploi soulève des questions de méthodologie concernant le relevés des prix, signifiant que les taux PPA ne sont probablement pas consistants dans le temps ou entre différentes estimations (Callen 2007).

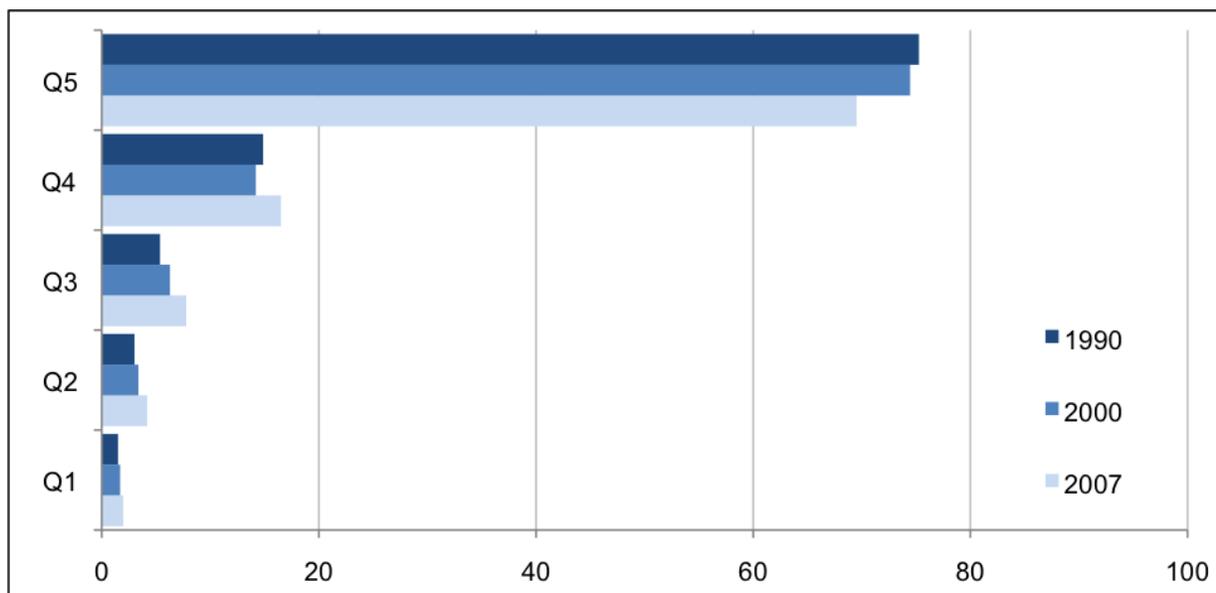
Ce que l'on appelle le "biais de substitution" est un autre point faible des taux de change PPA. Cette expression se rapporte à la pratique d'assigner des prix en dollars américains à des services utilisés par les gens dans des pays en développement. En réalité, les prix des services en dollars sont généralement bien plus élevés que les prix dans les pays en développement, et les estimations de revenus exprimées en PPA seront probablement inconsistantes avec les modèles réels de consommation et en produiront une substitution artificielle (Dowrick et Akmal 2005). Dans le même sens, on peut dire qu'il n'est pas réaliste de comparer des pays ayant des modèles de consommation très différents.

Un autre problème de l'utilisation des PPA est celui des résultats divergents. Bien que l'on dispose de trois ensembles de données de PIB exprimées en termes de PPA—Maddison, Penn World Table et Banque Mondiale—toutes basées sur les taux PPA générés par le PCI, la comparaison de ces différentes sources produit des variations substantielles d'un pays à l'autre. Cela signifie que les estimations de revenu en termes PPA varieront selon la source de données choisie (Sutcliffe 2003).

Avantages des PPA: Bien des gens soutiennent que les taux PPA sont meilleurs que les taux du marché lorsque l'on compare les PIB de différents pays, car les PPA essayent de mesurer cette valeur sur la base d'un ensemble de prix communs. En particulier, la mesure basée sur le taux de change du marché implique que toute la production nationale est vendue sur les marchés mondiaux et que toute la consommation nationale est importée—ce qui est une hypothèse très peu réaliste souvent dénommée le "biais du secteur exportateur" (en anglais : « traded sector bias »). Étant donné que les biens et services non exportés sont généralement moins chers dans les pays en développement que dans les pays à revenu élevé, toute analyse qui ne saisit pas ces différences de prix sous-estimera le pouvoir d'achat des consommateurs dans les pays en développement et, en conséquence, ne mesurera pas correctement le niveau général de bien-être ou la proportion du revenu. Les taux de change PPA ont un avantage supplémentaire: ils sont relativement stables avec le temps, comparés aux taux du marché des changes qui sont plus volatiles.

Est-ce que cela fait une différence? L'écart en ce qui concerne le revenu par habitant entre les plus riches et les plus pauvres quintiles de la population mondiale—ainsi qu'entre les pays eux-mêmes—se réduit en utilisant les taux de change PPA selon nos estimations, un constat qui reflète le fait bien connu que les taux de change PPA sont plus élevés que les taux du marché. Par ailleurs, certains pays se situent plus haut ou plus bas dans l'échelle, selon la métrique appliquée. Il n'en reste pas moins que, indépendamment de la méthode choisie, la disparité des revenus reste exceptionnellement forte.

Figure 4. Répartition Mondiale des Revenus par Quintiles, 1990-2007 (ou données plus récentes disponibles) en dollars internationaux PPA constants de 2005



Source: Calculs de l'auteur sur la base des données de la Banque Mondiale (2011), l'UNU-WIDER (2008) et Eurostat (2011)

Tableau 5. Récapitulatif des Résultats de la Répartition Mondiale des Revenus par Quintiles de Population, 1990-2007 (ou données plus récentes disponibles) en dollars internationaux PPA constants de 2005

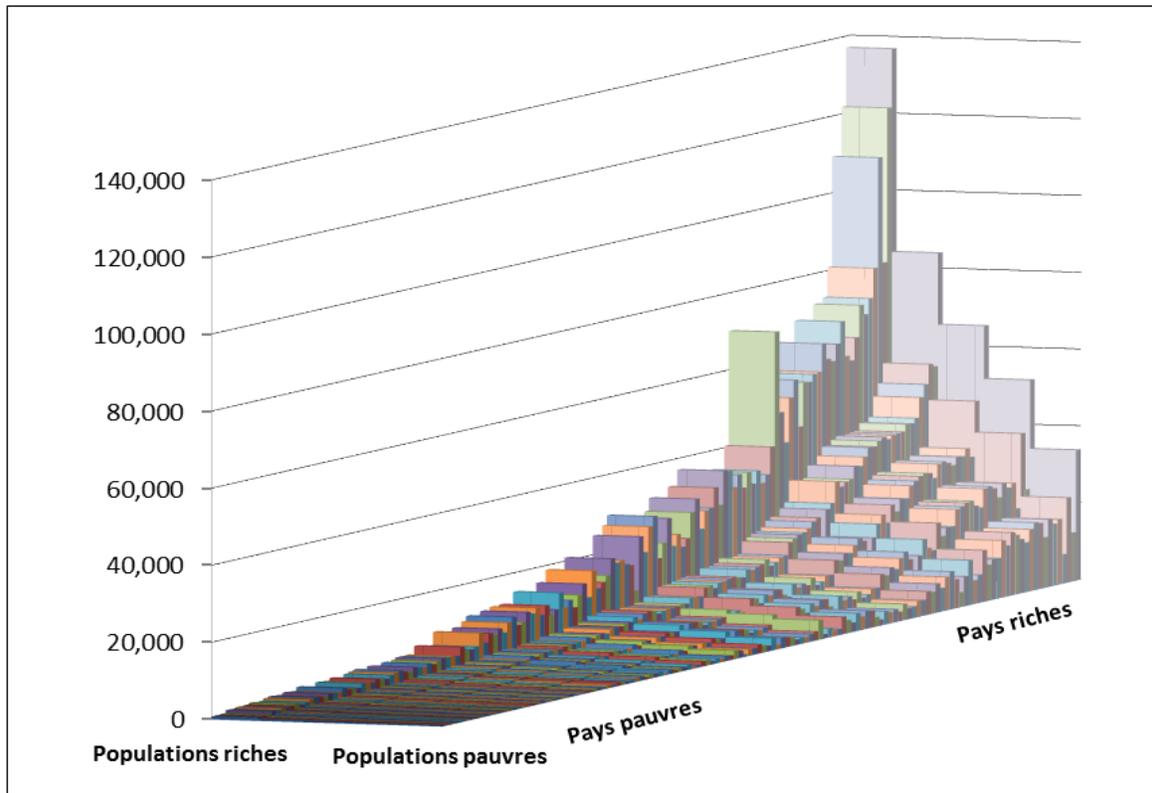
	Répartition Mondiale (%)		
	1990	2000	2007
Q5	75,3	74,4	69,5
Q4	14,9	14,2	16,5
Q3	5,4	6,3	7,8
Q2	3,0	3,4	4,2
Q1	1,5	1,7	2,0
# d'observations	99	127	136
% de la population	86,1	91,1	92,4
% du PIB mondial	85,3	87,4	88,6

Source: Calculs de l'auteur sur la base des données de la Banque Mondiale (2011), UNU-WIDER (2008) et Eurostat (2011)

La Figure 4 et le Tableau 5 montrent la répartition du revenu mondial entre 1990 et 2007 en utilisant un ensemble de données en dollars constants de 2005. Bien que le panorama général de l'inégalité mondiale s'améliore en employant la mesure en PPA, les données continuent à refléter de graves disparités entre les revenus. En 2007, la tranche supérieure des 20% de la population mondiale contrôlait environ 70% du revenu de la planète, alors que la tranche inférieure de 20% ne recevait que 2% du revenu total. En ce qui concerne le changement, les 40% les plus pauvres de la population mondiale n'ont augmenté leur part du revenu total que d'un maigre 1,7% entre 1990 et 2007. Le Tableau 6 montre les dix quintiles ayant les plus hauts et les plus bas revenus

dans le monde en 2007 en employant les taux de change PPA, et la Figure 5 présente une illustration tridimensionnelle de la répartition du revenu, en utilisant également les taux de change exprimés en PPA.

Figure 5. Visualisation de la Distribution du Revenu Global en 2007 (ou données plus récentes disponibles) en dollars internationaux PPA constants de 2005



Source: Adapté à partir de Sutcliffe (2005) sur la base des données de la Banque Mondiale (2011), UNU-WIDER (2008) et Eurostat (2011)

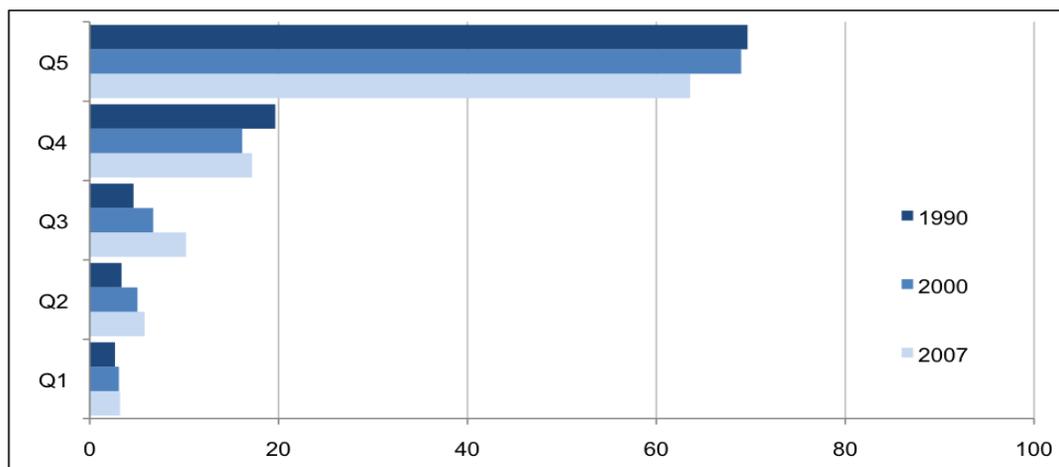
Nous présentons également le système comptable inter-pays en employant les estimations exprimées en PPA de manière à obtenir une image qui comprenne pratiquement tous les pays du monde, au lieu d'un groupe restreint de pays (Figure 6 et Tableau 7). De même qu'avec le modèle de comptabilité globale exprimé en valeurs PPA, l'inégalité se réduit marginalement avec cette méthode, mais les disparités de revenu à l'échelle mondiale sont encore graves. Alors que les 20% supérieurs de la population mondiale contrôlaient presque 64% du revenu total en 2007, les 20% inférieurs ne détenaient qu'un peu plus de 3%. Il en va de même en ce qui concerne le changement: les 40% les plus pauvres de la population de la planète ont vu leur part du revenu gagner à peine trois points de pourcentage au cours de presque deux décennies, Le Tableau 8 énumère les dix quintiles du revenu supérieur et inférieur dans le monde en 2007 en taux de change exprimés en valeurs PPA.

Tableau 6. Quintiles les plus Pauvres et les plus Riches de la Population Mondiale, 2007 (ou données plus récentes disponibles) en dollars internationaux PPA constants de 2005

Les plus pauvres			Les plus riches			
Pays	Qui PIB par ntile habitant	Population	Pays	Quintile	PIB par habitant	Population
Rép. Dém. du Congo 1	77	12.504.557	Luxembourg 5		136.936	95.999
Libéria	113	725.457	Singapour 5		121.781	917.720
Rép. Dém. du Congo 2	129	12.504.557	États-Unis 5		109.373	60.316.000
Haïti	132	1.944.017	Luxembourg 4		84.096	95.999
Burundi	156	1.567.596	Norvège 5		81.739	941.831
Niger	175	2.827.937	Irlande 5		80.832	871.386
Rép. Centrafricaine	178	851.481	Suisse 5		73.248	1.510.223
Lesotho	191	406.335	Canada 5		72.032	6.595.200
Rép. Dém. du Congo 3	193	12.504.557	Seychelles 5		70.113	17.006
Libéria	219	725.457	Pays-Bas 5		69.311	3.276.339

Source: Calculs de l'auteur sur la base des données de la Banque Mondiale (2011), UNU-WIDER (2008) et Eurostat (2011)

Figure 6. Répartition Mondiale des Revenus par Pays, 1990-2007 (ou données plus récentes disponibles) en dollars internationaux PPA constants de 2005



Source: Calculs de l'auteur sur la base des données de la Banque Mondiale (2011)

Tableau 7. Récapitulatif des Résultats sur la Répartition Mondiale des Revenus par Pays, 1990-2007 (ou données plus récentes disponibles) en dollars internationaux PPA constants de 2005

	Répartition Inter-Pays (%)		
	1990	2000	2007
Q5	69,7	69,0	63,6
Q4	19,7	16,1	17,2
Q3	4,6	6,7	10,2
Q2	3,4	5,1	5,8
Q1	2,7	3,1	3,2
# d'observations	168	174	174
% de la population mondiale	96,9	97,4	97,4
% du PIB mondial	98,2	98,3	98,2

Source: Calculs de l'auteur sur la base des données de la Banque Mondiale (2011)

Tableau 8. Pays les plus Pauvres et les plus Riches du Monde, 2007 (ou données plus récentes disponibles) en dollars internationaux PPA constants de 2005

Les 10 les plus pauvres			Les 10 les plus riches		
Pays	PIB par hab.	Population	Pays	PIB par hab.	Population
Rép. Dém. Du Congo	281	62.522.787	Qatar	75.415	1.137.553
Burundi	349	7.837.981	Luxembourg	74.422	479.993
Libéria	350	3.627.285	Émirats Arabes Unis	52.944	4.363.913
Eritrea	599	4.781.169	Singapour	49.739	4.588.600
Niger	599	14.139.684	Norvège	48.800	4.709.153
Timor-Oriental	675	1.064.141	États-Unis	43.662	301.580.000
Rép. Centrafricaine	683	4.257.403	Irlande	41.136	4.356.931
Malawi	697	14.439.496	Hong Kong	39.958	6.925.900
Sierra Leone	702	5.420.400	Suisse	37.854	7.551.117
Mozambique	741	21.869.362	Pays-Bas	37.466	16.381.696

Source: Calculs de l'auteur sur la base des données de la Banque Mondiale (2011)

C. Résultats de l'étude

Ces deux manières de mesurer la répartition du revenu conduisent à des résultats remarquablement similaires. Sous les taux de change du marché, nous habitons une planète dans laquelle le quintile le plus haut contrôle plus de 80% du revenu mondial, contrastant avec le dérisoire point de pourcentage pour ceux du quintile le plus bas. Bien que la disparité se réduise sous les taux de change PPA (passant de 67% à 2,6%), les deux modèles révèlent un monde profondément rongé par les écarts importants de revenus. Ces deux méthodes de calcul ainsi que les scénarii de taux de change indiquent qu'un certain progrès a lieu en faveur des pauvres; cependant, le faible rythme des améliorations est clairement inacceptable. En utilisant la rapidité du changement sous le modèle de comptabilité globale et les taux de change du marché, il faudrait 17 ans pour que le milliard d'en bas augmente leur part du revenu mondial de 0,18 points de pourcentage, passant de 0,77% en 1990 à 0,95% en 2007 (voir Q1 dans le Tableau 1).

À un tel rythme, il faudrait plus de huit siècles (855 ans pour être exact) pour que le milliard du bas reçoive dix pourcent du revenu mondial.²

3. Tendances de l'Inégalité des Revenus dans le Monde et les Pauvres, les Enfants et les Femmes

Alors que la précédente section a présenté les vastes inégalités qui caractérisent notre monde, la présente section s'efforce de répondre à quelques-unes des plus pressantes questions sur les tendances sus-jacentes et les impacts de cette réalité. En particulier, que savons-nous sur les tendances de l'inégalité mondiale dans un horizon à long terme? Quelle signification ces extrêmes distortions dans la répartition du revenu à l'échelle mondiale ont-elles pour les différents groupes, comme les pauvres, les enfants, les femmes ou les classes moyennes? Y a-t-il des méthodes alternatives pour mesurer la richesse, et qui puissent nous aider à mieux saisir les inégalités mondiales actuelles?

A. L'inégalité des revenus dans une perspective historique

Que savons-nous sur les inégalités du revenu dans le monde au cours des derniers siècles? Les études portant sur des tranches de temps plus longues concluent que l'inégalité des revenus s'est constamment accrue depuis le début du XIXe siècle. Milanovic (2009), par exemple, calcule les indices de Gini³ à travers le temps et constate que l'inégalité mondiale du revenu s'est accrue régulièrement entre 1820 et 2002, avec une hausse significative à partir de 1980 (Tableau 9).⁴ Pour mieux éclairer cette trajectoire plus récente, Cornia (2003) conclut que l'inégalité mondiale s'est globalement accrue entre le début des années 1980 et 1990, comme l'indiquent plusieurs études consultées. Bien que notre étude montre une certaine inflexion dans cette tendance, il existe une forte probabilité que la crise mondiale actuelle exacerbe l'inégalité du revenu. (Section 8).

Tableau 9. Valeur estimée des Indices de Gini Mondiaux, 1820-2002

Année	Gini
1820	43.0
1850	53.2
1870	56.0
1913	61.0
1929	61.6
1950	64.0
1960	63.5
1980	65.7
2002	70.7

Source: Milanovic (2009)

² Sous les taux de change exprimés en valeurs PPA, cela prendrait environ trois siècles (272 ans) (voir Q1 dans le Tableau 5).

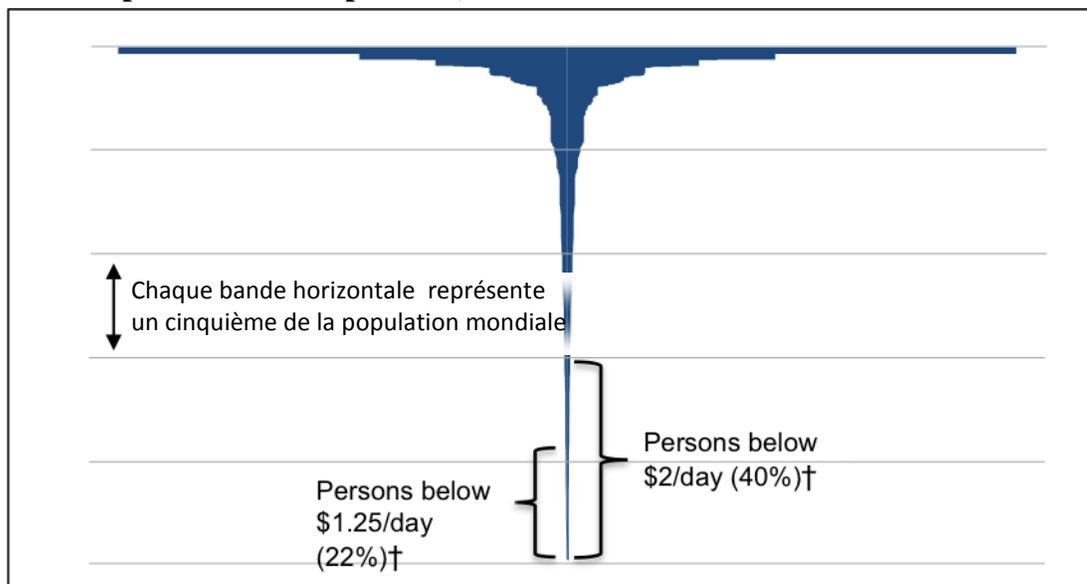
³ Le coefficient de Gini est le critère le plus souvent employé pour mesurer l'inégalité du revenu, où 0 représente l'égalité parfaite (c.-à.-d. chaque personne a exactement le même revenu) et 1 représente l'inégalité parfaite (c.-à.-d. une seule personne a tout le revenu). Voir Catégorie 2 pour une discussion plus détaillée sur les indices de Gini.

⁴ Voir l'Annexe 2 concernant les indices de Gini pour la plupart des pays au cours des années précédentes.

B. Les pauvres

Que signifie l'inégalité mondiale pour les pauvres? Une illustration des disparités du revenu mondial adaptée de documents du PNUD (1992 et 2005) permet de situer dans son contexte le degré extrême de l'inégalité qui pèse sur une quantité incroyablement grande de personnes. Dans la Figure 7, la répartition mondiale du revenu ressemble à une "coupe de champagne" dans laquelle une forte concentration des revenus au sommet se réduit à un mince filet dans la partie inférieure. A l'échelle mondiale, cela nous donne une frappante image du maigre montant de revenu qui reste pour les pauvres. En particulier, presque 1,2 milliard de personnes vivaient avec moins de 1,25 dollar par jour en 2007 (soit 22% de la population mondiale) et 2,2 milliards vivaient avec moins de 2 dollars par jour (soit 40% de la population mondiale).⁵ Une autre manière de voir la "coupe de champagne" consiste à comparer les personnes ayant les revenus les plus hauts avec les personnes situées au bas de l'échelle. De cette manière, nous constatons que les 61 millions d'individus les plus riches (soit 1% de la population de la planète) avaient la même quantité de revenu que les 3,5 milliards de personnes les plus pauvres (soit 56%) en 2007.

Figure 7. Revenu Mondial Distribué par Percentiles de Population en 2007 (ou données plus récentes disponibles) en dollars internationaux* PPA constants de 2005



Source: Adapté à partir du PNUD (2005) sur la base des données de la Banque Mondiale (2011), UNU-WIDER (2008) et Eurostat (2011)

* Selon le modèle de comptabilité globale

† Sur la base de Chen et Ravallion (2008)

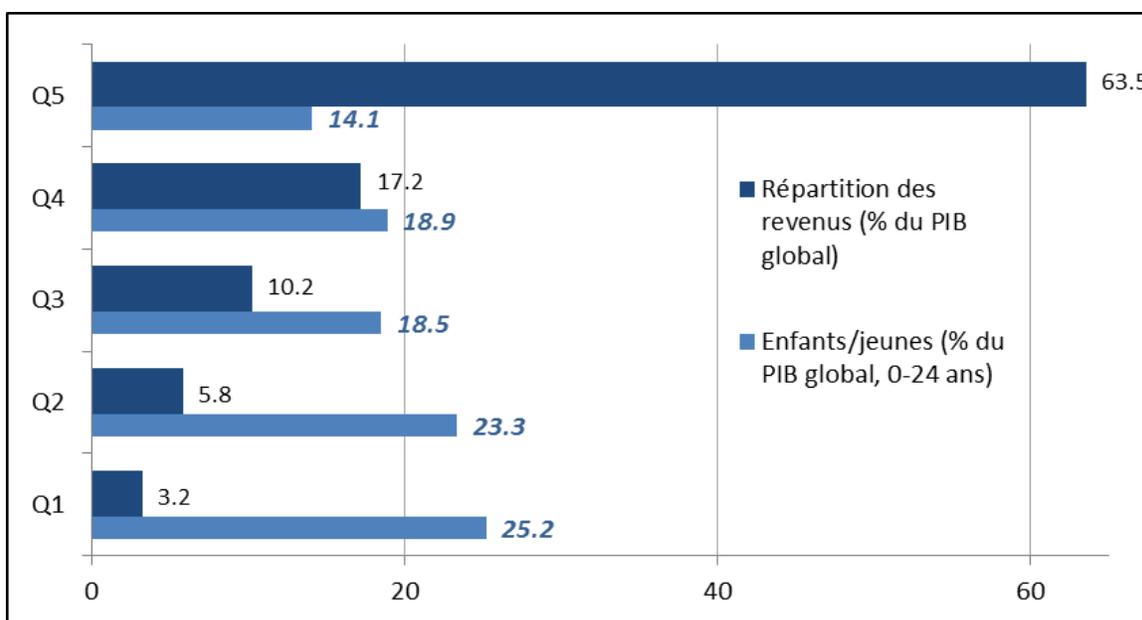
C. Les enfants et les jeunes

De quelle manière la répartition mondiale du revenu affecte-t-elle les enfants et les jeunes? Au niveau mondial, la majorité des enfants appartiennent aux quintiles ayant les revenus les plus bas (Figure 8). En comparant la concentration de populations de jeunes à travers les quintiles de

⁵ Sur la base d'estimations en PPA en dollars internationaux constants de 2005, effectuées par Chen et Ravallion (2008)

répartition du revenu dans le monde, nous constatons que presque la moitié (48,5%) des jeunes de la planète sont confinés dans les deux quintiles de revenus les plus bas. Cela signifie que, sur un total de 3 milliards de personnes âgées de moins de 24 ans en 2007, presque 1,5 milliard vivaient dans des conditions où elles-mêmes ainsi que leurs familles n'avaient accès qu'à 9% du revenu mondial. De tels constats ne sont pas choquants, dans la mesure où les familles pauvres tendent à avoir des taux de fécondité plus élevés. En remontant la pyramide de la répartition, les enfants et les jeunes ne sont pas mieux lotis: plus de deux tiers des jeunes dans le monde ont accès à moins de 20% de la richesse mondiale, et 86% des jeunes dans le monde vivent sur près d'un tiers du revenu mondial. Par contre, pour les presque 400 millions de jeunes qui ont la chance de vivre en famille ou de se situer au sommet de la pyramide des revenus, les chances d'accéder à plus de 60% du revenu mondial sont nombreuses et importantes.

Figure 8. Répartition Mondiale des Revenus et Enfants/Jeunes en 2007 en dollars internationaux* PPA constants de 2005



Source: Calculs de l'auteur sur la base des données de la Banque Mondiale (2011), UNU-WIDER (2008) et Nations Unies (2009)

* Selon le modèle de comptabilité inter-pays.

D. Les femmes

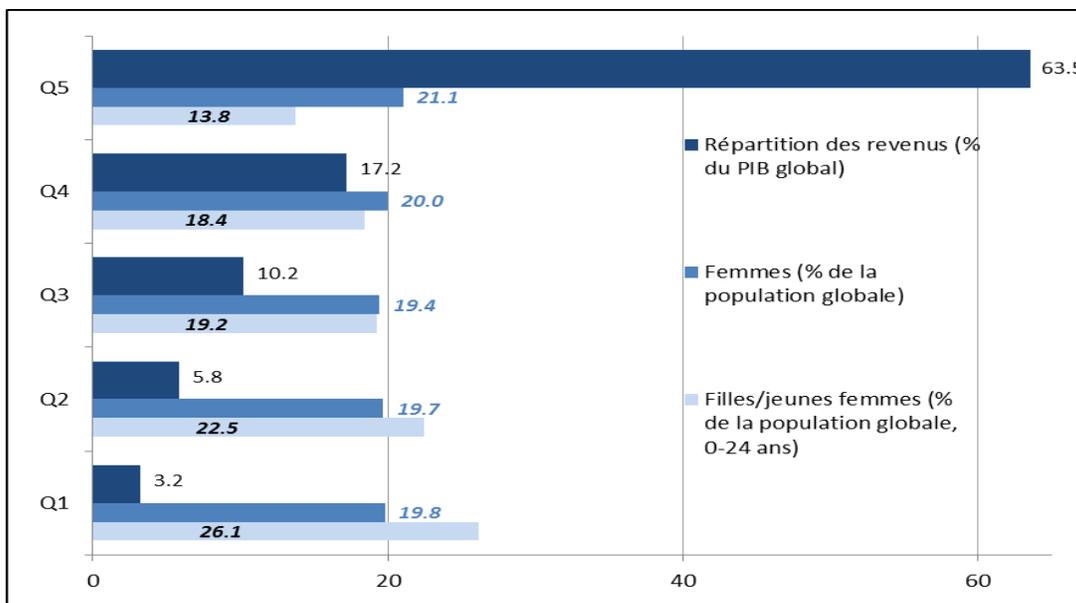
Contrairement au cas des enfants et des jeunes, et en utilisant les mêmes données et la même méthodologie, la répartition du revenu au niveau mondial ne semble pas avoir un impact disproportionné et négatif dans le cas des femmes (Figure 9). En examinant le pourcentage de femmes à travers les quintiles de répartition mondiale du revenu, nous observons que la dispersion est, en fait, pratiquement la même, avec chaque quintile de revenu contenant environ 20% de la population féminine mondiale. Étant donné que la proportion femmes-hommes était

d'environ 1 à 1 en 2007,⁶ ce résultat n'est pas très surprenant. Cette constatation se maintient même lorsque nous limitons la population féminine mondiale aux filles et aux jeunes femmes: près de la moitié des femmes de 24 ans ou moins se situent dans les deux quintiles de revenus inférieurs, ce qui reflète la proportion d'enfants et de jeunes présentée dans la Figure 8.⁷

En somme, la répartition mondiale du revenu a un impact beaucoup plus sévère sur les âges que sur les sexes, reflétant amplement les taux de fécondité parmi les femmes plus pauvres. Ceci ne signifie pas que les disparités de revenu au sein des ménages n'existent pas; mais, d'après les données disponibles sur les revenus agrégés au niveau mondial, il n'est pas possible d'identifier la dispersion du revenu entre les membres du foyer. Il convient de noter que ceci n'implique pas l'inexistence d'autres disparités liées au sexe ou à l'âge. En fait, l'UNICEF préconise depuis longtemps une approche pluridimensionnelle pour résoudre les inégalités au-delà du revenu, dans les domaines de l'éducation, de la nutrition, de la santé, de l'information, etc.⁸

En dépit de cela, le nombre de femmes adultes et de filles vivant dans la pauvreté sont alarmants. En 2007, près de 20% des femmes vivaient en-dessous du seuil international de pauvreté de 1,25 dollar/jour, et 40% sous le seuil de 2 dollars/jour. Par ailleurs, les filles et les jeunes femmes semblent souffrir proportionnellement davantage, car pour la même année plus d'un quart des femmes de moins de 25 ans vivaient sous le seuil international de pauvreté de 1,25 dollar/jour, et environ la moitié vivaient avec moins de 2 dollars/jour.

Figure 9. Répartition du Revenu Mondial en fonction du Sexe en 2007 en dollars internationaux PPA constants de 2005*



Source: Calculs de l'auteur sur la base des données de la Banque Mondiale (2011), UNU-WIDER (2008) et Nations Unies (2009)

* Selon le modèle de comptabilité inter-pays.

⁶ Selon les Nations Unies (2009), le nombre de femmes était supérieur à celui des hommes dans le monde en 2007— 51,1% et 48,9% respectivement.

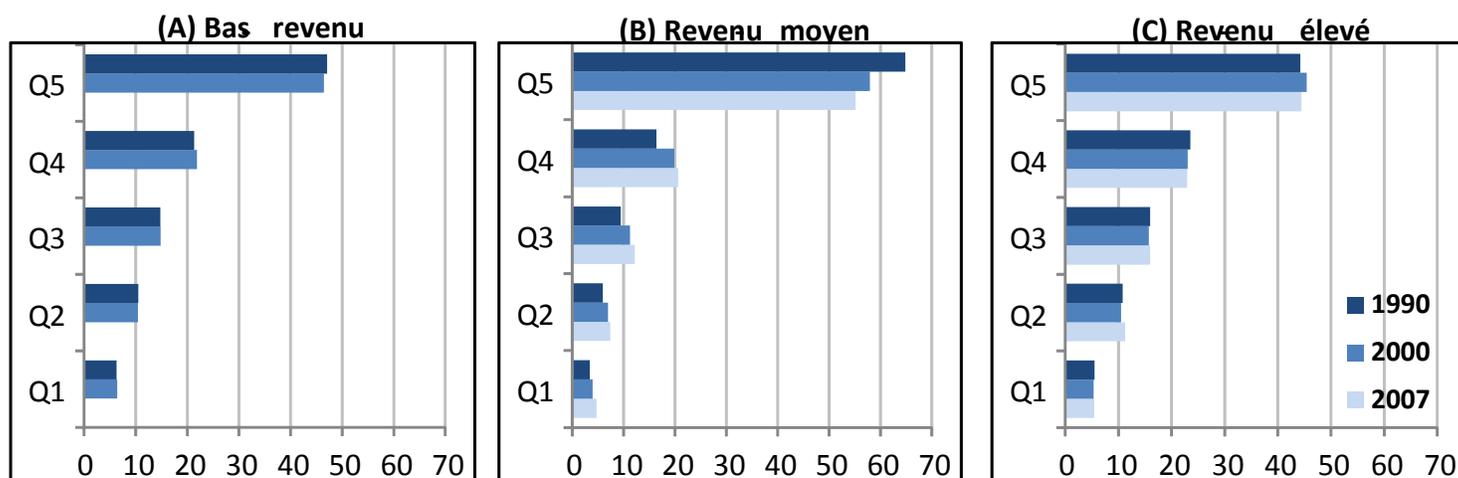
⁷ Ces conclusions s'appliquent tant au modèle de comptabilité globale qu'inter-pays.

⁸ Veuillez visiter le suivant site internet pour des informations additionnelles: <http://www.unicef.org/gender/index.html>.

E. Les classes moyennes

L'examen de l'information sur la répartition entre groupes de revenus dans un même pays (soit revenus bas, intermédiaires et élevés) nous éclaire davantage sur l'évolution de l'inégalité des revenus dans le monde (Figure 10 et Tableau 10). Sous cet angle, deux constatations frappantes s'imposent. La première est le niveau extrêmement élevé de l'inégalité qui caractérise les pays à revenu intermédiaire. La seconde est la perte relative de revenu —ou l'absence de changement—

Figure 10. Répartition du Revenu par Niveaux de Revenus au sein d'un Pays, 1990-2007 (ou données plus récentes disponibles) en dollars internationaux PPA constants de 2005*



Source: Calculs de l'auteur sur la base des données de la Banque Mondiale (2011), UNU-WIDER (2008) et Eurostat (2011)

* Selon le modèle de comptabilité globale

Tableau 10. Récapitulatif des Résultats de la Répartition Mondiale du Revenu en Fonction du Niveau de Revenu, 1990-2007 (ou données plus récentes disponibles), en dollars internationaux PPA constants de 2005*

	Faible revenu			Revenu intermédiaire			Revenu élevé		
	1990	2000	2007	1990	2000	2007	1990	2000	2007
Q5	47,1	46,5	48,1	64,9	58,0	55,2	44,2	45,4	44,4
Q4	21,3	21,9	22,4	16,4	19,9	20,6	23,5	23,0	22,9
Q3	14,7	14,8	14,1	9,4	11,2	12,2	16,0	15,7	16,0
Q2	10,5	10,4	10,5	5,9	7,0	7,4	10,8	10,5	11,2
Q1	6,3	6,4	4,9	3,4	4,0	4,7	5,5	5,3	5,4
# d'observations	31	26	17	49	70	74	33	31	31
% de la population mondiale	4,8	7,9	9,9	66,1	69,3	69,0	15,2	14,0	13,5
% du PIB mondial	0,6	0,8	1,0	29,7	32,0	38,5	55,0	54,5	49,1
% de la population échantillon	5,6	8,6	10,7	76,8	76,0	74,7	17,7	15,4	14,6
% du PIB échantillon	0,7	1,0	1,2	34,8	36,7	43,4	64,5	62,4	55,4

Source: Calculs de l'auteur sur la base de la Banque Mondiale (2011), UNU-WIDER (2008) et Eurostat (2011)

* Selon le modèle de comptabilité globale

au sein des classes moyennes et inférieures en faveur des groupes plus riches, tant dans les pays à revenus bas que dans ceux à revenus élevés, et ce à travers les années.

Alors que la plupart des pays à revenu intermédiaire ont accru leur inégalité ces dernières années, il est important de remarquer que les classes moyennes et—dans une moindre mesure—les groupes aux revenus les plus faibles semblent voir leur revenu accroître au cours de ces dernières années. Ce progrès est toutefois encore fragile et a besoin de s'accélérer rapidement au cours du XXI^e siècle (Ravaillon 2009).

Les classes moyennes et les groupes de revenus les plus pauvres semblent aller moins bien, tant dans les pays à revenus faibles que dans ceux à revenus élevés—pour le bénéfice du quintile le plus riche. Ceci a généré un débat sur la manière dont les états doivent répondre aux besoins de tous leurs citoyens, y compris les classes moyennes qui sont vitales pour l'édification d'une nation (Birdsall 2010). Dans une perspective d'équité, ce qui est clair est que la croissance et le développement ne devraient pas être uniquement "pro-riches", comme c'est souvent le cas actuellement, mais assurer des résultats équitables pour tous. Dans le cas des pays à faible revenu, cela implique passer de la "réduction de la pauvreté" à un "développement solidaire et inclusif" (Deacon 2010).

F. Mesures alternatives: La distribution des richesses

Il est important de noter que les mesures d'évaluation de l'inégalité du revenu, souvent basées sur la consommation des ménages, ne rendent pas compte d'autres formes de richesse des foyers, telles que les actifs financiers, les biens immobiliers et les instruments d'épargne que les groupes à revenus élevés possèdent d'ordinaire. Quelques études récentes incluent des indicateurs pour mesurer la richesse et dressent un portrait encore plus inégal de notre monde (Tableau 11). Par exemple, le BIT (2008:44) estime que le coefficient de Gini au niveau mondial est basé sur la richesse était de 89,2 en 2000, chiffre nettement plus élevé que celui de la plupart des mesures de l'inégalité du revenu mondial. Et selon l'ONU-WIDER, 10% des adultes les plus riches détiennent 85% de la richesse des ménages au niveau mondial; l'individu moyen placé dans le décile supérieur possède une richesse 3.000 fois plus supérieure à la richesse moyenne du décile inférieur (Davies et al. 2008:7).

Après avoir identifié les principales tendances et implications des inégalités en matière de revenu ainsi que d'autres inégalités à l'échelle planétaire, les sections suivantes traitent de l'inégalité du revenu aux niveaux régional et national.

Tableau 11. Inégalité de la Richesse dans une Sélection de Pays

Pays	Gini Richesse (2000)	Gini Revenu	Année
Argentine	74,0	50,1	2005
Australie	62,2	31,2	2003
Bangladesh	65,8	33,5	1996
Brésil	78,3	56,6	2004
Canada	66,3	31,5	2000
Chine	55,0	44,9	2003
France	73,0	27,8	2000
Allemagne	67,1	31,1	2004
Inde	66,9	36,5	1997
Indonésie	76,3	39,6	1996
Italie	60,9	33,3	2000
Japon	54,7	31,9	1998
Corée du Sud	57,9	37,2	1998
Mexique	74,8	49,9	2004
Nigeria	73,5	52,2	1996
Pakistan	69,7	39,8	1996
Espagne	56,5	33,6	2000
Taiwan	65,4	33,9	2003
Thaïlande	70,9	42,7	2001
États-Unis	80,1	46,4	2004
Vietnam	68,0	37,3	1998

Source: Davies et al. (2008:9)

4. Inégalité des revenus à travers les régions

La récente publication de la Base de Données Normalisée sur l'Inégalité des Revenus dans le Monde (en anglais la *Standardized World Income Inequality Database - SWIID*) (Solt 2009) nous permet de comparer l'évolution de l'inégalité du revenu dans un échantillon de 141 pays de 1990 à 2008 en utilisant les indices de Gini (voir Catégorie 2 pour une discussion sur les indices de Gini).

Le développement des indices de Gini entre les régions durant les deux dernières décennies révèle des tendances inquiétantes concernant l'inégalité des revenus (Tableau 12). D'après les estimations de l'indice de Gini de 2008 sur la base de Solt (2009), l'Amérique Latine et les Caraïbes constituent la région ayant les plus hauts niveaux d'inégalité entre les revenus, et l'Afrique subsaharienne n'est pas très loin derrière. À l'autre extrémité du spectre, les pays à revenus élevés se révèlent être le groupe le plus égalitaire—et de beaucoup—avec l'Europe de l'Est et l'Asie Centrale arrivant en deuxième position.

Catégorie 2. Indices de Gini et Problèmes Inhérents

L'indice de Gini est la méthode la plus fréquemment utilisée pour mesurer l'inégalité du revenu. Il est dérivé du coefficient de Gini, qui est basé sur la courbe de Lorenz où 0 représente l'égalité parfaite (c.-à-d. chaque personne a exactement le même revenu) et 1 représente l'inégalité parfaite (c.-à-d. une seule personne possède l'intégralité du revenu).

Choisir les indices de Gini pour évaluer l'inégalité du revenu national peut être aussi discutable que choisir des estimations de distribution, en particulier pour comparer les résultats entre différents pays (voir Annexe 1). En fait, la controverse tourne surtout autour des mêmes thèmes: l'utilisation de méthodologies différentes pour enquêter sur les ménages à l'intérieur des pays et d'un pays à l'autre—qui sont la base pour calculer les coefficients de Gini—et l'existence d'importantes lacunes de données à travers le temps. Il est également important de noter que les indices de Gini ne peuvent pas être comparés à l'échelle mondiale en raison des différentes hypothèses sous-jacentes à leur calcul.

Le SWIID (Solt 2009) constitue la tentative la plus complète de développer une base de données comparables entre les différentes nations à travers le temps. Le SWIID standardise les estimations de Gini à partir des principales sources de données sur l'inégalité, incluant l'UNU-WIDER (2008), le PovcalNet de la Banque Mondiale, la Base de Données Socio-économiques pour l'Amérique Latine et les Caraïbes, les données du World Income Distribution (*Répartition Mondiale des Revenus*) de Branko Milanovic, et le document du BIT Statistiques du Revenu et des Dépenses des Ménages, ainsi qu'une multitude de services nationaux de statistiques, et d'autres sources. Par ailleurs, le SWIID inclut les estimations de Gini concernant l'inégalité des revenus bruts et nets pour 171 pays de 1960 à 2009 et nous permet d'analyser les changements dans l'inégalité des revenus nets dans 132 pays entre 1990 et 2008. Bien que cela soit sans doute loin de l'ensemble idéal des indices de Gini—toutes les réserves méthodologiques restent pleinement pertinentes—cette base de données est la meilleure disponible actuellement.

Tableau 12. Valeurs de l'Indice de Gini par Région, 1990-2008 (ou données plus récentes disponibles)*

(valeurs moyennes non pondérées)

Région	1990	2000	2008	Changement 2008-1990	Changement 2008-2000
Asie	36,4	40,0	40,4	4,0	0,6
Europe de l'Est et Asie Centrale	26,7	33,2	35,4	8,7	2,2
Amérique Latine et Caraïbes	46,9	49,2	48,3	1,5	-1,3
Moyen Orient et Afrique du Nord	39,2	39,2	39,2	0,0	0,0
Afrique Subsaharienne	49,1	46,1	44,2	-4,8	-1,8
Pays à Revenu Élevé	27,4	30,8	30,9	3,5	0,0
Nombre d'Observations	137	140	141	132	132

Source: Calculs de l'auteur sur la base de Solt (2009)

*Valeurs de l'indice de Gini basées sur le revenu net

En termes de changements, l'Europe de l'Est et l'Asie Centrale ainsi que l'Asie figurent comme les moins performants en moyenne, ayant augmenté respectivement leurs indices de Gini de presque neuf et quatre points entre 1990 et 2008. Ces régions figurent aussi comme les moins performantes sur le court terme, avec des augmentations respectives de 2,2 et 0,6, dans leurs indices de Gini depuis 2000. L'Afrique subsaharienne, d'autre part, a effectué les plus grands progrès vers une plus grande égalité en réduisant son indice de Gini d'environ 5 points en moyenne, entre 1990 et 2008. L'Afrique subsaharienne figure également comme la nation la plus

Tableau 13. Les Champions de la Réduction des Inégalités, 2000-08 (ou données plus récentes disponibles)

[sur la base du changement dans l'indice de Gini selon Solt (2009)]

Asie	
Thaïlande	-4,0
Malaisie	-3,0
Philippines	-2,6
Mongolie	-2,0
Europe de l'Est et Asie Centrale	
Azerbaïdjan	-14,7
Moldavie	-4,9
Amérique Latine	
Brésil	-4,6
Pérou	-3,4
Argentine	-3,4
Chili	-3,2
Paraguay	-2,9
Salvador	-2,4
Bolivie	-2,2
Mexique	-2,2
Panama	-2,1
Nicaragua	-2,0
Venezuela	-2,0
Moyen Orient et Afrique du Nord	
Egypte	-2,9
Iran	-2,4
Afrique Subsaharienne	
Lesotho	-7,9
Malawi	-6,4
Ethiopie	-4,8
Burundi	-4,6
Mali	-4,6
Sierra Leone	-4,2
Burkina-Faso	-4,0
Ouganda	-3,5
Nigeria	-3,4
Gabon	-3,2
Swaziland	-2,9
Guinée	-2,6
Cameroun	-2,5
Sénégal	-2,5
Niger	-2,3
Pays à Revenu Élevé	
Estonie	-4,1
Nouvelle	-3,3
Corée du Sud	-2,8
Espagne	-2,3
Belgique	-2,2
Suède	-2,2
Croatie	-2,1

performante sur le court terme, car son indice régional de Gini a baissé de quelque 2 points entre 2000 et 2008, alors que l'Amérique Latine et les Caraïbes la suivent de près, ayant baissé leur indice d'environ 1,3 point en moyenne, selon Solt (2009). Le Tableau 13 énumère les pays par régions ayant réalisé les plus grands progrès en termes d'égalité des revenus depuis 2000.

Un examen plus approfondi révèle diverses formes d'inégalité à l'intérieur des groupes régionaux (voir Figure 11-16). L'Asie présente une combinaison intéressante (figure 11). D'une part, la Chine et l'Inde—les pays les plus peuplés du monde—sont des exemples de forte croissance (avec des taux de croissance moyens annuels du PIB par habitant de 10,1% et 6,3% respectivement, entre 1990 et 2008⁹) et une croissante inégalité du revenu (leurs indices de Gini respectifs ont bondi de 12,2 et 3,8 points durant la même période). Bien que l'inégalité du revenu affecte tous les pays Asiatiques, il existe des exceptions comme la Malaisie et la Thaïlande, qui sont visiblement en train de réduire l'inégalité à travers des politiques sociales universelles, concernant notamment l'éducation de base et la santé (Jomo et Baudot 2007).

Dans l'ensemble, les économies en transition d'Europe de l'Est et de l'ancienne Union Soviétique, y compris la Fédération Russe, ont enregistré les pointes les plus élevées dans l'inégalité des revenus (Figure 12). Le passage de régimes de planification centrale à des régimes plus libéraux semble avoir produit des résultats négatifs en termes d'équité, en raison des impacts sociaux de la privatisation, comme entre autres, les changements dans les régimes fiscaux et systèmes de transfert fiscal, la libéralisation financière et celle du marché de l'emploi, la dépendance à l'égard des exportations de matières premières et les fonds envoyés par les migrants (Cornia 2010, Simai 2006).

Les données sur l'Amérique Latine et les Caraïbes décrivent une région variée, mais gravement inégale (Figure 13). En grande partie, cela semble être dû à des formes historiquement inégales de régimes fonciers, la discrimination ethnique et une taxation limitée, ce à quoi s'ajoutent les plus récents efforts de privatisation et de libéralisation lancés au début des années 1990. Depuis 2000, cependant, la région a fait preuve de clairs signes de progrès sur le front de l'égalité, car 16 de ses 21 pays disposant de données ont vu leur indice de Gini baisser entre 2000 et 2008. Dans une grande mesure, cela reflète la combinaison de politiques macroéconomiques et de protection sociale, qui ont été largement adoptées dans toute la région (Cornia et Martorano 2010, Lopez-Calva et Lustig 2010). Selon Solt (2009), parmi les pays d'Amérique Latine ayant enregistré les plus grandes améliorations en

⁹ Sur la base des données de la Banque Mondiale (2011).

matière d'inégalité depuis 2000 nous trouvons les suivants: Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Salvador, Mexique, Panama, Paraguay et Pérou, qui ont tous baissé leurs indices de Gini de plus de 2 points.

En comparaison avec d'autres régions, celle du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord présente un résultat plus complexe (Figure 14). Cela reflète en grande partie le peu d'information disponible. Cependant, selon les données existantes, deux tendances principales se détachent. La première est qu'il semble exister une parité générale à travers la région en termes d'égalité du revenu. La deuxième est qu'il y a apparemment eu très peu de changements au cours de ces dernières décennies, que ce soit dans le sens d'une amélioration ou d'une aggravation de l'égalité. La seule exception semble être le Yémen, qui a augmenté son indice de Gini de 5 points entre 2000 et 2008 selon Solt (2009). Mais ces résultats doivent être pris avec précaution. En particulier, la vague de troubles sociaux qui s'est répandue à travers le Moyen Orient et l'Afrique du Nord au début de 2011 suggère que les niveaux d'inégalité sont probablement plus sévères que ne l'indiquent les estimations officielles.¹⁰

Bien que l'Afrique subsaharienne possède, globalement, une des plus fortes inégalités de revenu au monde, une certaine tendance à l'amélioration est en train de se dessiner (Figure 15). Depuis les années 1990, les plus grandes réductions ont été enregistrées dans les pays suivants: Cameroun, Gabon, Guinée-Bissau, Lesotho, Malawi, Sénégal et Sierra Leone, qui ont tous baissé leurs indices de Gini de dix points ou plus. La plupart des principaux progrès concernant l'inégalité, toutefois, semblent avoir été réalisés pendant les années 1990. Alors que la réduction moyenne de la valeur de l'indice de Gini d'un pays était de 7,3 points entre 1990 et 2000, elle tomba à 3,3 points entre 2000 et 2008. Quoiqu'il en soit, dans un passé plus récent, la liste des nations les plus performantes comprend les pays suivants: Burundi, Éthiopie, Lesotho, Malawi, Mali et Sierra Leone, qui ont tous baissé leurs valeurs de l'indice de Gini de 2 points ou plus depuis 2000. Malgré des signes positifs de progrès, certains pays de la région présentent encore les plus forts taux d'égalité au monde, notamment la Namibie et l'Afrique du Sud.

Pour les pays à haut revenu de notre échantillon, qui comporte entre autres un vaste ensemble de pays de l'Amérique du Nord, de l'Europe de l'Est et Centrale, ainsi que du Pacifique, une pluralité de tendances est patente (Figure 16). D'un côté, l'Estonie, Hong Kong, Israël, le Japon, la Lettonie, la Slovaquie et la Slovénie sont des cas de forte augmentation de l'inégalité du revenu par rapport à la période 1990-2008, car ils ont tous élevé leur indice de Gini de six points ou plus. En revanche, le Danemark, l'Irlande, la Corée du Sud, et Trinidad et Tobago sont des exemples concrets de réduction des disparités des revenus durant ces dernières décennies. Dans le passé plus récent, la Belgique, la Croatie, l'Estonie, la Nouvelle Zélande, l'Espagne, la Corée du Sud et la Suède se distinguent pour avoir réduit les écarts de revenu, en ayant tous baissé leur indice de Gini de deux points ou plus depuis 2000. Un autre fait intéressant est que plusieurs pays de plus grande taille ayant un revenu élevé ont effectué des progrès dérisoires en termes d'inégalité depuis 2000, puisque les indices de Gini en Autriche, au Canada, en France, en Italie, en Pologne et aux Etats-Unis ont augmenté ou baissé de moins d'un point.

¹⁰ Le présent document ne discute pas la fiabilité de l'information sur la distribution du revenu fournie par les principales sources consultées pour cette analyse (p. ex. l'Égypte et le Pakistan figurent comme étant aussi égalitaires que la France). Voir l'Annexe 1 pour la description des mises en garde.

Figures 11-16. Indices de Gini et Changements par Région, 1990-2008 (ou données plus récentes disponibles)

Figure 11. Asie

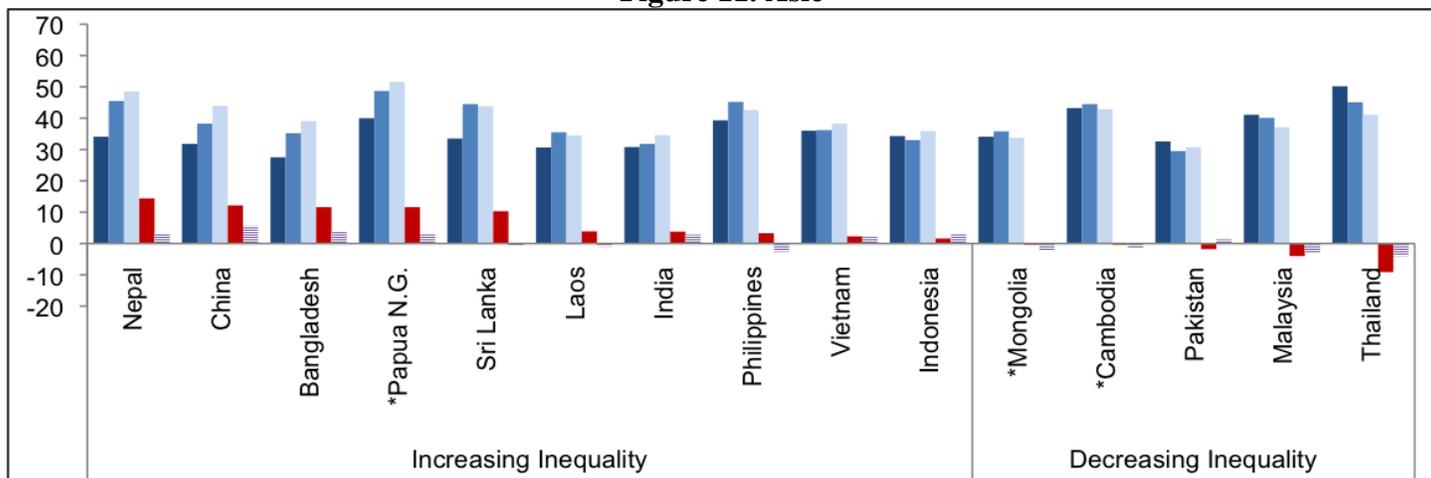


Figure 12. Europe de l'Est et Asie Centrale

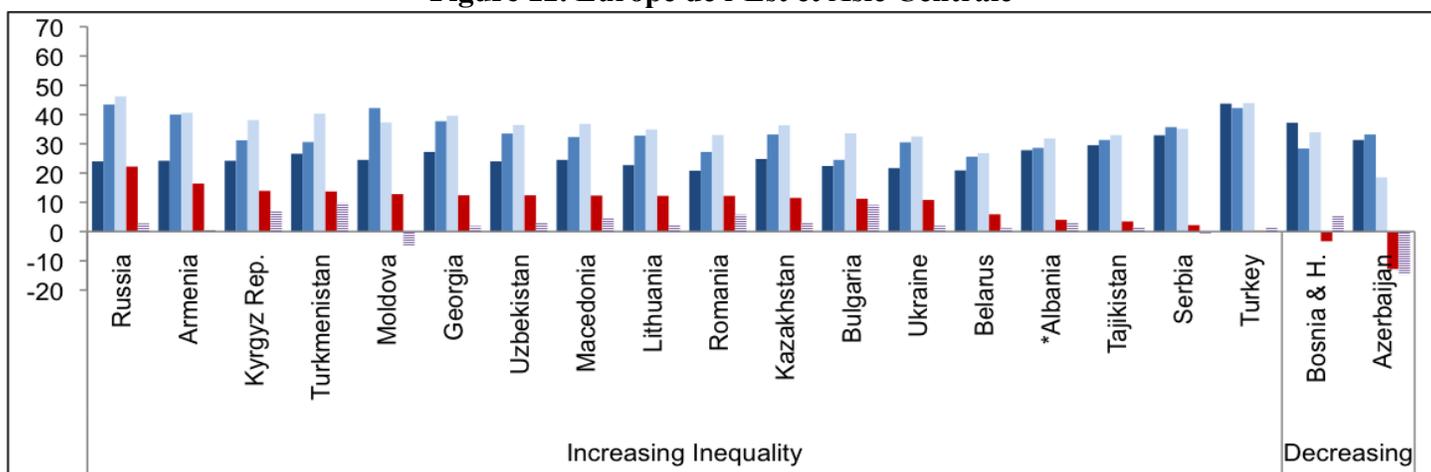


Figure 13. Amérique Latine et Caraïbes

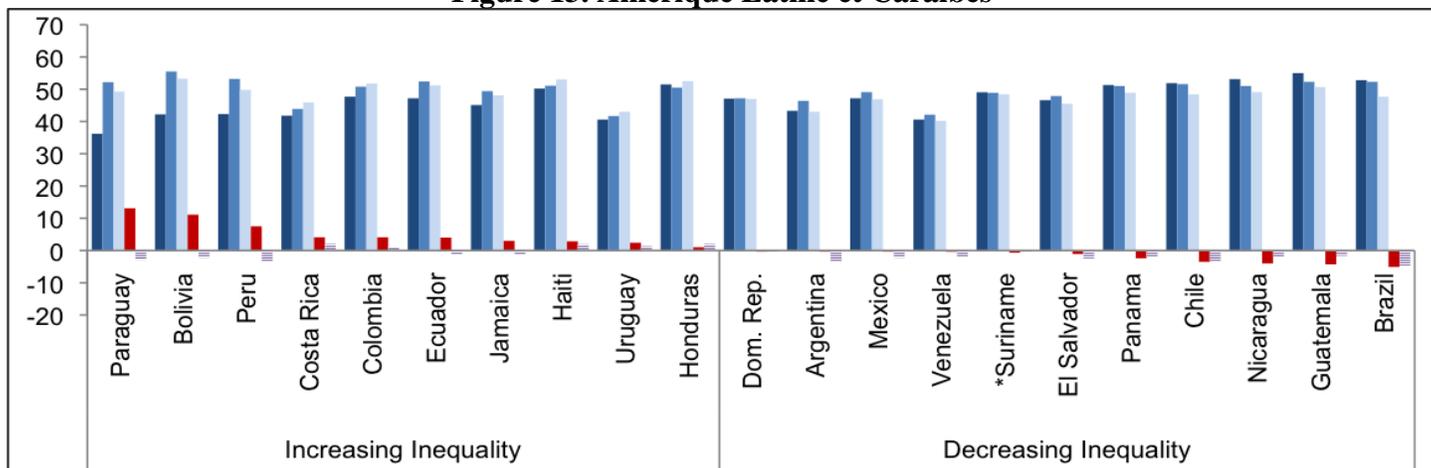


Figure 14. Moyen Orient et Afrique du Nord

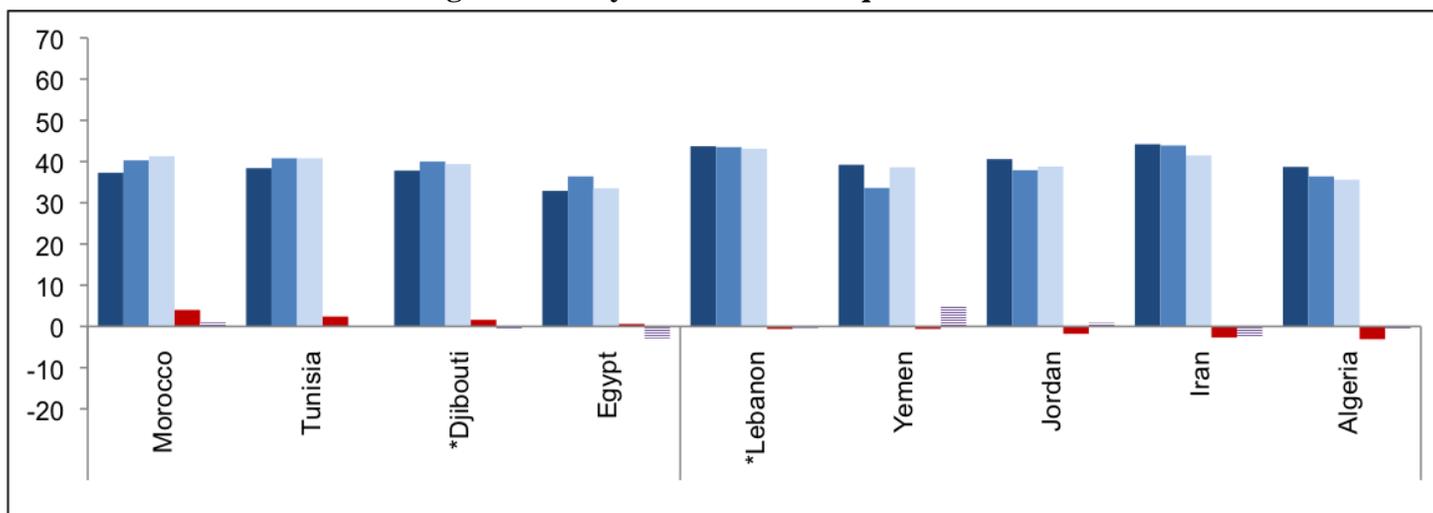


Figure 15. Afrique Subsaharienne

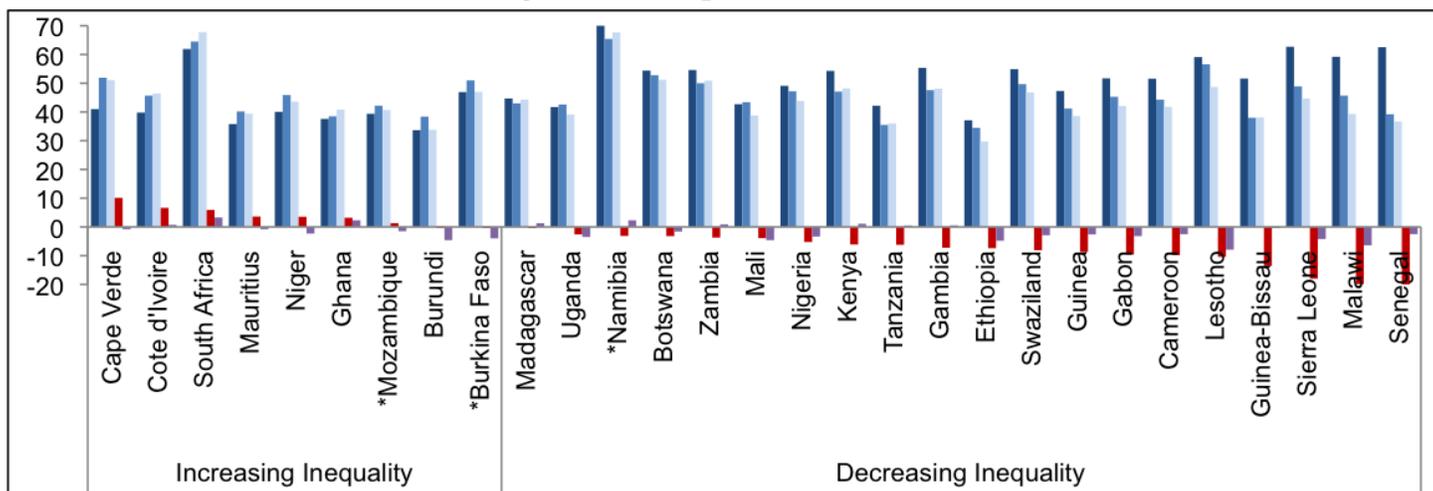
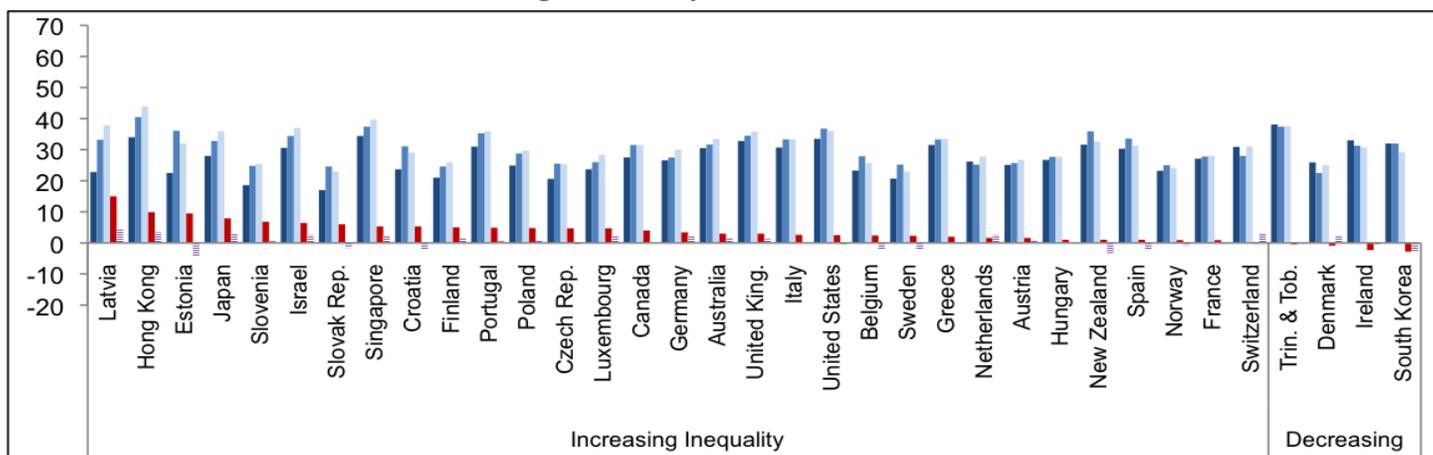
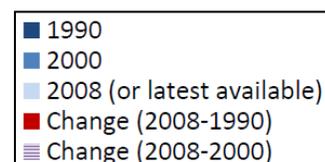


Figure 16. Pays à Revenu Élevé



Source: Solt (2009)

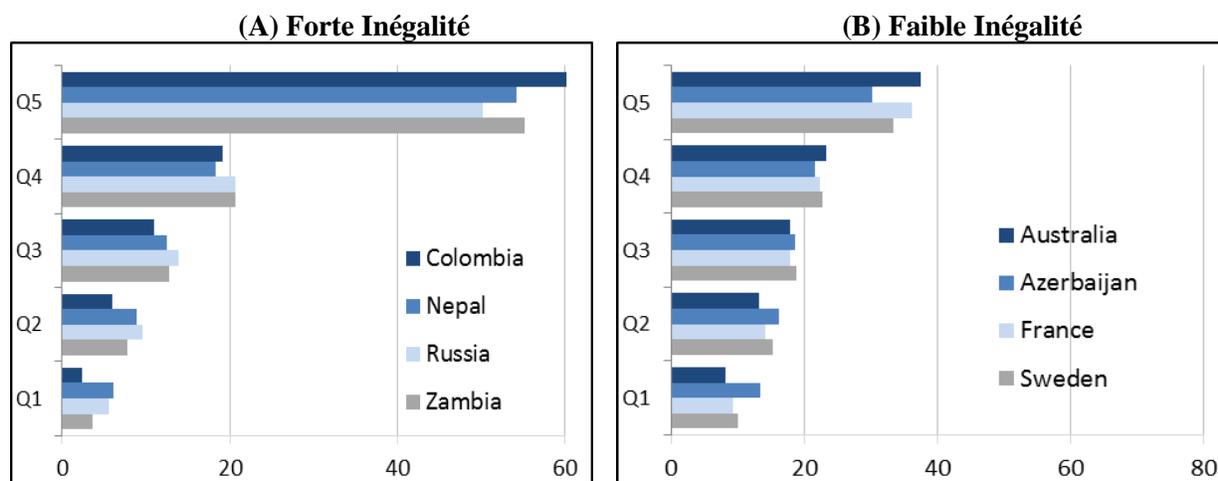
* Les valeurs de 1990 reflètent d'assez près celles de 1995



5. Inégalité des Revenus au Niveau National

En examinant les données récentes sur la distribution estimée par quintiles, quelques unes des plus importantes disparités nationales se trouvent dans des pays comme la Colombie, le Népal, la Russie et la Zambie, nonobstant les récents efforts gouvernementaux pour corriger cela, pendant que quelques unes des sociétés les plus égalitaires se trouvent en Australie, en Azerbaïdjan, en France et en Suède (Figure 17).

Figure 17. Bref Aperçu de Fortes et Faibles Inégalités dans une Sélection de Pays, 2007
(ou données plus récentes disponibles)

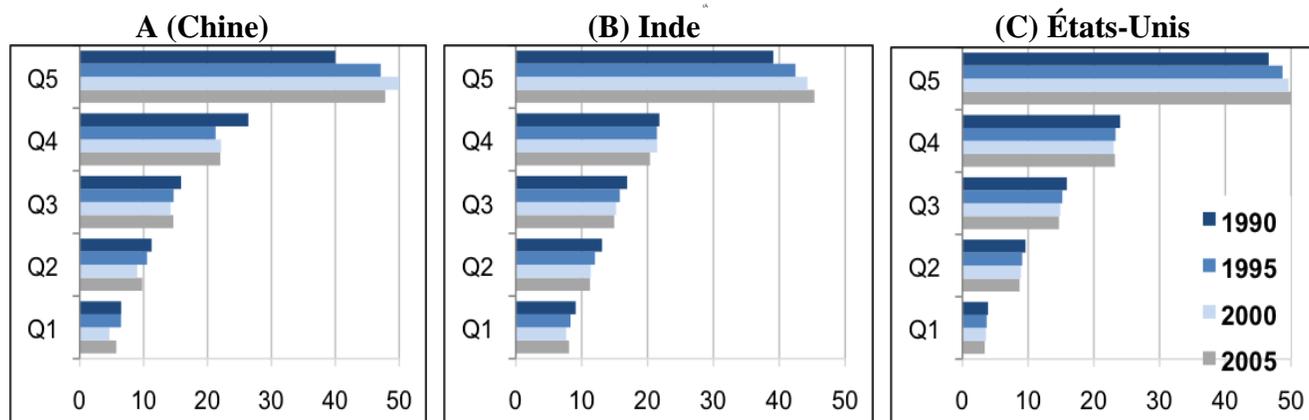


Source: Banque Mondiale (2011), UNU-WIDER (2008) et Eurostat (2011)

De telles différences pourraient nous faire penser que l'égalité est le résultat d'une croissance soutenue du PIB sur de longues durées. Or, cela n'est pas nécessairement vrai. Les données de répartition du revenu en Chine, en Inde et aux États-Unis, qui pendant les dernières décennies ont figuré parmi les économies les plus grandes et les plus fortes du monde, indiquent le contraire. Dans ces trois cas, l'importante et soutenue croissance économique (une croissance annuelle du PIB par habitant de 9,8%, 6,0% et 3,1% respectivement, entre 1990 et 2005) n'a pas conduit à des sociétés plus égalitaires, mais au contraire a rendu les riches relativement plus riches et les pauvres relativement plus pauvres (voir quintiles supérieur et inférieur).

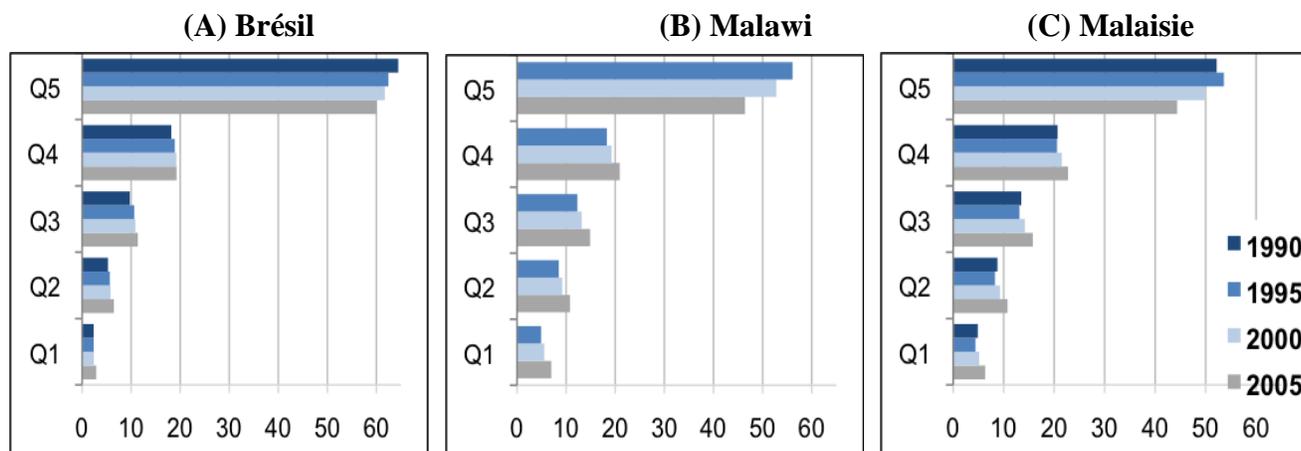
Fait encore plus intéressant, l'inégalité des revenus est en train de se réduire de manière significative au Brésil, au Malawi et en Malaisie, qui ont également connu une croissance économique forte et persistante au cours de ces dernières années (tous les trois ont eu une croissance moyenne annuelle du PIB par habitant de près de 3% entre 1990 et 2005, qui passe à 2,1%, 4,4% et 7,9% respectivement, lors des mesures pour contrôler l'impact de la crise financière Asiatique à la fin des années 1990) (Figure 19).

Figure 18. Croissance du PIB et Forte Inégalité dans une Sélection de Pays, 1990-2005



Source: Banque Mondiale (2011) et UNU-WIDER (2008)

Figure 19. Croissance du PIB et Réduction des Inégalités dans une Sélection de Pays, 1990-2005



Source: Banque Mondiale (2011), UNU-WIDER (2008) et Eurostat (2011)

Au final, cela amène à penser que la lutte contre les inégalités dépend de la volonté de la société à réduire les disparités sociales en finançant des politiques équitables à travers des mesures fiscales et des investissements. Le redressement des inégalités est au cœur du contrat social entre les gouvernements et les citoyens: dans quelle mesure une société est-elle prête à redistribuer et comment peut-elle le faire? Qu'advient-il quand une société n'a pas la volonté ou la capacité de remédier aux inégalités?

6. Raisons pour lesquelles l'Inégalité du Revenu est Dysfonctionnelle

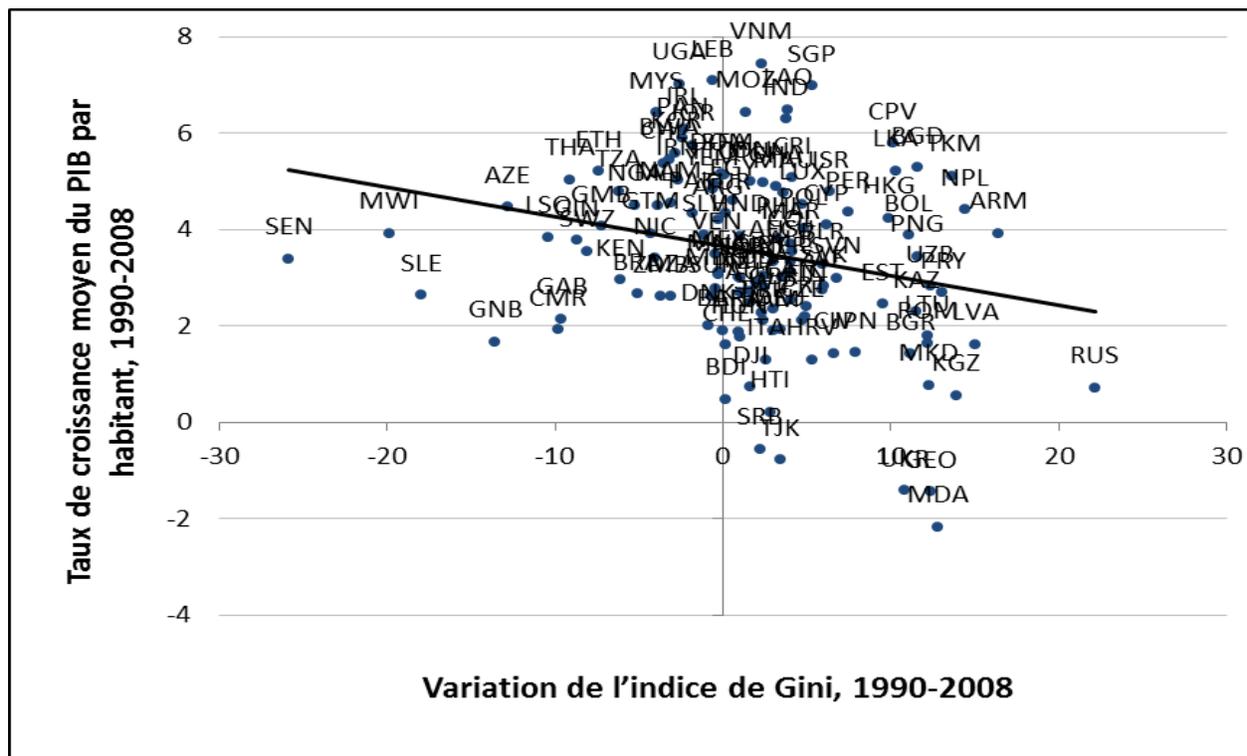
Il existe une vaste littérature décrivant les effets de l'inégalité du revenu à l'aide d'un large éventail d'indicateurs économiques et sociaux. Notre propos ici n'est pas de présenter ces travaux en détail, ni de discuter les mérites des sujets les plus controversés, particulièrement en ce qui concerne la causalité. En fait, cette section prétend simplement souligner quelques uns des principaux dangers associés aux hauts niveaux d'inégalité aussi bien entre différents pays—en termes de croissance économique, santé et bien-être social, et stabilité politique—qu'à l'intérieur de chaque pays—en termes d'inégalités sociales, et particulièrement au sein de la population infantine. Pour enrichir la recherche actuelle, nous présentons également et autant que possible des analyses empiriques actualisées.

A. Elle ralentit la croissance économique

Certains défendent que l'inégalité du revenu est nécessaire pour la croissance économique, selon l'analyse initiale de Simon Kuznets dans les années 1950. Les partisans de cette idée conseillent aux gouvernements à investir dans la croissance en tant qu'objectif prioritaire, convaincus que les bénéfices vont finir par atteindre les pauvres. Cet argument repose sur les prémisses suivantes: (i) étant donné que les riches épargnent davantage, une forte inégalité signifie de plus hauts niveaux d'épargne, d'investissements et de croissance future; (ii) la pauvreté et un marché du travail flexible maintiennent le niveau des salaires bas et encouragent les investissements, et (iii) la taxation sur les groupes de revenus supérieurs devrait être limitée, afin de maximiser la part du revenu disponible pour l'investissement. Cette manière de penser jouit encore d'une certaine influence dans les débats sur le développement, principalement à travers de vagues approches dites de "percolation plus" (en anglais « *trickle down plus* ») qui priorisent la croissance accompagnée de quelque interventions sociales limitées, notamment dans l'éducation et la santé.

Cependant les faits infirment la validité de cette position. Alesina et Rodrick (1994), Bourguignon (2004) et Birdsall (2005), notamment, ont démontré que les pays en développement ayant de forts écarts de revenus tendent à croître plus lentement. Nous nous inscrivons dans la ligne de l'analyse de Birdsall en utilisant des données plus récentes et un plus grand échantillon de pays, et étudions également l'évolution de l'inégalité avec le temps parallèlement à celle du taux de croissance économique. Pour les 131 pays qui nous permettent de mesurer le changement dans les valeurs de l'indice de Gini entre 1990 et 2008, nous constatons que, dans l'ensemble, les pays qui ont accru leur niveau d'inégalité ont connu une plus lente croissance de leur PIB annuel par habitant au cours de la même période ($p = -0,20$). En outre la forte corrélation négative entre inégalité et forte croissance demeure pratiquement inchangée lorsque nous limitons l'échantillon uniquement aux pays en développement (94 pays) ($p = -0,19$) (Figure 20).

Figure 20. Croissance par Habitant et Changements dans l'Inégalité des Revenus dans 94 Pays en Développement, 1990-2008 (ou données plus récentes disponibles)



Source: Calculs de l'auteur sur la base de la Banque Mondiale (2011) et Solt (2009)

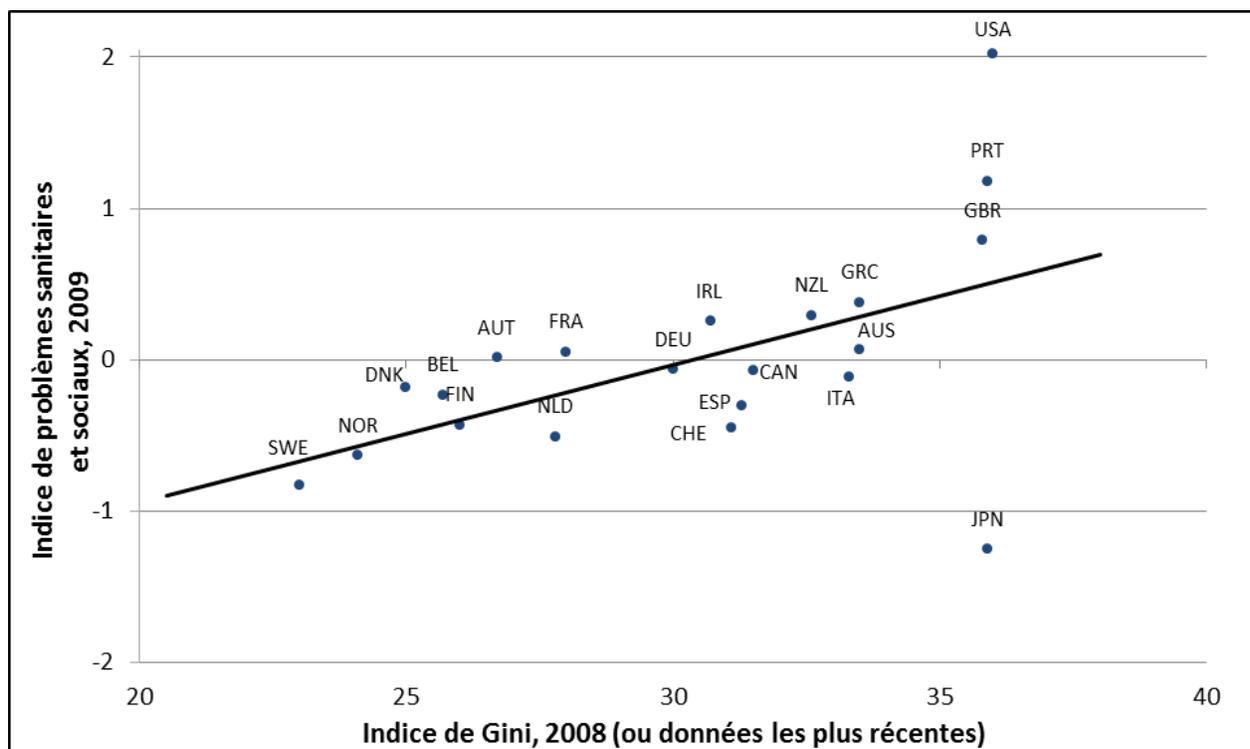
B. Elle engendre des problèmes sanitaires et sociaux

Wilkinson (2010) et Pickett (2010) étudient la relation entre l'inégalité du revenu et onze problèmes sanitaires et sociaux spécifiques. Ils appliquent des tests empiriques sur un groupe de pays de l'OCDE et sur les 50 états des États-Unis. Dans ces deux groupes, les résultats montrent clairement que les problèmes sanitaires et sociaux sont beaucoup plus graves dans les sociétés plus inégales. En particulier, dans les sociétés plus égales les personnes jouissent, entre autres, d'une meilleure santé, vivent plus longtemps, sont moins sujettes à des maladies mentales, ont de meilleurs résultats scolaires, utilisent moins de drogues illégales, développent moins de comportements criminels, bénéficient d'une meilleure mobilité sociale, sont plus confiantes, sont moins souvent victimes de violence et tendent moins à être des mères adolescentes, comparées aux populations des sociétés plus inégales.

Une des contributions les plus importantes de Wilkinson et Pickett fut le développement de l'Indice International des Problèmes Sanitaires et Sociaux (IHSP, en anglais). Cet indice composé couvre 23 pays de l'OCDE et comprend les indicateurs suivants: homicides, incarcérations, mortalité infantile, espérance de vie, résultats en mathématiques et alphabétisation, santé mentale, obésité, mobilité sociale, taux de naissances parmi les adolescentes et le taux de confiance. Jusqu'à présent, l'IHSP offre possiblement l'aperçu le plus complet des conditions sociales dans plusieurs pays, et ce sans inclure un paramètre du revenu,

ce qui en fait une source idéale pour l'analyse de l'inégalité des revenus. Nous présentons le graphique éloquent de Wilkinson et Pickett, qui rend compte des conclusions générales de leur recherche, en plaçant l'IHSP côte à côte avec les données les plus récentes sur l'inégalité (Figure 21).¹¹ Cet ensemble de données unique démontre la très forte relation qui existe entre l'accroissement des niveaux d'inégalité et des problèmes sanitaires et sociaux les plus sévères ($p = 0,54$).

Figure 21. Inégalité des Revenus et Problèmes Sanitaires et Sociaux, 2008



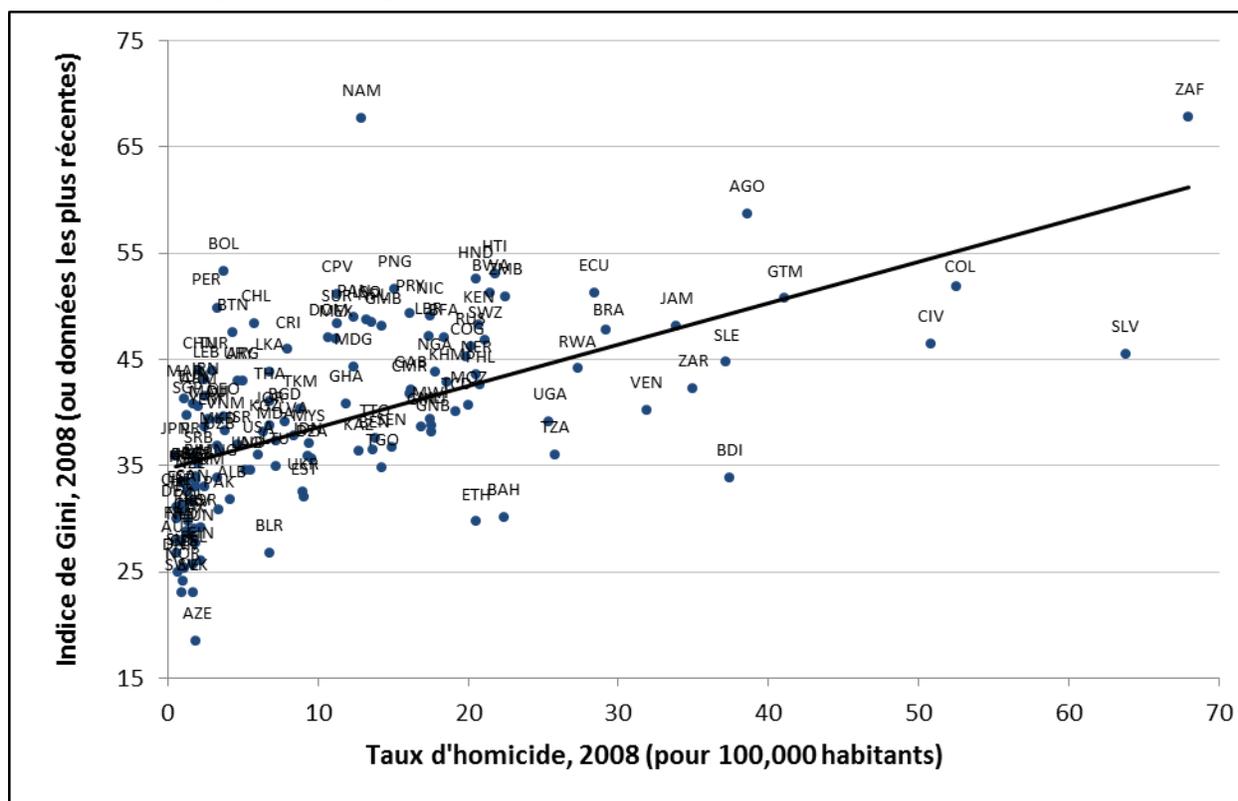
Source: Calculs de l'auteur sur la base de Wilkinson et Pickett (2010) et Solt (2009).

Note: Les valeurs-indices inférieures représentent de meilleures conditions sanitaires et sociales.

Bien que le manque de données ne nous permette pas de tester l'IHSP sur un plus vaste ensemble de pays, nous pouvons examiner l'inégalité du revenu et un problème social particulièrement sérieux, celui de la violence. (Figure 22). En examinant les taux d'homicides et les indices de Gini dans un échantillon de 138 pays, nous constatons qu'il y a plus de violence dans les pays caractérisés par des taux d'inégalité plus élevés ($p = 0,57$).

¹¹ La plupart de leurs données couvrent le début des années 2000, et les auteurs utilisent également les mesures de l'inégalité du PNUD qui sont datées (autour de 2005). En conséquence, la Figure 22 présente une image plus récente des rapports entre l'ISHP et l'inégalité des revenus, spécialement en termes d'indices de Gini.

Figure 22. Inégalité du Revenu et Homicides dans 138 Pays, 2008

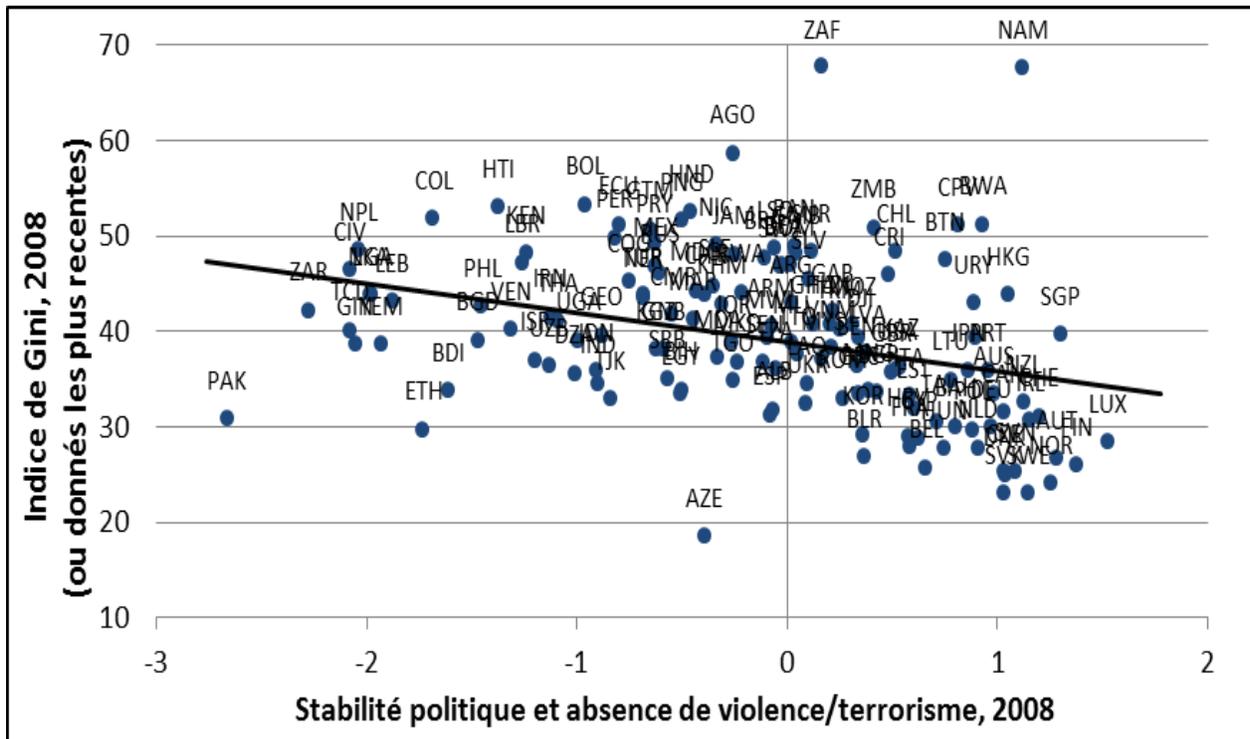


Sources: Calculs de l'auteur sur la base de Solt (2009) et l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (2008)

C. Elle génère l'instabilité politique

Étant donné la prédominance de problèmes sanitaires et sociaux dans les sociétés plus inégales, il n'est pas surprenant de voir que l'inégalité est également liée à l'instabilité politique. Alors que l'origine des conflits politiques varie d'un pays à l'autre, ces conflits sont généralement le résultat de graves abus sociaux, notamment à travers la lutte des classes et la perception de l'inégalité entre les groupes ethniques, sociaux ou autres. En utilisant l'une des six dimensions contenues dans le projet sur les Indicateurs Mondiaux de la Gouvernance (WGI en anglais) (Kaufmann et al 2010), nous constatons qu'en règle générale les sociétés inégales sont beaucoup plus sujettes à l'instabilité politique ou, en d'autres mots, tendent davantage à être déstabilisées ou renversées par des moyens inconstitutionnels ou violents, y compris la violence politiquement motivée et le terrorisme ($p = -0,33$). (Figure 23).

Figure 23. Inégalité des Revenus et Stabilité Politique dans 141 Pays, 2008



Sources: Calculs de l'auteur sur la base de Solt (2009) et Kaufmann et al. (2009)

Note: La valeur -2,5 représente une grande instabilité politique et de la violence/terrorisme politiquement motivés; le chiffre 2,5 représente l'absence de ces éléments

D. Elle entraîne l'aggravation des inégalités sociales, particulièrement parmi les enfants

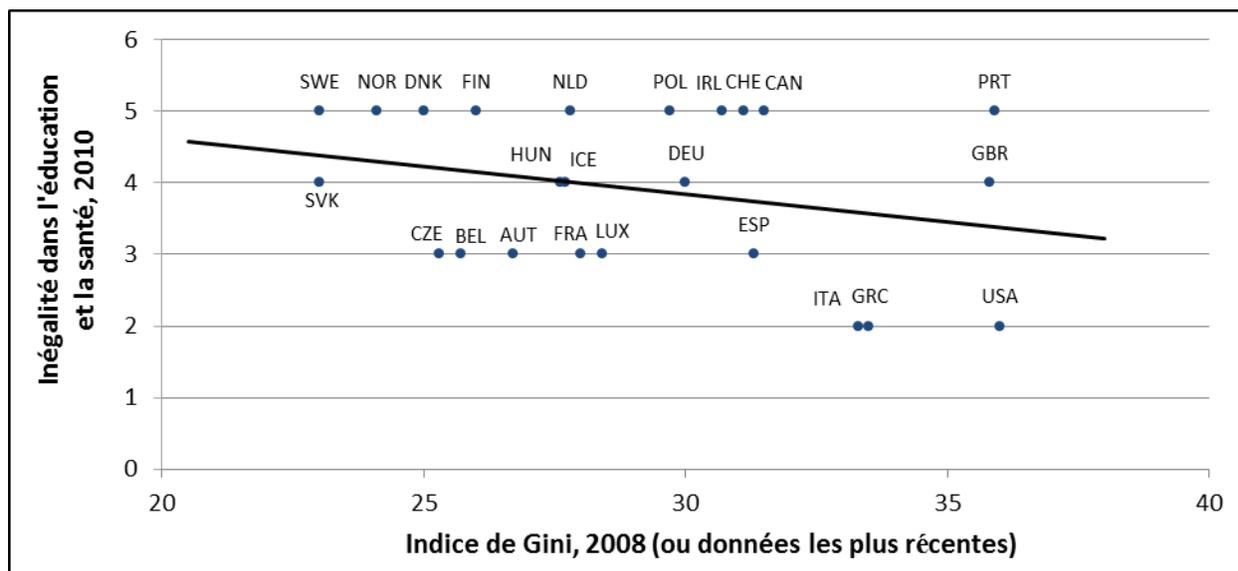
En plus d'une croissance ralentie, de l'augmentation des problèmes sanitaires et sociaux, et d'une plus grande instabilité politique, l'écart entre les revenus va aussi de pair avec de plus graves inégalités sociales, particulièrement parmi les enfants. Le Bilan Innocenti 9 de l'UNICEF pour 2010 (UNICEF 2010a)¹² présente une analyse éloquentes des inégalités sociales en termes de bien-être des enfants en analysant trois dimensions de l'inégalité—notamment le bien-être matériel, éducatif et sanitaire—dans un échantillon de pays riches. Étant donné notre intérêt à saisir la relation existante entre revenu et différentes disparités sociales, nous ajustons le score total obtenu pour l'égalité entre les enfants en retirant l'indicateur matériel. Nous recalculons ensuite les résultats, mais uniquement pour chaque pays, sur la base des scores en éducation et en santé.¹³ Nous obtenons ainsi une estimation assez juste des niveaux d'inégalité concernant

¹² La série de Bilans du Centre de Recherches Innocenti de l'UNICEF est fondée sur le principe que le véritable progrès économique et social d'un pays se mesure par la manière dont il prend soin de ses enfants—notamment de leur santé et sécurité, de leur bien-être matériel, de leur éducation et socialisation, et de leur inclusion dans la société.

¹³ Dans chaque pays, les notes correspondant à l'éducation sont basées sur la compréhension de l'écrit, des mathématiques et de la science, et les notes correspondant à la santé reflètent les problèmes de santé signalés par les enfants eux-mêmes, leur saine alimentation et leur activité physique.

l'éducation de base et la santé dans 24 pays de l'OCDE, que nous comparons ensuite à l'inégalité en matière de revenu mesurée à l'aide de valeurs de l'indice de Gini (Figure 24). Les chiffres obtenus révèlent un rapport négatif fort entre un plus grand écart des revenus et de plus bas niveaux d'inégalité en matière d'éducation et de santé tels que les perçoivent les enfants eux-mêmes ($p = -0,28$).

Figure 24. Revenu et Inégalités dans le Domaine de l'Éducation et de la Santé, 2010



Source: Calculs de l'auteur sur la base du PNUD (2010) et de Solt (2009)

Note: Les notes les plus hautes signifient une plus grande égalité éducative et sanitaire entre les enfants.

De même que dans les analyses précédentes, la faute de données ne nous permet pas d'examiner un plus grand groupe de pays, mais la relation importante entre l'inégalité des revenus et d'autres inégalités sociales s'applique très certainement aux pays en développement. L'UNICEF (2010b) fournit des preuves irréfutables dans son analyse de l'enquête auprès des ménages à travers les pays en développement. Plus précisément, comparés aux enfants des foyers du quintile de revenu le plus haut dans les pays en développement, les enfants des foyers situés dans le quintile de revenu le plus bas dans ces mêmes pays ont:

- Moins de la moitié des chances d'avoir bénéficié de soins prénataux dans l'utérus maternel
- Trois fois moins de chance d'avoir été mis au monde par du personnel de santé qualifié
- Deux fois moins de chance d'être enregistrés après leur naissance
- Presque trois fois plus de risque de souffrir d'un déficit pondéral
- Deux fois plus de risque de souffrir d'un retard de croissance
- Moitié moins de risque de dormir sous des moustiquaires traitées contre les insectes
- Presque deux fois plus de risque de ne pas être vaccinés contre la rougeole
- Deux fois plus de risque de mourir avant d'atteindre l'âge de cinq ans
- Beaucoup moins de chance d'avoir accès à des sources améliorées d'eau potable
- Moins de chance de fréquenter l'école primaire
- Beaucoup moins de chance de bénéficier d'interventions contre le paludisme
- Trois fois plus de risque de se marier avant l'âge de 18 ans (dans le cas des filles)

En somme, il existe des preuves accablantes montrant que ceux qui se trouvent au bout de la chaîne du revenu sont ceux qui risquent le plus d'être exclus des services essentiels de santé, des systèmes améliorés d'eau et d'assainissement, et de l'éducation primaire et secondaire, entre autres. En outre, dans bien des cas la dynamique des inégalités sociales peut s'exacerber avec le temps. En Inde, par exemple, 166 millions de gens avaient accédé à des installations sanitaires améliorées entre 1995 et 2008, mais très peu de progrès furent introduits à l'intérieur des foyers les plus démunis, ce qui a aggravé encore davantage la fracture sociale (UNICEF 2010b:43). En Afrique Occidentale et Centrale, la couverture de vaccination contre la variole a augmenté de 10% dans le quintile le plus aisé de la population, mais seulement de 3% dans le quintile le plus pauvre, creusant ainsi le fossé des inégalités sociales (UNICEF 2010b:25).

7. Mettre l'Équité au Centre du Programme d'Action pour le Développement

Étant donné que le milliard d'en bas requiert une attention urgente afin d'atténuer sa profonde détresse, le progrès social au cours du XXI^e siècle exige des efforts beaucoup plus considérables. Pour commencer, il est nécessaire de rappeler ici que la prise de décision au niveau mondial bénéficie principalement le milliard supérieur.

L'extrême inégalité dans la répartition du revenu à l'échelle mondiale, régionale et nationale, combinée aux effets dévastateurs des écarts de revenus plus importants, doivent nous inciter à mettre en question l'approche actuelle en matière de développement (le développement - pour qui?) ainsi que la nécessité de placer l'équité au cœur de l'agenda pour le développement.

A. Trouver un juste équilibre entre équité et croissance

Dans une perspective historique, Maddison (2006) montre que l'augmentation du PIB mondial par habitant au cours des deux derniers siècles fut amplement causée par la révolution industrielle en Europe Occidentale et aux États-Unis et quelques autres pays qui réussirent à se transformer en exportateurs stratégiques (Tableau 14). L'extraordinaire essor du PIB dans ces pays leur permit de devenir hégémoniques et d'influencer la politique mondiale dans le sens de leurs propres intérêts (Gilpin 1987, Chang 2003, Reinert 2007). De nombreux pays en développement n'ont pas connu la croissance attendue durant les décennies passées (Reddy et Minoui 2006). Pour que les pays en développement puissent émerger, des mesures similaires en faveur d'un développement productif privilégiant la création d'emplois sont indispensables, ainsi que l'existence d'une conjoncture internationale favorable.

Tableau 14. PIB par Habitant dans une Sélection de Pays et Régions, 1-2000*

Pays / Région		1	1000	1500	1600	1700	1820	1900	1950	2000
Principaux Moteurs	Europe Occidentale	599	425	798	907	1,032	1,243	3,076	5,018	20,090
	États-Unis	400	400	400	400	527	1,257	4,091	9,561	28,403
	Australie	400	400	400	400	400	518	4,013	7,412	21,549
	Nouvelle Zélande	...	400	400	400	400	400	4,298	8,456	16,178
	Argentine	...	...	...	...	...	...	2,756	4,987	8,544
	Chili	...	...	...	...	...	694	2,194	3,670	10,311
	Autres Régions	Europe de l'Est	412	400	496	548	606	683	1,438	2,111	5,901
	Ex -URSS	400	400	499	552	610	688	1,237	2,841	4,454
	Amérique Latine	400	400	416	438	527	691	1,113	2,503	5,893
	Asie	456	470	568	574	572	581	638	717	3,807
	Afrique	472	425	414	422	421	420	601	890	1,474
Moyenne Mondiale		467	453	566	596	615	667	1,262	2,113	6,055

Source: Maddison (2006)

*En dollars Geary-Khamis (internationaux) de 1990

Dans le passé, un programme de développement ouvert à tous et promouvant l'emploi et les politiques sociales universelles fut un facteur clé pour légitimer les gouvernements et la construction nationale. Les pays récemment industrialisés (Catégorie 3) ont suivi ce modèle: ils ont appliqué des politiques sociales universelles qui reçurent l'adhésion des classes moyennes tout en se concentrant sur la réduction de la pauvreté (Mkandawire 2006, Deacon 2010). Cela diffère radicalement de la formule de développement standard de nos jours basée sur la croissance en faveur des quintiles de revenus supérieurs, assortie de quelques filets de sécurité bien ciblés pour secourir les plus pauvres.

Catégorie 3. Leçons apprises avec les Pays récemment industrialisés

La trajectoire de développement décrite par la plupart des pays récemment industrialisés reposait sur une forte intégration de politiques sociales et économiques. Les politiques sociales étaient surtout de type universel, visaient à en faire bénéficier tous les citoyens et étaient financées par l'impôt (assurer des services publics uniquement aux plus pauvres diminue l'engagement de la classe moyenne à payer les impôts). Quelques pays récemment industrialisés optèrent dès le début pour des services universels et pour la sécurité sociale, comme dans le cas des Pays Bas et des pays nordiques. D'autres, comme l'Allemagne et le Japon, ont introduit l'universalisme graduellement; dans ces deux cas, l'aide sociale visait originellement les groupes dont la contribution à la modernisation économique et la construction de la nation était considérée indispensable par le gouvernement— c'est-à-dire les classes travailleuses "productives" et les classes moyennes—puis, avec le temps, de nouveaux bénéficiaires furent admis sous de nouveaux critères spécifiques.

Sources: Mkandawire (2006) et UNRISD (2010)

F. Bourguignon, ancien économiste en chef de la Banque Mondiale, souligne le fait que la répartition du revenu compte autant que la croissance pour réduire la pauvreté et que la redistribution est un objectif légitime de la politique gouvernementale pour compenser la tendance du marché à concentrer les ressources (Bourguignon 2004). Vu sous cet angle, réduire durablement la pauvreté est une double fonction du taux de croissance et des changements dans la répartition des revenus, par lequel une répartition plus équitable tend à avoir des impacts plus rapides sur la réduction de la pauvreté que la croissance. Toutefois, cette dernière est aussi nécessaire pour la continuité du processus. Il est important de noter qu'une distribution plus égale ne s'oppose pas à la croissance, en fait elle tend à stimuler la consommation, à augmenter la productivité et contribue à maintenir la croissance elle-même. (Banque Mondiale 2006).

Trouver la meilleure combinaison d'instruments et de politiques pour assurer à la fois la croissance et l'équité reste encore une priorité pour le développement du XXI^e siècle (Kanbur et Lustig 1999, van der Hoeven et al. 2001). Si se concentrer uniquement sur la distribution peut conduire à la stagnation et aggraver la situation de la population, comme dans certains pays ayant des gouvernements "populistes", se concentrer sur la croissance peut générer de graves inégalités, comme celles que plusieurs pays ont connues pendant les dernières décennies (Cornia et Court 2001, Cornia 2005, Nations Unies 2005, Jomo et Baudot 2007).

B. Mettre l'équité au centre de l'agenda du développement

Réussir à équilibrer équité et croissance exige une réforme fondamentale des processus de prise de décisions actuels. Les choix économiques tant au niveau international que national ont souvent été effectués sans considérer suffisamment leurs impacts distributionnels; s'il existe des impacts sociaux négatifs, ceux-ci peuvent être mitigés, mais l'équité et le progrès social ne peuvent être atteints de cette façon uniquement. Face à cette situation, l'alternative proposée par l'agenda des Nations Unies appelle à combiner les politiques sociales et économiques dans une relation de complémentarité et de renforcement mutuel.

Le programme (ou Agenda) des Nations Unies en matière de développement) comprend un ensemble d'objectifs adoptés au niveau mondial sur la base d'un large consensus obtenu lors de différentes conférences et sommets organisés par l'ONU au cours des deux dernières décennies. Le programme couvre des thèmes allant de l'inclusion sociale au travail décent, ainsi que du développement au financement durables. Il met l'accent sur l'appropriation par les pays de leurs stratégies de développement national, qui intègrent des politiques sociales, économiques et environnementales et établissent un cadre favorable à l'établissement de la paix/prévention des conflits, à la bonne gouvernance et aux droits de l'homme; il traite par ailleurs de questions systémiques, comme l'incidence différentielle de la globalisation et les inégalités entre et au sein des pays. Le programme des Nations Unies en matière de développement a été établi pour refléter le souci fondamental d'équité et d'égalité entre toutes les personnes, dans leur qualité d'être humains et de citoyens (Nations Unies 2007 et 2008). Les agences des Nations Unies et d'autres organisations ont mis en œuvre ce programme durant ces dernières années. Un résumé des interventions menées sur des secteurs choisis est présenté ci-dessous dans le Tableau 15.

Tableau 15. Intégrer l'Équité dans l'Agenda pour le Développement

Secteur	Interventions Courantes avec Résultats Équitables pour les Enfants et les Ménages	Interventions Courantes avec Résultats Inéquitables/Régressifs	Sources de Bon Conseil
Éducation	Éducation Universelle Gratuite; bourses et programmes pour retenir les étudiants	Redevances; commercialisation de l'éducation; économies dans les salaires des instituteurs	UNICEF, UNESCO, UNRISD, DRSP de la Banque Mondiale
Énergie et Mines	Électrification Rurale; tarifs sociaux (consommation de base subventionnée pour les ménages à bas revenus); fonds sociaux exceptionnels; droit des contrats garantissant des avantages locaux provenant des ressources naturelles	Extraction de pétrole/minéraux non taxée	Notes d'Orientation des Nations Unies, Guide des DSRP de la Banque Mondial, DFID
Finance	Banques rurales régionales; extension vers les localités de province; gérer les finances (réglementer les marchés financiers et de matières premières, contrôles de capitaux)	Libéralisation financière; sauvetage du système bancaire (transferts/virements aux grandes banques); subventions aux grandes entreprises privées	Notes d'Orientation des Nations Unies, CNUCED, GCAP
Santé	Services universels de santé primaires et secondaires; programmes de nutrition; services gratuits de santé reproductive	Redevances; commercialisation de la santé; cliniques de soins tertiaires hautement spécialisées qui bénéficient un nombre réduit de personnes (p. ex. centres de cardiologie)	UNICEF, OMS, UNITAR, FNUAP, Notes d'Orientation des Nations Unies
Logement	Logement subventionné pour groupes à bas revenus; réfection de logements insalubres	Financement pour le logement social pour des groupes de revenus supérieurs	ONU-Habitat, IDS
Industrie	Politique technologique d'appui aux industries locales compétitives et génératrices d'emploi, et aux PME	Déréglementation; libéralisation générale du commerce	UNCTAD, Notes d'Orientation des Nations Unies, BIT
Emploi	Programmes d'emploi actifs et passifs; politiques génératrices d'emploi	Flexibilisation de l'emploi	BIT, Notes d'Orientation des Nations Unies
Politiques Macro-économiques	Politiques monétaires et fiscales favorables à l'emploi; politiques anticycliques; taxation directe	Attention exagérée donnée au contrôle de l'inflation; politiques pro cycliques; taxation indirecte (TVA)	Notes d'Orientation des Nations Unies, BIT, PNUD, CNUCED
Dépenses Publiques	Dépenses pro-pauvres; décentralisation fiscale	Dépenses militaires; subventions aux activités bénéficiant les groupe de revenus supérieurs	Guide des DRSP de la Banque Mondiale, UNICEF, IDS
Développement Rural	Redistribution des terres; accès à l'eau et aux marchés; bétail, crédits pour les petits paysans, services d'extension rurale	Grands investissements qui pourraient bénéficier de grands propriétaires terriens (p.ex. systèmes d'irrigation)	FAO, PAM, Guide des DSRP de la Banque Mondiale

Secteur	Interventions Courantes avec Résultats Équitables pour les Enfants et les Ménages	Interventions Courantes avec Résultats Inéquitables/Régressifs	Sources de Bon Conseil
Protection Sociale	Un plancher de protection sociale, incluant des transferts d'argent et des services spéciaux	Fonds de pension à financement privé	BIT, OMS, UNICEF, ONU, UNITAR, Banques de Développement
Tourisme	Compagnies locales de petite échelle; financement pour l'infrastructure de base; campagnes de marketing international	Chaines hôtelières de luxe sous-taxées	DFID, Institut de Développement d'Outre-mer
Commerce	Relier les compagnies locales génératrices d'emplois aux marchés d'exportation; taxer les secteurs exportateurs en bénéfice du développement national	La plupart des accords bilatéraux de libre-échange; accords actuels de propriété intellectuelle	CNUCED, Notes d'Orientation des Nations Unies
Transport et Infrastructure	Routes rurales; infrastructure sociale; transport public accessible; transport non-motorisé pour les ménages (bicyclettes, buffles, chevaux)	Grands (et coûteux) investissements en infrastructure que les pauvres/exclus n'utilisent pas ou dont ils ne bénéficient pas à travers les impôts	Guide des DSRP de la Banque Mondiale, DFID
Développement urbain	Assainissement des quartiers insalubres; conception universelle accessible	Grands projets d'infrastructure urbaine dans des zones aisées	Guide des DSRP de la Banque Mondiale, ONU-HABITAT, UNICEF
Eau et assainissement	Approvisionnement en eau et assainissement en zone rurale	Privatisations mal négociées	UNICEF, PNUD, Guide des DSRP de la Banque Mondiale

Source: Ortiz (2008)

C. Financement de politiques équitables: Transferts entre trois niveaux

Étant donné l'envergure des différences de revenu dans le monde, financer un programme de développement équitable requiert un certain degré de transfert des riches vers les pauvres, et ce sur trois niveaux:

- *Les transferts Nord-Sud:* La justification pour une distribution internationale plus équitable n'a jamais été plus grande. Pour que la mondialisation soit acceptée, ce devra être une mondialisation qui bénéficie à la majorité, et dont tout le monde pourra plus ou moins profiter, au lieu d'en limiter les bénéfices à quelques privilégiés. Alors que le principal canal de flux internationaux de redistribution continue à être l'aide publique au développement (APD), les engagements internationaux ne répondent pas aux attentes. Au lieu des 0,7% du Produit National Brut (PNB) promis par les pays à revenus élevés, les flux réels d'APD se maintiennent à seulement 0,3% (OCDE/DAC 2010). Face à la défaillance des donateurs à honorer leurs engagements en matière d'aide, de nouvelles sources internationales de financement pour le développement ont été proposées, principalement en taxant les biens et services de luxe ou ceux ayant des impacts négatifs sur l'environnement. Les plus récentes propositions incluent: taxe sur le commerce des armes, taxe environnementale mondiale

(taxe carbone), taxe sur les flux monétaires spéculatifs à court terme (ou "taxe Tobin") et des taxes sur les billets d'avion sur les vols internationaux. La création d'une Organisation Fiscale Internationale a été proposée tant par les services du FMI que par les Nations Unies. Certains affirment que le montant total de transferts nord-sud nécessaire pour améliorer considérablement le bien-être de millions de personnes est dérisoire; Jeffrey Sachs, Directeur du Projet du Millénaire des Nations Unies, estime que l'extrême pauvreté pourrait être éradiquée à l'aide de seulement 1% du PIB combiné des pays de l'OCDE (Sachs 2005).

- *Les transferts Sud-Sud:* La coopération Sud-Sud devient de plus en plus importante. Bien que mineurs en termes de montants, les transferts Sud-Sud ont lieu de trois manières (Ortiz 2009): (i) l'aide bilatérale (la Chine, l'Arabie Saoudite et le Venezuela en sont des exemples importants), (ii) les banques régionales de développement (notamment la Banque Islamique de Développement, le Fonds Arabe de Développement Économique et Social, la Corporation Andine de Développement ou la Banque de l'ALBA) et (iii) l'intégration régionale (notamment le Marché Commun Sud Américain, MERCOSUR; l'Alliance Bolivarienne pour les Peuples de notre Amérique, ALBA; la Ligue des États Arabes; la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC en anglais); et l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est, ASEAN).
- *Les transferts nationaux:* Un potentiel inexploité existe pour financer des politiques plus équitables, y compris dans les pays les plus pauvres. Cela peut exiger que l'on s'éloigne des approches classiques. Parmi ces nouvelles approches afin d'augmenter l'espace budgétaire et de multiplier les dépenses équitables se trouvent les principales options suivantes: des systèmes de taxation améliorés, la redéfinition des priorités en matière de dépenses, le financement extérieur et l'allègement de la dette, les emprunts sur le marché intérieur, l'adoption d'un cadre macroéconomique plus souple (c.-à-d. tolérer un niveau d'inflation modéré et/ou de déficit budgétaire), la lutte contre les mouvements illicites de capitaux ou l'utilisation des réserves pour financer le développement national.

8. Impacts de la Crise Économique Mondiale et la Nécessité d'une Relance Équitable pour Tous

Une crise globale financière et économique s'est rapidement répandue à travers le monde au début de 2007. Quoique des données complètes ne soient pas encore disponibles pour évaluer les impacts cumulatifs de cette crise sur l'inégalité du revenu, de nombreux facteurs indiquent que l'inégalité est en train de croître sérieusement. Par-dessus tout, les analyses historiques montrent que les crises financières approfondissent souvent la pauvreté et aggravent les inégalités de revenu (Baldacci et al. 2002). En grandes lignes, à mesure qu'une crise financière fait baisser le revenu moyen d'un pays, un déclin plus que proportionnel dans la part des revenus des quintiles les plus bas de la population conduit à une hausse de l'inégalité du revenu, laquelle se renforce si elle s'accompagne d'une augmentation des revenus du quintile le plus riche. Si cela reflète largement l'impact disproportionné que les changements dans la demande de main d'œuvre, l'inflation et les dépenses publiques exercent sur les quintiles d'en bas à court terme (Lustig et Walton 1999), on observe également des effets à plus long terme sur la capacité des plus pauvres

à faire face et sur leurs mécanismes de survie, notamment liés aux enfants, comme par exemple les dépenses en produits alimentaires essentiels, la santé et l'éducation (Mendoza 2008). En termes de pauvreté globale, Cline (2002) a calculé qu'une crise financière provoque une augmentation de 7% de la moyenne des pauvres de pauvres dans un pays en développement. La répartition des impacts des crises financières est par conséquent inégale, avec un approfondissement fréquent des inégalités qui pèse encore davantage sur les niveaux de pauvreté (Ravallion 2008). Selon les tendances actuelles en matière de chômage, prix des aliments et des carburants, ainsi que de dépenses publiques, une montée de l'inégalité du revenu au cours de 2011 est envisageable.

A. Emploi

Tout d'abord, une crise de l'emploi est toujours actuellement en train d'affecter une grande partie du globe. Le monde a connu une croissance sans emploi avant cette crise, et cela s'est intensifié en même temps que la demande de main d'œuvre fléchissait (BIT 2010a:7). Les analyses les plus récentes du BIT (2011) constatent que, bien que des signes de reprise soient visibles dans quelques pays d'Extrême Orient, pour plusieurs autres pays les perspectives se sont assombries au cours de 2010. L'actuelle relance économique ne génère pas encore suffisamment d'offres d'emploi. À l'échelle mondiale, l'évolution du rapport emploi-population, qui indique si la capacité d'un pays à créer des emplois augmente ou diminue, montre que les économies ne sont tout simplement pas en train de générer suffisamment de postes pour pouvoir absorber l'augmentation de la population en âge de travailler. À titre d'exemple, dans 64 pays pour lesquels des données trimestrielles existent, les pays avec un ratio emploi-population descendant étaient deux fois plus nombreux que ceux qui avaient des ratios ascendants pendant le deuxième trimestre de 2010. Plus récemment, dans les pays riches, les estimations concernant le retour des taux d'emploi à leur niveau d'avant-crise ont été révisées et repoussées à deux ans—jusqu'à 2015. Vers la fin 2010, le BIT (2010a) estimait également que presque 40% des chercheurs d'emploi avaient été au chômage pendant plus d'une année dans un échantillon de 35 pays, et que plus de quatre millions avaient fini par cesser de chercher du travail vers la fin 2009, par découragement, notamment. Dans nombre de pays, la population a répondu par d'importants mouvements de protestation contre l'état-patron et son incapacité à résoudre le problème persistant du chômage (BIT 2010a:40).

En termes d'inégalité, il a été démontré que la hausse du chômage fait baisser la tranche inférieure de l'échelle salariale par rapport à la valeur médiane (Heathcote et al. 2010). De plus, l'inégalité salariale totale—définie comme la différence entre les revenus des personnes situées dans les 90^{ème} et 10^{ème} percentiles de la répartition globale des revenus—avait augmenté de manière spectaculaire dans plusieurs pays depuis les années 1970 (Machin et van Reenen 2007, OCDE 2008). Plus récemment, certaines données indiquent que cette tendance s'est poursuivie durant la crise. Dans les économies avancées, par exemple, les banques et les entreprises ont payé des bonus quasi record aux cadres supérieurs et aux employés du secteur financier en 2010

et 2011.¹⁴ Étant donné la gravité et la persistance du chômage dans plusieurs endroits du monde, l'inégalité dans les revenus risque de se maintenir en 2011 et au-delà.

Les jeunes ont été affectés hors de toute proportion par le chômage depuis le début de la crise. Des expériences précédentes ont montré qu'il faut, en moyenne, plus de 11 ans pour que le chômage retourne à des niveaux d'avant la récession (BIT 2010a:13). Selon les estimations faites par le BIT, le chômage des jeunes s'est accru mondialement de presque 8 millions depuis le commencement de la crise en 2007. De plus, le pourcentage d'augmentation dans le chômage des jeunes au niveau mondial a été le double de celui de la population active totale. Toutefois, cette augmentation brutale cache une tendance encore plus préoccupante, celle de la baisse de la participation des jeunes dans le marché du travail ainsi que l'informalité et la précarité croissantes de l'emploi des jeunes (BIT 2010b). Par ailleurs, le BIT rapporte que les jeunes femmes ont plus de difficulté que les jeunes hommes à trouver un emploi.

B. Prix élevés des matières premières

Deuxièmement, les ménages ont eu affaire à une augmentation constante des denrées alimentaires depuis 2008. Selon l'indice FAO sur les prix alimentaires, les prix mondiaux de ces denrées ont dépassé en 2011 les niveaux record de la crise alimentaire de 2007-08. De nouveaux records ont été battus en février et mars 2011. Au niveau local, une analyse récente de l'UNICEF a conclu que les prix des denrées alimentaires ont suivi de près les prix des marchés mondiaux au cours de la deuxième moitié de l'année 2010 ; cette étude a également constaté que les prix intérieurs des denrées alimentaires depuis novembre 2009 sont restés extrêmement élevés par rapport aux prix d'avant-crise (Ortiz et al. 2011). Comme le niveau élevé de ces prix continue d'éroder les revenus, la plupart des ménages pauvres ont déjà épuisé leurs stratégies d'adaptation, comme par exemple la diminution des repas, la réduction des dépenses de santé, l'augmentation des emprunts, et des heures de travail dans le secteur informel. Étant donné que la part des dépenses alimentaires par rapport au revenu est beaucoup plus importante pour les ménages pauvres que pour les groupes les plus riches, le lien entre la hausse des prix des denrées alimentaires au niveau local et l'importance des inégalités est démontré.

Les perspectives d'évolution des prix des denrées alimentaires sont sombres et peuvent être aggravées par de nouvelles hausses du prix du pétrole. La forte hausse des cours du pétrole depuis début 2011 risque de durer tant que l'incertitude politique prévaut sur la majeure partie du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Cette situation exerce des pressions additionnelles sur les activités économiques génératrices d'emploi ainsi que sur les maigres ressources des ménages. Étant donné le très faible degré de résilience des populations pauvres face à de nouvelles hausses de prix de denrées alimentaires —ou de l'énergie—, la poursuite de cette tendance va probablement accroître l'inégalité des revenus en 2011.

¹⁴ Voir Wall Street Journal, "[On Street, Pay Vaults to Record Altitude](#)," le 23 Février 2011, et Wall Street Journal, "[Executive Bonuses Bounce Back](#)," le 18 Mars 2011.

C. Assainissement budgétaire

Troisièmement, alors que la plupart des gouvernements lançaient des plans de relance budgétaire durant la phase initiale de la crise économique mondiale, les stimuli fiscaux furent abandonnés dans la deuxième phase et actuellement les gouvernements réduisent leurs dépenses publiques au moment où la reprise économique et sociale reste fragile. L'analyse faite par l'UNICEF des dépenses publiques dans 126 pays en développement (Ortiz et al. 2010) montre que plusieurs gouvernements se préparent à éliminer ou à retirer progressivement les mesures qui ont été prises pour faire face à la crise en 2010-11, et ce dans le cadre de leurs efforts d'assainissement budgétaire. En particulier, les autorités prévoient des coupes/ou l'établissement de plafonds dans les dépenses publiques pour les programmes sociaux, les allocations aux ménages, ainsi que les traitements et salaires. Le BIT considère que de telles mesures d'austérité sont à l'origine des graves troubles sociaux et des manifestations de protestation publique dans plusieurs pays, dans 16 des 28 pays étudiés. En termes d'inégalité, les réductions des dépenses gouvernementales dans l'éducation de base, les services de santé et la sécurité sociale—les principales mesures de politique budgétaire rigoureuse affectant les pauvres—sont associées à la baisse des revenus et des investissements en faveur des groupes les plus défavorisés. Une analyse publiée récemment par la revue *The Economist* constate cet effet dans un ensemble de pays développés.¹⁵ Après avoir examiné les changements dans les niveaux de revenu entre différentes régions dans un certain nombre de pays, *The Economist* conclut que l'inégalité des revenus entre les régions les plus riches et les régions les plus pauvres s'était accentuée depuis le début de la récession mondiale et que cette aggravation va probablement s'exacerber dans la mesure où la réduction des dépenses gouvernementales ont un impact disproportionnel sur les régions les plus pauvres.¹⁶ Les débats qui se déroulent actuellement dans les pays donateurs concernant la réduction de l'aide au développement doit s'inscrire également dans ce contexte.

En somme, les tendances actuelles en matière d'emploi, de prix des denrées alimentaires et des carburants, ainsi que celles des dépenses publiques ne permettent pas d'espérer de bons résultats sur le plan de l'équité. Ce dont nous avons besoin c'est une Reprise pour Tous qui assure que la réactivation économique se fasse au bénéfice des ménages les plus exclus, et investisse dans l'avenir de leurs membres, au lieu de perpétuer ou d'accentuer les disparités existantes (UNICEF 2010c).

9. Observations Finales

Les flagrantes asymétries dans la répartition du revenu sont importantes pour les personnes. En premier lieu, elles sont un signe d'injustice sociale. Quelle que soit la méthodologie, nous habitons dans une planète où, dans l'ensemble, le quintile le plus riche de la population reçoit

¹⁵ The Economist, "[Internal Affairs: The Gap between Many Rich and Poor Regions Widened because of the Recession](#)," 10 Mars 2011.

¹⁶ Par exemple, Rajiv Shah, Administrateur de USAID, a témoigné le 30 Mar 2011 devant la sous-commission de la Chambre des représentants chargée des questions budgétaires relatives au département d'État et aux opérations à l'étranger, en déclarant que le projet de loi budgétaire adopté (qui doit être approuvé par le Sénat) provoquerait la mort d'au moins 70.000 enfants qui dépendent de l'aide des Etats-Unis en pour l'alimentation et la santé dans le monde.

plus de 70% du revenu total comparé au maigre 2% qui échoit au quintile le plus pauvre (83% contre 1% au taux de change du marché). Nous vivons aussi dans un monde où plus de huit millions d'enfants meurent chaque année (quelques 22.000 chaque jour), et ces décès sont pour la plupart évitables (UNICEF 2011:84). La faim, la malnutrition et le manque d'eau potable correspondent au moins à la moitié de la mortalité infantile, et leur incidence est fortement concentrée au sein des quintiles les plus pauvres. On n'insistera jamais assez sur l'urgence à faire face à ces inégalités.

Mais l'inégalité est également importante pour la croissance économique. Les pays en développement avec une inégalité du revenu plus accentuée tendent à croître plus lentement. L'inégalité est économiquement inefficace et dysfonctionnelle: dans la plupart des pays en développement, la consommation se concentre dans le quintile de revenu supérieur, diminuant ainsi la taille de leurs marchés. En revanche, la majorité des économies à revenu élevé se sont développées en élargissant leurs marchés intérieurs en tant que stratégie pour accroître la demande et encourager la croissance économique. Cela s'est produit au moyen de politiques gouvernementales qui mettaient l'accent sur la génération d'emplois et de revenus pour les ménages, garantissant l'accès aux actifs productifs (terre et capital) ainsi qu'à l'infrastructure et aux services, tout en valorisant le capital humain et la productivité du travail. De même, les gouvernements des pays en développement peuvent concentrer leurs efforts sur des politiques expansionnistes macroéconomiques propices à l'emploi, et promouvoir un large éventail d'activités économiques, introduire de nouvelles modalités d'extension des services de santé et de protection sociale pour tous, et investir dans l'éducation, l'approvisionnement en eau, l'assainissement, la sécurité alimentaire et la nutrition.

Enfin, dernier élément mais non des moindres, l'inégalité est importante pour la stabilité politique. Les iniquités criantes engendrent souvent de graves tensions sociales, voire des conflits violents. D'autre part, les politiques équitables sont de nature à susciter l'adhésion politique des citoyens dans les systèmes démocratiques et contribuent à bâtir la stabilité sociale.

La construction d'un monde plus équitable est possible. Elle exige des actions au niveau national et international.

Quelques questions à l'adresse des responsables politiques:

- De quelle manière les stratégies de développement national et les plans de relance socioéconomique peuvent-ils faire face aux inégalités et établir plus correctement les priorités en matière de besoins et droits des groupes de revenus inférieurs?
- Comment peut-on accélérer les résultats du développement inclusif?
- De quelle manière les gouvernements peuvent-ils mieux assurer les droits à la nourriture, au logement, à l'éducation, aux soins de santé, ainsi que le droit à l'emploi et à la protection sociale, en faveur des familles et des enfants?
- Comment peut-on soutenir les activités génératrices d'emploi au niveau local, y compris un emploi décent pour les jeunes?
- A-t-on examiné toutes les options d'espace budgétaire pour assurer une Relance pour Tous et accélérer un développement inclusif?

- Comment peut-on recibler les dépenses gouvernementales sur les quintiles inférieurs afin de les tirer vers le haut? Les pouvoirs publics sont-ils en train de faire tout leur possible?
- Est-on en train de considérer les coûts économiques, sociaux et politiques d'exclure les ménages à faible et moyen revenu et les enfants vulnérables, dans la présente crise économique?
- Les politiques sont-elles choisies et conçues selon des processus inclusifs—autrement dit, à travers un débat public large?

Au niveau mondial, nous pouvons mentionner quelques initiatives qui pourraient soutenir et compléter les efforts des autorités nationales:

- Étudier les impacts sociaux des différentes politiques mondiales, telles que le commerce mondial et la finance internationale, et promouvoir les options qui auront le plus de répercussions positives sur un développement national inclusif et profiteront directement à la majorité des ménages d'un pays.
- Promouvoir un seuil de protection sociale minimale dans le monde qui appuie un revenu et des services adéquats pour tous, et qui soutienne également les investissements dans le capital humain des personnes pauvres.
- Face à la flagrante inégalité du revenu à l'échelle mondiale, veiller au respect des engagements des donateurs et trouver de nouvelles sources de financement international pour le développement.
- Encourager la coopération Sud-Sud en tant qu'instrument de promotion de la solidarité régionale.

Annexe 1. Estimer l'Inégalité du Revenu: Méthodologie et Hypothèses de Travail

A. Méthodologie

Il existe deux méthodes courantes pour mesurer la répartition mondiale du revenu voir PNUD 1992 et 1995, Sutcliffe 2004 et Milanovic 2005) La première méthode est connue sous le nom de modèle de comptabilité inter-pays (*inter-country distribution model*), qui étudie l'écart entre les revenus moyens entre de grands groupes de pays. Pour ce faire, elle traite tous les membres d'un pays comme s'ils avaient le même revenu (c.-à-d. tous les Boliviens sont censés gagner la même quantité d'argent en une année). Après avoir classé tous les pays du monde selon leurs niveaux de revenu par habitant (du plus bas au plus élevé), les estimations de distribution des revenus dans le monde sont dérivées en divisant la population mondiale en cinq parts égales (ou quintiles) et en calculant les parts correspondantes du revenu mondial total.

Les données requises pour le modèle de comptabilité inter-pays sont très simples: le PIB par habitant et la population, pour chaque pays. Le résultat est que cette méthode permet de travailler avec un échantillon très large (presque 98% de la population mondiale pour une année donnée) et couvre des périodes de temps très récentes. Tous les calculs sont basés sur les données de la Banque Mondiale (2011).

La deuxième méthode tient compte à la fois de la distribution entre les différents pays, et de celle à l'intérieur de chacun d'eux. Généralement connue sous le nom de modèle de comptabilité mondiale, cette méthode décompose le revenu national en quintiles et compare ces revenus d'un pays à l'autre. Dans ce cas, le revenu moyen par habitant de toutes les personnes du quintile inférieur en Inde est calculé sur la base de leur part du revenu national total. Même si cette méthode assume encore que de grandes quantités de gens perçoivent le même revenu (c.-à-d.: un quintile de la population de l'Inde équivaut à toute la population de l'Indonésie) elle permet de bâtir un monde hypothétique où toutes les personnes peuvent être organisées en un seul mode de distribution—à l'intérieur des quintiles de population de pays—indépendamment de l'endroit où elles habitent.

La méthode utilisant le modèle de comptabilité mondiale a des exigences en matières de données beaucoup plus strictes que le modèle de comptabilité inter-pays. En particulier, cette méthode requiert des estimations de la distribution nationale des revenus, généralement présentés comme la part du revenu total qui échoit aux différents quintiles de population, du 20% le plus pauvre (quintile 1 ou Q1) au 20 % le plus riche (quintile 5 ou Q5). Les données annuelles relatives aux quintiles ont été extraites de la Banque Mondiale (2011) pour tous les pays et toutes les années disponibles, puis elles ont été complétées par les informations publiées par l'UNU-WIDER (2008) et Eurostat (2011). Étant très désireux de comprendre l'évolution durant des périodes de temps déterminées (p. ex.. 1990, 2000 et le passé le plus récent possible), nous avons employé la méthode d'interpolation et la méthode d'imputation par le plus proche voisin afin de combler les lacunes et maximiser le nombre d'observations en utilisant les trois sources de données sur la distribution. Nous n'avons toutefois pas estimé les valeurs par quintiles pour tous les pays du

monde, ce qui signifie que tous les points de nos données ont été établis à partir des estimations réelles.

B. Hypothèses de travail dans l'estimation de distribution du revenu

Mesurer l'inégalité du revenu à partir des estimations de la distribution nationale n'est pas une tâche aisée. Dans un monde idéal, il y aurait des enquêtes sur les ménages comparables d'un pays à l'autre à travers le temps, avec des estimations du revenu moyen pour les différents déciles ou quintiles de population obtenues à partir de ces enquêtes. Mais dans la réalité, les enquêtes auprès des ménages sont basées sur une variété de méthodologies, allant de la consommation (avec et sans allocations) et des dépenses aux gains (bruts et nets) et au revenu (monétaire et imposable ou disponible et brut). En outre, les études sur les ménages ne sont pas effectuées de manière régulière dans la plupart des pays, et les méthodes varient souvent de l'une à l'autre. Puisque les actuelles estimations nationales du revenu doivent être converties à partir des monnaies locales afin d'être comparables, un problème supplémentaire se pose, celui du taux de change plus approprié (voir Catégorie 1 concernant la discussion sur l'utilisation des taux du marché ou des taux de change exprimés en parités de pouvoir d'achat- PPA).

À l'heure actuelle, le PovcalNet de la Banque Mondiale représente la meilleure alternative pour créer la base de données idéale sur la répartition du revenu (Note: les estimations de la distribution publiées par la Banque Mondiale dans les Indicateurs du Développement dans le Monde—mentionnés comme Banque Mondiale 2011 dans le présent document de travail—sont établis à partir de PovcalNet). En utilisant presque 700 enquêtes sur les ménages menées dans 116 pays en développement, cette source contient des informations sur la distribution du revenu et sur celle de la consommation, ainsi que des estimations du revenu et de la consommation moyens par habitant sur la base des taux de change PPA plus récents disponibles (2005). Malheureusement, PovcalNet ne contient aucune information sur les pays en développement et de plus se caractérise par de graves manques de données sur des périodes de temps prolongées.

Pour pouvoir atteindre notre objectif de comprendre l'évolution de l'inégalité mondiale depuis 1990, nous avons renoncé à l'assurance de qualité que représentent les estimations du rapport revenu/consommation fournies par PovcalNet en échange d'un échantillon élargi de pays et de plus longues périodes de temps. Nous avons fait cela en complétant les estimations de PovcalNet avec les données sur la distribution du revenu et de la consommation compilées par l'UNU-WIDER ainsi qu'Eurostat. Les données de ces deux dernières institutions souffrent d'avoir été élaborées selon différentes méthodes et n'offrent pas d'estimations sur le revenu et la consommation par habitant basées sur des enquêtes auprès des ménages. Nous reconnaissons par ailleurs les imprécisions statistiques résultant du fait de comparer la distribution estimée à partir de trois uniques sources de données. Les problèmes de comparabilité mis à part, la combinaison de ces sources nous permet de d'évaluer de manière approximative la répartition des revenus et de la consommation dans un échantillon de 136 pays entre 1990 et 2007.

L'échantillon élargi nous oblige à employer un instrument de mesure moins désirable: le PIB. Utiliser le PIB en tant que métrique du revenu comporte des risques inhérents dans la mesure où les investissements et dépenses gouvernementaux sont considérés comme s'ils se distribuaient de

la même manière que la consommation des ménages (ou leur revenu disponible). En conséquence, même si le PIB comporte des éléments pouvant avoir un certain rapport avec le bien-être futur, il ne représente pas une mesure précise du revenu courant (p. ex. la dépense de consommation en Chine représente moins de 40% du PIB en 2009). Malgré les faiblesses des instruments de mesure, notre intention est de montrer l'évolution générale de la distribution du revenu à travers le temps, et nos calculs assument que la distribution de la totalité du revenu et de la consommation des ménages et le PIB total sont identiquement proportionnels. Adopter la métrique du PIB nous permet en outre de faire des estimations de répartition comparables, en utilisant aussi bien le modèle de comptabilité inter-pays que le modèle de comptabilité globale, ce qui n'aurait pas été possible d'une autre manière.

En ce qui concerne les pays les plus peuplés, de nombreuses estimations de la distribution mondiale traitent ces pays de manière spéciale parce que la grande taille de leurs populations peut avoir un impact significatif sur les projections mondiales. Cela signifie généralement que l'on divise les populations de la Chine et de l'Inde en groupes ruraux et urbains, et que l'on traite chacun de ces groupes séparément. Nous n'avons pas encore adopté cette méthode, et nos estimations pour tous les pays représentent le PIB par quintile de la population totale.

Annexe 2. Répartition du Revenu et Données obtenues en utilisant le Coefficient de Gini par Pays, 1990-2008 (ou données plus récentes disponibles)^{17 18}

Nom du pays	Année	Q1	Q2	Q3	Q4	Q5	Indice de Gini
Albania	1995	8.7	13.0	17.4	23.2	37.8	27.8
	2000	8.9	13.2	17.5	23.1	37.4	28.6
	2005	7.8	12.2	16.6	22.6	40.9	31.8
Algeria	1990	6.5	10.8	14.8	20.7	47.2	38.7
	1995	6.9	11.5	16.3	22.8	42.4	35.5
	2000						36.4
	2005						35.6
Argentina	2000	2.0	5.7	10.8	19.7	61.9	59.4
	2005						58.7
	1990	4.7	9.1	14.3	21.9	50.1	43.3
	1995	4.1	8.4	13.7	21.6	52.2	43.7
	2000	3.3	7.5	12.8	21.2	55.2	46.4
Armenia	2005	3.4	7.8	13.3	21.6	53.9	46.1
	2007/8	3.6	8.2	13.4	21.7	53.0	43.0
	1990						24.2
	1995	5.4	9.5	14.0	20.7	50.4	40.9
	2000	7.6	11.6	15.5	21.2	44.1	40.0
Australia	2005	8.6	12.7	16.4	21.4	41.0	40.2
	2007/8	8.6	13.0	17.1	22.1	39.2	40.6
	1990	7.1	12.3	16.8	23.1	40.6	30.5
	1995	3.6	9.3	15.2	24.0	47.9	30.8
	2000	3.8	9.0	15.0	23.8	48.5	31.7
Austria	2005	8.2	13.1	17.9	23.3	37.4	31.6
	2007/8						33.5
	1990	9.2	14.0	17.9	23.3	35.6	25.1
	1995	9.0	15.0	17.0	23.0	36.0	27.7
	2000	8.6	13.3	17.4	22.9	37.8	25.7
Austria	2005						26.8
	2007/8	9.5	14.4	17.9	22.3	35.9	26.7

¹⁷ Note méthodologique: Les données relatives au quintile annuel ont été extraites des Indicateurs du Développement dans le Monde (2011) puis complétées par les informations sur les quintiles fournies par l'UNU-WIDER (2008) et par la Commission Européenne (2011). Si un point de donnée n'était pas disponible pour une année spécifique intéressante (p. ex. 1990, 1995, 2000 ou 2007), la valeur indiquée est obtenue par (i) interpolation ou, si celle-ci n'était pas possible, (ii) par imputation par le plus proche voisin (c.-à-d. le point de donnée le plus récent dans les deux années avant ou après l'année manquante; lorsqu'aucune de ces options n'était possible, nous n'avons déclaré aucune donnée pour les quintiles. Toutes les valeurs de l'indice de Gini ont été calculées à partir de Solt (2009), et quelques valeurs sont obtenues par interpolation. Voir Annexe 1 pour plus de détails concernant la méthodologie et les hypothèses de travail.

¹⁸ La clé de codage de couleur est fournie à la fin du tableau, page 52.

Nom du pays	Année	Q1	Q2	Q3	Q4	Q5	Indice de Gini
Azerbaïdjan	1990						31.3
	1995	6.9	11.9	16.5	22.6	42.0	40.5
	2000	7.4	11.4	15.6	21.5	44.2	33.2
	2005	13.3	16.2	18.7	21.7	30.2	18.5
Bahamas	1990						30.1
	1995						34.3
	2000						46.4
	2005						30.1
Bangladesh	1990	10.0	13.9	17.5	22.1	36.6	27.5
	1995	9.3	12.9	16.4	21.3	40.2	32.5
	2000	9.3	12.7	16.3	21.4	40.4	35.2
	2005	9.4	12.6	16.1	21.1	40.8	39.1
Belarus	1990	10.6	14.8	18.5	23.0	33.1	20.9
	1995	8.5	13.5	17.7	23.1	37.2	25.1
	2000	8.5	12.9	17.1	22.6	38.9	25.6
	2005	8.8	13.6	17.8	23.1	36.7	24.9
	2007/8	8.8	13.4	17.5	22.6	37.7	26.8
Belgium	1990	9.6	14.4	18.4	22.7	34.9	23.3
	1995	8.0	13.0	17.0	23.0	37.0	26.6
	2000	8.5	13.0	16.3	20.8	41.4	27.9
	2005	9.1	13.7	17.8	22.5	36.9	25.7
	2007/8	9.1	14.2	18.3	23.1	35.3	25.7
Belize	1990						53.8
	1995	2.1	5.4	10.4	19.2	62.9	47.6
	2000						47.4
	2005	6.9	10.9	15.1	21.2	45.9	36.9
	2007/8						36.5
Bhutan	2000						47.8
	2005	5.4	8.8	12.9	20.0	53.0	47.5
Bolivia	1990	5.5	9.7	14.8	22.2	47.9	42.2
	1995	3.2	7.2	12.4	20.3	56.8	52.0
	2000	1.4	5.7	11.4	20.4	61.0	55.5
	2005	1.8	5.9	11.4	20.2	60.7	52.8
	2007/8	2.7	6.5	11.0	18.6	61.2	53.3
Bosnia & Herzegovina	1990						37.2
	1995						33.3
	2000	9.1	13.6	17.5	22.6	37.2	28.4
	2005	6.8	11.4	16.1	22.7	42.9	33.9
	2007/8	6.7	11.4	16.0	22.9	43.1	
Botswana	1990	3.4	6.3	10.5	17.8	61.9	54.4
	1995	3.1	5.8	9.6	16.4	65.0	52.9
	2000						52.8
	2005						51.2

Nom du pays	Année	Q1	Q2	Q3	Q4	Q5	Indice de Gini
Brazil	1990	2.4	5.3	9.7	18.2	64.5	52.8
	1995	2.4	5.7	10.6	18.9	62.5	51.6
	2000	2.4	5.8	10.9	19.2	61.7	52.3
	2005	2.9	6.5	11.4	19.3	60.0	49.1
	2007/8	3.0	6.9	11.8	19.6	58.7	47.7
Bulgaria	1990	9.7	14.1	17.9	22.6	35.6	22.4
	1995	6.9	13.5	18.1	23.5	38.1	28.9
	2000	7.4	12.7	17.2	22.7	40.0	24.5
	2005	7.6	12.9	17.6	23.2	38.7	27.2
	2007/8	5.9	12.3	17.2	23.3	41.3	33.6
Burkina Faso	1990						46.9
	1995	5.3	8.2	12.1	18.5	55.9	42.9
	2000	6.3	9.8	13.6	19.3	50.9	51.0
	2005	7.0	10.6	14.7	20.6	47.1	47.0
Burundi	1990	7.9	12.1	16.3	22.1	41.6	33.7
	1995	6.5	11.2	15.7	21.8	44.8	36.8
	2000	6.1	10.7	15.2	21.3	46.7	38.4
	2005	8.5	11.7	15.4	21.1	43.4	34.5
	2007/8	9.0	11.9	15.4	21.0	42.8	33.8
Cambodia	1990						43.2
	1995	7.9	11.1	14.6	19.9	46.6	43.5
	2000	6.1	9.9	13.0	18.8	52.2	44.5
	2005	6.7	9.9	13.6	19.5	50.3	42.9
	2007/8	6.5	9.7	12.9	18.9	52.0	
Cameroon	1990						51.6
	1995	5.7	8.9	12.9	19.3	53.3	53.8
	2000	5.6	9.3	13.7	20.5	50.9	44.3
	2005						41.8
Canada	1990	7.7	13.7	19.0	24.8	34.8	27.5
	1995	7.5	12.9	17.3	23.0	39.2	28.7
	2000	7.2	12.7	17.2	23.0	39.9	31.5
	2005						31.7
	2007/8						31.5
Cape Verde	1990						41.0
	1995						46.4
	2000	4.5	8.1	12.2	19.1	56.1	51.9
	2005						51.1
Central African Republic	1990						
		1.9	4.7	8.9	17.7	66.7	
	1995	2.0	4.9	9.6	18.5	65.0	
	2000	4.0	7.7	12.5	20.5	55.2	
Chad	2005	5.2	9.4	14.3	21.7	49.4	
	2000						40.4
	2005	6.3	10.4	15.0	21.8	46.6	40.1

Nom du pays	Année	Q1	Q2	Q3	Q4	Q5	Indice de Gini
Chile	1990	3.4	6.9	11.4	18.6	59.7	51.9
	1995	3.5	6.9	11.5	18.8	59.4	51.5
	2000	3.5	7.0	11.4	18.5	59.6	51.6
	2005	4.0	7.6	12.0	19.0	57.4	49.1
	2007/8	4.1	7.7	12.2	19.3	56.8	48.4
China	1990	6.5	11.2	15.9	26.4	40.0	31.8
	1995	6.5	10.5	14.7	21.3	47.1	36.1
	2000	4.7	9.0	14.2	22.1	50.0	38.3
	2005	5.7	9.8	14.7	22.0	47.8	44.0
Colombia	1990	3.4	7.7	12.9	20.9	55.2	47.7
	1995	3.1	6.8	11.0	17.9	61.2	52.8
	2000	2.6	6.5	11.2	18.9	60.8	50.8
	2005						51.3
	2007/8	2.3	6.0	11.0	19.1	61.6	51.8
Congo, Dem. Rep.	2005						43.0
	2007/8	5.5	9.2	13.8	20.9	50.6	42.2
Congo, Rep.	2005	5.0	8.4	13.0	20.5	53.1	42.1
	2007/8						45.2
Costa Rica	1990	4.0	9.0	14.6	22.6	49.9	41.8
	1995	3.9	8.7	14.2	22.2	51.0	42.2
	2000	4.1	8.8	14.1	21.8	51.2	43.9
	2005	4.2	8.6	13.9	21.7	51.8	44.6
	2007/8	4.4	8.5	12.7	19.7	54.6	45.9
Cote d'Ivoire	1990	6.8	11.1	15.8	22.3	43.9	39.8
	1995	7.1	11.2	15.6	21.9	44.3	38.3
	2000	5.4	9.2	13.4	19.9	52.1	45.7
	2005						46.4
Croatia	1990	10.5	14.8	18.5	22.9	33.4	23.7
	1995						31.7
	2000	8.3	12.7	16.9	22.5	39.8	31.1
	2005	8.8	13.3	17.3	22.7	37.9	28.4
	2007/8						29.0
Cyprus	1990						22.6
	1995						24.1
	2000						27.0
	2005						28.8
	2007/8						28.8
Czech Republic	1990	11.3	14.8	18.1	22.2	33.6	20.6
	1995	10.3	14.2	17.4	21.6	36.6	24.5
	2000	10.5	14.4	18.0	22.8	34.3	25.5
	2005	9.8	14.4	17.5	22.3	36.0	25.4
	2007/8	10.1	14.5	17.7	22.1	35.6	25.3

Nom du pays	Année	Q1	Q2	Q3	Q4	Q5	Indice de Gini
Denmark	1990	9.4	14.7	18.1	22.6	35.1	25.9
	1995	8.3	14.7	18.2	22.9	35.8	21.8
	2000	9.6	15.0	18.6	22.4	34.4	22.5
	2005	9.5	15.2	19.0	23.0	33.3	23.5
	2007/8	9.2	15.1	18.6	22.7	34.4	25.0
Djibouti	1995	6.4	11.5	16.2	22.7	43.3	37.8
	2000	6.1	10.9	15.5	22.1	45.4	40.0
	2005						39.4
Dominican Republic	1990	4.2	7.9	12.5	19.6	55.7	47.1
	1995	4.2	8.3	13.1	20.4	54.1	46.4
	2000	3.5	7.5	12.5	20.2	56.3	47.2
	2005	4.0	8.0	12.9	20.6	54.5	47.7
	2007/8	4.4	8.5	13.1	20.2	53.8	47.0
Ecuador	1990	3.1	8.0	13.3	21.0	54.6	47.2
	1995	3.1	7.5	12.8	20.7	56.0	50.6
	2000	2.9	6.8	11.3	18.4	60.6	52.4
	2005	3.3	7.3	12.1	19.8	57.6	51.3
	2007/8	3.4	7.2	11.8	19.2	58.5	51.2
Egypt, Arab Rep.	1990	8.6	12.4	16.3	21.8	40.8	32.9
	1995	9.3	12.9	16.4	21.3	40.1	36.7
	2000	9.0	12.5	15.8	20.7	42.1	36.4
	2005	9.0	12.6	16.1	20.9	41.5	33.5
El Salvador	1990	2.4	8.5	14.5	22.8	51.8	46.6
	1995	3.7	8.2	13.3	20.8	54.1	46.8
	2000	2.8	7.5	13.1	21.4	55.2	47.9
	2005	3.3	8.1	13.6	21.6	53.4	45.5
	2007/8	4.3	9.2	13.7	20.8	52.0	
Estonia	1990	8.6	13.2	17.4	22.7	38.1	22.5
	1995	8.0	12.9	17.6	23.6	38.0	36.7
	2000	6.6	11.3	16.0	22.4	43.8	36.1
	2005	6.8	11.6	16.2	22.5	43.0	33.6
	2007/8	7.4	12.3	16.8	22.6	40.9	32.0
Ethiopia	1990						37.1
	1995	7.2	10.9	14.5	19.8	47.7	39.8
	2000	9.2	13.2	16.7	21.5	39.4	34.5
	2005	9.3	13.2	16.8	21.4	39.4	29.7
Fiji	1990						43.1
	1995						43.3
	2000						43.4
Finland	1990	11.1	15.2	18.5	22.6	32.6	21.0
	1995	10.8	14.8	18.0	22.1	34.3	21.7
	2000	9.6	14.1	17.5	22.1	36.7	24.6
	2005	9.8	14.2	17.9	22.2	35.9	25.7
	2007/8	9.7	14.1	18.0	22.4	35.8	26.0

Nom du pays	Année	Q1	Q2	Q3	Q4	Q5	Indice de Gini
France	1990	7.3	12.7	17.1	22.7	40.2	27.1
	1995	8.0	13.0	17.0	23.0	38.0	28.2
	2000	9.0	13.0	17.0	23.0	37.0	27.8
	2005	9.2	13.8	17.6	22.3	37.1	27.8
	2007/8	9.3	14.2	17.9	22.4	36.2	28.0
Gabon	1990						51.7
	1995						50.4
	2000						45.3
	2005	6.1	10.1	14.6	21.2	47.9	42.1
Gambia, The	1990	1.1	3.4	6.8	14.9	73.7	55.4
	1995	1.2	3.0	6.4	13.4	76.0	55.5
	2000	4.3	8.0	12.8	20.7	54.3	47.6
	2005	4.8	8.6	13.2	20.6	52.8	48.1
Georgia	1990						27.2
	1995	6.1	11.4	16.3	22.8	43.5	40.5
	2000	5.9	10.8	15.8	22.6	45.0	37.7
	2005	5.4	10.5	15.3	22.2	46.7	39.6
Germany	1990	8.5	13.2	17.2	22.7	38.3	26.6
	1995	8.2	14.0	17.8	22.9	37.1	27.1
	2000	8.5	13.7	17.8	23.1	36.9	27.5
	2005	9.5	14.5	18.1	22.0	35.9	28.1
	2007/8	7.8	13.7	17.5	22.5	38.5	30.0
Ghana	1990	6.9	11.3	15.8	22.0	44.0	37.6
	1995	6.1	10.5	15.2	22.1	46.0	35.7
	2000	5.6	10.0	15.1	22.6	46.8	38.5
	2005						41.5
	2007/8	5.2	9.8	14.8	21.9	48.3	40.8
Greece	1990	6.6	12.2	16.6	25.8	38.8	31.5
	1995	6.0	12.0	17.0	24.0	41.0	34.9
	2000	6.7	11.9	16.8	23.0	41.5	33.3
	2005	7.0	12.6	16.9	23.2	40.3	33.4
	2007/8	6.9	12.2	16.7	22.8	41.4	33.5
Guatemala	1990	2.2	5.7	10.5	18.8	62.9	55.0
	1995	2.8	6.5	11.1	18.7	60.9	53.5
	2000	3.4	7.2	11.6	18.6	59.2	52.3
	2005	3.3	7.1	11.9	19.5	58.1	51.6
	2007/8	3.4	7.2	12.0	19.5	57.8	50.7
Guinea	1990	3.1	8.2	14.7	23.9	50.1	47.3
	1995	6.4	10.4	14.8	21.3	47.1	41.9
	2000	6.0	9.9	14.4	21.0	48.7	41.2
	2005	5.8	9.6	14.1	20.8	49.7	39.3
	2007/8						38.6
Guinea-Bissau	1990	2.1	6.5	12.0	20.6	58.9	51.6
	1995	5.2	8.9	13.1	19.4	53.5	44.6
	2000	7.2	11.6	16.0	22.1	43.0	38.0
	2005						38.1

Nom du pays	Année	Q1	Q2	Q3	Q4	Q5	Indice de Gini
Guyana	1990						42.1
	1995	4.3	9.0	13.2	19.5	53.9	44.1
	2000	4.3	9.8	14.5	21.3	50.1	42.7
Haiti	1990						50.2
	1995						50.6
	2000	2.5	5.9	10.5	18.1	63.0	51.1
	2005						53.0
Honduras	1990	2.8	6.3	10.9	18.8	61.2	51.5
	1995	3.2	7.0	11.8	19.5	58.5	50.9
	2000	3.3	7.5	12.6	20.5	56.0	50.5
	2005	2.3	6.4	11.7	20.0	59.7	52.1
	2007/8	2.5	6.7	12.1	20.4	58.4	52.5
Hong Kong SAR, China	1990	4.9	10.2	14.4	21.2	49.4	34.0
	1995	5.3	9.4	13.9	20.7	50.7	38.1
	2000						40.5
	2005						43.5
	2007/8						43.9
Hungary	1990	10.2	14.1	17.6	22.1	36.0	26.7
	1995	9.8	14.0	17.5	22.0	36.7	28.9
	2000	9.6	13.8	17.5	22.2	37.0	27.7
	2005	8.6	13.1	17.1	22.5	38.7	28.9
	2007/8	9.6	14.6	18.0	22.5	35.3	27.7
India	1990	9.1	13.1	16.9	21.8	39.1	30.8
	1995	8.3	12.0	15.8	21.4	42.5	33.2
	2000	7.7	11.4	15.2	21.5	44.3	31.8
	2005	8.1	11.3	14.9	20.4	45.3	34.6
Indonesia	1990	7.9	11.7	15.5	21.1	43.8	34.3
	1995	7.3	11.0	14.9	20.9	45.9	35.6
	2000	8.0	11.6	15.2	21.0	44.2	33.0
	2005	7.1	10.7	14.4	20.5	47.3	35.5
	2007/8	7.4	11.0	14.9	21.3	45.5	35.9
Iran, Islamic Rep.	1990	5.2	9.6	14.5	21.6	49.2	44.2
	1995	5.4	9.6	14.4	21.5	49.1	43.7
	2000	5.1	9.3	14.3	21.6	49.7	43.9
	2005	6.4	10.9	15.6	22.2	45.0	41.5
Ireland	1990	5.7	11.2	16.4	23.6	43.1	33.0
	1995	7.4	11.3	15.7	21.9	42.8	33.6
	2000	7.4	12.3	16.3	21.9	42.0	31.3
	2005	7.9	12.5	17.2	22.7	39.7	31.5
	2007/8	8.2	12.6	16.8	23.1	39.3	30.7
Israel	1990	4.8	9.9	15.9	23.7	45.7	30.6
	1995	2.6	7.3	13.0	21.5	55.4	32.9
	2000	5.7	10.5	15.9	23.0	44.9	34.4
	2005						37.0

Nom du pays	Année	Q1	Q2	Q3	Q4	Q5	Indice de Gini
Italy	1990	7.7	12.6	17.2	23.4	39.1	30.7
	1995	6.4	11.9	16.7	23.3	41.8	33.8
	2000	6.6	11.9	16.8	23.2	41.6	33.3
	2005	7.2	12.8	17.2	22.7	40.1	34.0
	2007/8	7.2	12.7	17.5	23.1	39.5	33.3
Jamaica	1990	5.8	9.7	14.5	21.7	48.3	45.1
	1995	6.5	10.9	15.3	21.6	45.7	38.6
	2000	5.1	9.2	13.8	20.8	51.1	49.4
	2005	5.2	9.0	13.8	20.9	51.2	48.1
Japan	1990						28.0
	1995	10.6	14.2	17.6	22.0	35.7	29.1
	2000						32.8
	2005						35.9
Jordan	1990	6.4	10.3	14.7	21.2	47.3	40.6
	1995	6.7	10.6	14.8	20.9	47.0	37.9
	2000	7.0	11.1	15.4	21.6	45.0	37.9
	2005	7.0	11.0	15.2	21.3	45.5	39.2
	2007/8	7.2	11.1	15.2	21.1	45.4	38.8
Kazakhstan	1990	8.7	13.3	17.6	23.2	37.2	24.8
	1995	7.0	11.7	16.7	23.2	41.5	32.8
	2000	8.1	12.5	17.0	23.1	39.3	33.2
	2005	8.0	12.3	16.6	22.5	40.6	34.3
	2007/8	8.7	12.8	16.6	22.0	39.9	36.3
Kenya	1990	3.4	6.7	10.7	17.3	61.8	54.3
	1995	5.7	10.0	14.6	21.3	48.4	48.2
	2000	5.5	9.4	13.9	20.7	50.5	47.1
	2005	4.7	8.8	13.3	20.3	53.0	48.2
Korea, Rep.	1990	7.3	12.4	16.8	22.9	40.6	32.0
	1995	5.8	13.3	18.0	23.5	39.4	29.1
	2000	4.8	11.2	17.8	24.5	41.6	32.0
	2005						31.8
	2007/8						29.2
Kyrgyz Republic	1990	7.4	10.7	15.4	22.1	44.4	24.2
	1995	4.4	8.8	13.8	21.4	51.6	44.1
	2000	7.8	12.0	16.4	22.3	41.6	31.2
	2005	8.3	12.0	15.9	22.1	41.8	35.8
	2007/8	8.8	11.9	15.1	21.6	42.6	38.1
Lao PDR	1990	9.3	12.8	16.4	21.4	40.1	30.7
	1995	8.5	12.3	16.0	21.2	42.0	34.5
	2000	8.3	12.1	16.0	21.4	42.1	35.5
	2005						34.5
Latvia	1990	10.1	14.3	18.3	23.1	34.2	22.8
	1995	8.0	13.3	17.3	22.3	39.2	28.9
	2000	7.1	12.0	16.4	22.4	42.1	33.2
	2005	6.8	11.6	16.1	22.6	42.9	36.7
	2007/8	6.7	11.5	15.9	22.6	43.3	37.8

Nom du pays	Année	Q1	Q2	Q3	Q4	Q5	Indice de Gini
Lebanon	1995						43.7
	2000						43.5
	2005						43.1
Lesotho	1990	2.7	6.0	10.7	19.5	61.1	59.1
	1995	1.5	4.3	9.0	18.6	66.6	61.4
	2000	2.4	6.1	11.2	20.1	60.2	56.6
	2005	3.0	7.2	12.5	21.0	56.4	48.7
Liberia	2005						41.1
	2007/8	6.4	11.4	15.7	21.6	45.0	47.2
Lithuania	1990	9.5	14.0	17.7	22.3	36.5	22.7
	1995	7.9	12.6	16.6	22.0	40.9	33.4
	2000	7.9	12.5	17.0	22.8	39.9	32.8
	2005	6.2	11.8	16.2	22.7	43.1	34.6
	2007/8	7.0	12.3	16.8	22.7	41.2	34.9
Luxembourg	1990	9.7	14.2	17.1	22.4	36.6	23.7
	1995	9.0	13.0	17.0	22.0	38.0	25.4
	2000	8.9	13.3	17.1	22.9	37.8	26.0
	2005	9.3	14.2	17.9	22.6	36.0	27.4
	2007/8	9.1	13.9	17.6	22.6	36.8	28.4
Macedonia, FYR	1990						24.5
	1995	5.0	11.1	18.4	25.8	39.8	33.4
	2000	6.7	12.0	16.9	23.2	41.2	32.3
	2005	5.5	10.2	14.8	21.8	47.6	35.9
	2007/8	5.2	10.0	14.5	21.5	48.8	36.8
Madagascar	1990						44.7
	1995	5.7	9.9	14.5	21.1	48.8	42.2
	2000	5.4	9.1	13.7	21.1	50.8	43.0
	2005	6.2	9.6	13.1	17.7	53.5	44.3
Malawi	1990						59.2
	1995	4.9	8.5	12.3	18.3	56.1	56.6
	2000	5.6	9.2	13.2	19.3	52.8	45.7
	2005	7.0	10.8	14.9	20.9	46.4	39.3
Malaysia	1990	4.9	8.8	13.5	20.7	52.2	41.1
	1995	4.4	8.3	13.1	20.6	53.6	43.5
	2000	5.2	9.3	14.2	21.5	49.9	40.1
	2005	6.4	10.8	15.8	22.8	44.4	37.1
Maldives	2005	6.5	10.9	15.6	22.6	44.3	
Mali	1990	6.6	10.6	15.0	21.4	46.4	42.7
	1995	4.6	7.8	12.1	19.3	56.1	63.6
	2000	6.1	10.2	15.0	22.1	46.7	43.4
	2005						38.9
	2007/8	6.5	10.7	15.2	21.6	46.0	38.8
Mauritania	1990	4.7	9.0	13.6	20.3	52.4	44.8
	1995	5.9	10.3	14.8	21.2	47.9	38.7
	2000	6.2	10.5	15.4	22.3	45.7	36.6

Nom du pays	Année	Q1	Q2	Q3	Q4	Q5	Indice de Gini
Mauritius	1990						35.8
	1995						40.3
	2000						40.2
	2005						39.9
	2007/8						39.4
Mexico	1990	3.7	7.6	12.2	19.6	56.9	47.2
	1995	4.1	8.0	12.8	20.2	54.9	48.4
	2000	3.9	7.8	12.4	19.6	56.4	49.1
	2005	4.6	8.9	13.6	20.8	52.2	46.0
	2007/8	4.2	8.3	12.8	19.8	54.9	46.9
Micronesia, Fed. Sts.	2000	1.6	5.1	10.2	19.0	64.0	
Moldova	1990	8.4	13.2	17.6	23.0	37.8	24.5
	1995	6.6	11.6	16.4	22.8	42.7	37.0
	2000	6.9	11.4	15.9	22.0	43.8	42.2
	2005	7.1	11.5	15.8	22.0	43.6	38.3
	2007/8	6.7	11.1	15.6	22.0	44.6	37.3
Mongolia	1995	7.3	12.0	16.9	23.4	40.4	34.1
	2000	7.6	12.6	17.3	23.3	39.2	35.8
	2005	7.2	12.2	17.1	23.4	40.2	33.8
	2007/8	7.1	11.5	16.1	22.6	42.7	
Montenegro	1995	9.0	13.8	17.9	22.9	36.5	
	2000	8.4	12.6	16.4	21.5	41.2	
	2007/8	6.5	11.4	16.1	22.2	43.7	
Morocco	1990	6.6	10.5	15.0	21.5	46.4	37.3
	1995	6.5	10.5	15.1	21.6	46.3	39.9
	2000	6.4	10.4	14.9	21.6	46.8	40.3
	2005						41.0
	2007/8	6.5	10.5	14.5	20.6	47.9	41.3
Mozambique	1995	5.7	9.6	13.8	20.1	50.8	39.4
	2000	5.6	9.4	13.5	19.6	52.0	42.2
	2005	5.4	9.2	13.1	19.0	53.3	40.7
Namibia	1990						70.8
	1995	1.5	2.8	5.5	12.0	78.3	67.0
	2000						65.4
	2005						67.7
Nepal	1990						34.1
	1995	7.6	11.1	15.0	20.6	45.7	39.2
	2000	6.8	10.0	13.7	19.5	50.0	45.5
	2005	6.1	8.9	12.5	18.4	54.2	48.5
Netherlands	1990	7.9	13.6	18.1	23.6	36.8	26.2
	1995	8.5	13.6	17.8	23.1	36.8	25.6
	2000	9.4	14.6	17.3	23.1	36.2	25.2
	2005	9.0	14.5	18.0	22.5	36.0	27.4
	2007/8	9.3	14.1	17.6	22.0	37.0	27.8

Nom du pays	Année	Q1	Q2	Q3	Q4	Q5	Indice de Gini
New Zealand	1990	4.6	10.5	16.3	23.9	44.7	31.6
	1995	6.4	11.4	15.8	22.6	43.8	33.4
	2000						35.9
	2005						33.1
	2007/8						32.6
Nicaragua	1990						53.1
	1995	2.9	6.8	11.7	19.5	59.1	52.7
	2000	3.7	7.9	12.6	20.0	55.9	51.0
	2005	3.8	7.7	12.3	19.4	56.9	49.1
Niger	1990	7.5	11.7	15.7	21.3	43.9	40.1
	1995	6.0	10.1	14.6	21.2	48.1	49.8
	2000	5.9	9.9	14.3	20.7	49.2	45.9
	2005	5.9	9.8	13.9	20.1	50.3	43.6
Nigeria	1990	4.9	9.5	15.0	23.2	47.5	49.1
	1995	4.7	9.0	13.9	21.2	51.2	49.4
	2000	5.0	9.4	14.1	21.1	50.4	47.2
	2005	5.1	9.7	14.7	21.9	48.6	43.8
Norway	1990	6.2	12.2	18.0	24.7	38.7	23.2
	1995	9.8	14.4	17.8	22.3	35.7	23.8
	2000	8.1	13.0	17.3	22.7	39.0	25.0
	2005	9.3	14.4	17.6	21.0	37.7	25.3
	2007/8	9.0	15.7	19.0	22.8	33.5	24.1
Pakistan	1990	8.1	12.3	16.2	21.6	41.7	32.6
	1995	9.7	13.2	16.5	21.2	39.5	32.2
	2000	9.0	12.6	16.1	21.0	41.4	29.5
	2005	9.1	12.8	16.3	21.3	40.5	30.8
Panama	1990	1.9	6.0	11.8	21.0	59.3	51.3
	1995	2.1	6.2	11.6	20.2	59.9	51.7
	2000	2.4	6.3	11.6	19.9	59.8	51.0
	2005						49.8
	2007/8	2.5	6.6	12.1	20.8	58.0	48.9
Papua New Guinea	1995	4.5	7.7	12.1	19.3	56.4	40.0
	2000						48.7
	2005						51.6
Paraguay	1990	5.8	10.3	15.4	22.7	45.8	36.2
	1995	2.3	5.9	10.7	18.7	62.4	54.0
	2000	2.2	6.3	11.5	19.7	60.2	52.2
	2005	3.0	7.2	12.2	20.0	57.6	51.1
	2007/8	3.4	7.6	12.2	19.4	57.4	49.3
Peru	1990	5.6	9.8	14.1	20.5	50.0	42.3
	1995	4.6	9.1	14.1	21.4	50.7	50.5
	2000	3.5	7.6	12.7	20.4	55.8	53.2
	2005	3.7	7.5	12.4	20.0	56.4	50.7
	2007/8	3.6	7.8	13.0	20.8	54.8	49.8

Nom du pays	Année	Q1	Q2	Q3	Q4	Q5	Indice de Gini
Philippines	1990	6.1	9.6	13.9	20.9	49.6	39.3
	1995	5.8	9.3	13.7	20.8	50.5	46.1
	2000	5.4	8.8	13.2	20.4	52.3	45.2
	2005	5.5	9.1	13.7	21.2	50.5	42.7
	2007/8	5.6	9.1	13.7	21.2	50.4	42.6
Poland	1990	9.2	13.8	18.0	23.2	35.9	24.9
	1995	7.7	12.6	16.9	22.5	40.4	31.8
	2000	7.9	12.3	16.6	22.4	41.0	28.8
	2005	7.3	11.7	16.2	22.4	42.4	31.3
	2007/8	7.6	12.8	17.0	22.5	40.1	29.7
Portugal	1990	7.1	11.8	16.4	22.6	42.0	31.0
	1995	6.0	11.0	17.0	22.0	44.0	35.6
	2000	7.0	12.0	17.0	22.0	42.0	35.3
	2005	6.6	11.3	15.4	21.0	45.7	37.0
	2007/8	6.9	11.5	15.4	21.8	44.4	35.9
Romania	1990	9.7	14.7	18.6	23.2	33.7	20.8
	1995	8.8	13.5	17.6	22.7	37.4	27.7
	2000	8.2	13.0	17.4	23.0	38.4	27.2
	2005	8.2	12.8	16.8	22.3	39.9	29.8
	2007/8	7.9	12.7	16.8	22.3	40.3	33.0
Russian Federation	1990	7.8	12.3	16.5	22.0	41.5	24.0
	1995	4.4	9.1	13.9	20.9	51.8	44.7
	2000	6.1	10.7	15.7	22.7	44.8	43.4
	2005	6.4	11.0	15.9	22.7	44.1	45.0
	2007/8	5.6	9.6	13.9	20.7	50.2	46.2
Rwanda	2000	5.4	9.0	13.2	19.6	52.8	47.7
	2005						42.3
	2007/8						44.1
Sao Tome and Principe	2000	5.2	8.7	12.1	17.6	56.5	
Senegal	1990	3.5	7.0	11.6	19.3	58.6	62.5
	1995	6.5	10.4	14.4	20.4	48.4	41.0
	2000	6.5	10.3	14.4	20.5	48.3	39.2
	2005	6.2	10.6	15.3	22.0	45.9	36.7
Serbia	1990						32.9
	1995	9.0	13.8	17.9	22.9	36.5	29.4
	2000	8.4	12.6	16.4	21.5	41.2	35.7
	2005						36.1
	2007/8	9.1	13.6	17.4	22.5	37.5	35.1
Seychelles	2007/8	3.7	5.7	8.4	12.4	69.8	
Sierra Leone	1990	1.1	2.2	9.8	23.1	63.8	62.7
	1995	3.6	5.9	11.9	22.0	56.5	55.8
	2000	5.2	8.3	13.2	21.3	52.0	48.9
	2005	6.1	9.7	14.0	20.9	49.3	44.7

Nom du pays	Année	Q1	Q2	Q3	Q4	Q5	Indice de Gini
Singapore	1990						34.4
	1995						33.8
	2000	5.0	9.4	14.6	22.0	49.0	37.4
	2005						37.9
	2007/8						39.7
Slovak Republic	1990	11.7	15.8	18.8	22.3	31.4	17.0
	1995	9.5	15.2	18.7	22.7	33.9	22.4
	2000	10.4	14.6	17.8	22.3	35.0	24.6
	2005	9.1	14.6	18.3	22.5	35.5	24.9
	2007/8	10.0	14.9	18.2	22.3	34.6	23.0
Slovenia	1990	9.9	13.9	17.6	22.3	36.3	18.6
	1995	9.2	13.3	17.2	22.3	38.1	24.4
	2000	8.8	13.3	17.5	22.9	37.5	24.8
	2005	9.9	15.0	18.5	22.8	33.8	24.5
	2007/8	10.1	15.2	18.5	22.8	33.4	25.4
South Africa	1990						61.9
	1995	3.6	6.1	10.2	18.4	61.8	57.8
	2000	3.1	5.6	9.9	18.8	62.7	64.5
	2005						67.8
Spain	1990	7.6	12.7	17.1	22.9	39.7	30.3
	1995	6.5	12.3	16.7	23.3	42.2	35.3
	2000	7.6	12.5	16.7	22.2	40.9	33.6
	2005	7.2	12.8	17.4	23.6	39.0	31.6
	2007/8	7.3	12.8	17.8	23.5	38.6	31.3
Sri Lanka	1990	8.7	12.5	16.1	21.2	41.5	33.5
	1995	8.0	11.8	15.7	21.4	43.1	37.1
	2000	7.1	10.8	14.8	20.8	46.5	44.5
	2005						43.8
Suriname	1995						49.1
	2000	3.1	7.5	12.2	19.9	57.4	48.9
	2005						48.4
Swaziland	1990						54.9
	1995	2.7	5.8	10.0	17.2	64.3	54.0
	2000	4.2	7.6	11.9	19.0	57.3	49.7
	2005						46.8
Sweden	1990	7.4	12.7	16.7	25.0	38.2	20.7
	1995	9.3	14.5	18.4	23.4	34.5	22.1
	2000	9.4	13.8	17.2	21.9	37.8	25.2
	2005	10.1	15.2	18.5	22.7	33.5	23.7
	2007/8	10.0	15.2	18.7	22.7	33.4	23.0
Switzerland	1990	6.2	12.1	16.6	22.9	42.2	30.9
	1995	6.7	12.1	16.5	22.8	41.9	29.2
	2000	7.6	12.2	16.3	22.6	41.3	28.0
	2005	8.2	12.9	17.0	22.5	39.5	31.1
	2007/8	8.4	13.2	17.3	22.4	38.7	

Nom du pays	Année	Q1	Q2	Q3	Q4	Q5	Indice de Gini
Taiwan	1990						27.1
	1995						27.7
	2000						28.9
	2005						30.5
Tajikistan	1990						29.5
	1995						30.3
	2000	8.0	12.7	16.9	22.4	40.0	31.3
	2005	7.8	12.0	16.4	21.9	41.9	33.0
Tanzania	1990	7.4	12.2	16.6	22.2	41.6	42.2
	1995	7.4	12.0	16.4	22.2	41.9	39.4
	2000	7.3	11.8	16.3	22.3	42.3	35.5
	2005						36.0
Thailand	1990	5.8	9.1	13.4	20.3	51.5	50.2
	1995	5.8	9.3	13.7	20.6	50.5	51.5
	2000	5.9	9.4	14.1	21.3	49.4	45.1
	2005	6.1	9.8	14.2	21.0	49.0	41.1
Timor-Leste	2000	6.7	10.4	14.8	21.3	46.8	
	2005	8.2	11.8	15.6	21.3	43.1	
	2007/8	8.9	12.5	16.0	21.2	41.3	
Togo	2005						34.7
	2007/8	5.4	10.3	15.2	22.0	47.1	34.8
Trinidad and Tobago	1990	5.2	10.0	15.2	22.7	46.9	38.1
	1995						37.3
	2000						37.4
	2005						37.6
Tunisia	1990	5.9	10.4	15.3	22.1	46.3	38.4
	1995	5.6	10.0	14.9	22.0	47.6	41.5
	2000	5.9	10.2	14.9	21.8	47.2	40.8
	2005						40.8
Turkey	1990	5.9	10.0	14.3	20.8	49.0	43.7
	1995	5.8	10.1	14.8	21.5	47.8	43.7
	2000	5.7	9.9	14.6	21.3	48.5	42.2
	2005	5.2	9.8	14.6	21.6	48.8	43.9
	2007/8	5.4	10.3	15.2	22.0	47.1	
Turkmenistan	1990	9.1	12.4	16.8	22.9	38.8	26.6
	1995	6.6	10.9	15.7	22.4	44.4	29.9
	2000	6.0	10.2	14.9	21.7	47.2	30.6
	2005						40.3
Uganda	1990	5.3	9.6	14.3	21.2	49.6	41.7
	1995	7.0	10.9	15.1	21.0	46.0	36.8
	2000	5.8	9.7	13.9	20.2	50.4	42.6
	2005	6.1	9.8	14.1	20.7	49.3	40.3
	2007/8						39.1

Nom du pays	Année	Q1	Q2	Q3	Q4	Q5	Indice de Gini
Ukraine	1990	9.8	14.3	18.4	23.3	34.2	21.7
	1995	7.7	12.4	16.8	22.6	40.6	38.4
	2000	8.8	13.4	17.5	22.8	37.6	30.5
	2005	9.0	13.4	17.6	22.9	37.2	33.4
	2007/8	9.3	13.5	17.5	22.7	37.1	32.5
United Kingdom	1990	7.6	12.2	16.8	22.8	40.7	32.8
	1995	7.4	12.3	16.6	22.7	41.3	34.4
	2000	7.7	12.5	16.6	22.4	41.2	34.5
	2005	7.1	12.2	16.5	22.3	41.9	34.6
	2007/8	7.5	12.6	16.9	22.6	40.4	35.8
United States	1990	3.9	9.6	15.9	24.0	46.6	33.5
	1995	3.7	9.1	15.2	23.3	48.7	36.3
	2000	3.6	8.9	14.9	23.0	49.6	36.8
	2005	3.4	8.7	14.7	23.2	50.1	37.0
	2007/8						36.0
Uruguay	1990	5.3	10.0	14.9	21.8	48.0	40.6
	1995	4.9	9.6	14.8	22.2	48.5	40.5
	2000	4.8	9.2	14.4	21.9	49.8	41.7
	2005	4.6	9.0	14.3	22.2	49.9	42.8
	2007/8	4.3	8.6	13.6	21.4	52.1	43.0
Uzbekistan	1990	10.9	12.7	17.2	23.6	35.6	24.0
	1995	6.5	10.6	15.7	22.8	44.3	34.0
	2000	5.9	10.7	15.4	21.9	46.1	33.5
	2005	7.1	11.5	15.7	21.5	44.2	36.4
Venezuela, RB	1990	4.9	9.6	14.7	22.0	48.8	40.6
	1995	4.2	8.8	13.9	21.6	51.5	43.5
	2000	3.0	8.3	14.1	22.3	52.3	42.1
	2005	3.7	8.8	14.1	21.7	51.8	42.1
	2007/8	4.9	9.6	14.8	22.1	48.6	40.2
Vietnam	1990						36.0
	1995	7.9	11.4	15.4	21.3	44.0	34.1
	2000	7.7	11.2	15.2	21.1	44.8	36.2
	2005	7.1	10.7	14.9	21.3	46.1	38.1
	2007/8	7.1	10.8	15.2	21.6	45.4	38.3
Yemen, Rep.	1990	6.1	10.8	15.4	21.8	45.9	39.2
	1995	6.8	11.5	16.0	22.3	43.4	35.4
	2000	7.4	11.9	16.3	22.3	42.2	33.6
	2005	7.2	11.3	15.3	21.0	45.3	38.6
	2007/8	7.2	11.3	15.3	21.0	45.3	
Zambia	1990	0.7	4.8	10.8	21.4	62.4	54.6
	1995	3.8	7.8	12.7	20.4	55.4	52.4
	2000	4.4	8.4	13.1	20.2	53.9	50.0
	2005	3.6	7.8	12.8	20.6	55.2	50.9
Zimbabwe	1990	4.0	6.3	10.0	17.4	62.3	54.7
	1995	1.1	3.2	6.5	12.5	76.7	57.5

Clé

Type de Donnée	Couleur	Source
Distribution*	Noir	Banque Mondiale (2011)
	Vert	UNU-WIDER (2008)
	Bleu	Eurostat (2011)
Gini*	-	Solt (2009)

*Note: Pour 2007/8, les estimations de distribution reflètent 2007, et les estimations Gini reflètent 2008

Références

- ADB (2008). "Food Prices and Inflation in Developing Asia: Is Poverty Reduction Coming to an End?" Economics and Research Department Special Report. Manila: Asian Development Bank.
- Alesina, A. and D. Rodrik (1994). "Distributive Politics and Economic Growth." *The Quarterly Journal of Economics*, MIT Press, Vol. 109(2), pp. 465-90.
- Atkinson, A. (ed.) (2004). *New Sources of Development Finance*. Oxford: Oxford University Press.
- Baldacci, E., Inchauste, G. and L. de Mello (2002). "Financial Crises, Poverty and Income Distribution." IMF Working Paper 02/4. Washington, D.C.: IMF.
- Birdsall, N. (2010). "The (Indispensable) Middle Class in Developing Countries, or the Rich and the Rest, not the Poor and the Rest." CGD Working paper No. 207. Washington, D.C.: Center for Global Development.
- Birdsall, N. (2005). "Why Inequality Matters in a Globalizing World." UNU-WIDER Annual Lecture, Helsinki.
- Bourguignon, F. (2004). "The Poverty-Growth-Inequality Triangle." Washington D.C.: World Bank.
- Bourguignon, F. and C. Morrisson (2002). "The Size Distribution of Income among World Citizens, 1820-1990," *American Economic Review*, September, pp.727-744.
- Callen, T. (2007). "PPP versus the Market: Which Weight Matters?" *Finance and Development*, Vol. 44, No. 1. Washington, D.C.: IMF.
- Chang, H. J. (2003). *Kicking Away the Ladder: Development Strategy in Historical Perspective*. London: Anthem Press.
- Chen, S. and M. Ravallion (2008). "The Developing World is Poorer than we Thought, but no Less Successful in the Fight against Poverty." Policy Research Working Paper 4703. Washington, D.C.: World Bank.
- Cline, W. (2002). "Financial Crises and Poverty in Emerging Market Economics." Working Paper No. 8. Washington, D.C.: Center for Global Development.
- Collier, P. (2007). *The Bottom Billion: Why the Poorest Countries are Failing and What Can Be Done About It*. Oxford: Oxford University Press.
- Cornia, G. A. (2010). "Transition, Structural Divergence and Performance: Eastern Europe and the Former Soviet Union over 2000-2007." UNU-WIDER Working Paper No. 32. Helsinki: UNU-WIDER.
- Cornia, G. A. (2005). "Policy Reform and Income Distribution." UN DESA Working Paper No. 3. New York: United Nations Department for Economic and Social Affairs.
- Cornia, G. A. (2003). "The Impact of Liberalization and Globalization on Income Inequality in Developing and Transitional Economies." Working Paper No. 14. Geneva: International Labour Office.
- Cornia, G. A. and B. Martorano (2010). "Policies for Reducing Income Inequality: Latin America during the Last Decade." UNICEF Policy and Practice Working Paper. New York: UNICEF.
- Cornia, G. A. and J. Court (2001). "Inequality, Growth and Poverty in the Era of Liberalization and Globalization." Helsinki: UNU-WIDER.
- Davies, J., Sandström, S., Shorrocks, A. and E. Wolff (2008). "The World Distribution of Household Wealth." Discussion Paper No. 2008/03. Helsinki: UNU-WIDER.

- Davies, J., Sandström, S., Shorrocks, A. and E. Wolff (2006). "The World Distribution of Household Wealth." Helsinki: UNU-WIDER.
- Deacon, B. (2010). "From the Global Politics of Poverty Alleviation to the Global Politics of Welfare State Rebuilding." Comparative Research Programme on Poverty Policy Brief.
- Dowrick, S. and M. Akmal (2005). "Contradictory Trends in Global Income Inequality: A Tale of Two Biases." *Review of Income and Wealth*, Series 51, No. 2, June 2005.
- Eurostat (2011). Income, Social Inclusion and Living Conditions Database. Luxembourg: European Commission. Accessed on 10 March 2011; available at: http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/income_social_inclusion_living_conditions/data/database.
- Gilpin, R. (1987). *The Political Economy of International Relations*. Princeton: Princeton University Press.
- Heathcoate, J., Perri, F. and G. Violante (2010). "Inequality in Times of Crisis: Lessons from the Past and a First Look at the Current Recession." VoxEU.org, 2 February 2010. Accessed 10 March 2011; available at: <http://info.worldbank.org/governance/wgi/index.asp>.
- ILO (2011). *Global Employment Trends: The Challenges of a Jobs Recovery*. Geneva: International Labour Organization.
- ILO (2010a). *World of Work Report 2010: From one crisis to the next?* Geneva: International Institute for Labour Studies.
- ILO (2010b). *Global Employment Trends for Youth. Special Issue on the Impacts of the Global Economic Crisis on Youth*. Geneva: International Labour Organization.
- ILO (2008). *World of Work Report 2008: Income Inequalities in the Age of Financial Globalization*. Geneva: International Institute for Labour Studies.
- ILO (2004). *A Fair Globalization: Creating Opportunities for All*. Report of the World Commission on the Social Consequences of Globalization. Geneva: International Labour Organisation.
- IMF (2007). *World Economic Outlook: Globalization and Inequality*. Washington, D.C.: International Monetary Fund.
- Jomo, K. S. and J. Baudot (eds.) (2007). *Flat World, Big Gaps: Economic Liberalization, Globalization, Poverty and Inequality*. London: Zed Books.
- Kanbur, R. and N. Lustig (1999). "Why is Inequality Back on the Agenda." Paper presented at Annual Bank Conference on Development Economics. Washington D.C.: World Bank.
- Kaufmann, D., Kraay, A. and M. Mastruzzi (2010). Worldwide Governance Indicators (WGI) Project.
- Lopez-Calva, L. and N. Lustig (eds.) (2010). *Declining Poverty in Latin America*. Baltimore: Brookings and UNDP.
- Lustig, N. and M. Walton (1999). "Crises and the Poor: A Template for Action." Prepared for the Conference on Social Protection and Poverty in Washington, D.C.
- Machin, S. and J. van Reenen (2007). "Changes in Wage Inequality." Special Paper No. 18, Centre for Economic Performance. London: London School of Economics.
- Maddison, A. (2006). *The World Economy: A Millennial Perspective*. Paris: OECD. Historical tables available at: http://www.ggdc.net/maddison/Historical_Statistics/horizontal-file_03-2007.xls.
- Mendoza, R. (2008). "Aggregate Shocks, Poor Households and Children: Transmission Channels and Policy Responses." Social and Economic Policy Working Paper. New York: UNICEF.

- Mkandawire, T. (2006). *Social Policy in a Development Context*. Basingtoke: Palgrave Macmillan and UNRISD.
- Milanovic, B. (2009). "Global Inequality and the Global Inequality Extraction Ratio: The Story of the Past Two Centuries." Policy Research Working Paper 5044. Washington D.C.: World Bank.
- Milanovic, B. (2005). *Worlds Apart: Measuring International and Global Inequality*. Princeton: Princeton University Press.
- OECD (2008). *Growing Unequal? Income Distribution and Poverty in OECD Countries*. Paris: OECD.
- OECD DAC (2010). Aid Statistics. Paris: OECD. Available at: www.oecd.org/dac/stats.
- Ortiz, I. (2009). "Financing for Development: International Redistribution." in Hujo, K. and S. McClanahan (eds.) *Financing Social Policy*. Basingtoke: Palgrave Macmillan and UNRISD.
- Ortiz, I. (2008). "Social Policy" in United Nations National Development Strategies Policy Notes. New York: United Nations Department for Economic and Social Affairs.
- Ortiz, I., Chai, J. and M. Cummins (2011). "Escalating Food Prices: The Threat to Poor Households and Policies to Safeguard a Recovery for All." Social and Economic Policy Working Paper. New York: UNICEF.
- Ortiz, I., Chai, J., Cummins, M. and G. Vergara (2010). "Prioritizing Expenditures for a Recovery for All." UNICEF Social and Economic Policy Working Paper. New York: UNICEF.
- Ravallion, M. (2009). "The Developing World's Bulging (but Vulnerable) Middle Class." Policy Research Working Paper 4816. Washington, D.C.: World Bank.
- Ravallion, M. (2008). "Bailing out the World's Poorest." Policy Research Working Paper 4763. Washington D.C.: World Bank.
- Reddy, S. and C. Minoiu (2006). "Real Income Stagnation of Countries, 1960-2001." UN DESA Working Paper No. 28. New York: United Nations Department for Economic and Social Affairs.
- Reinert, E. (2007). *How Rich Countries Got Rich ... and Why Poor Countries Stay Poor*. London: Constable.
- Sachs, J. (2005). *Investing in Development: A Practical Plan to Achieve the MDGs*. UN Millennium Project. New York: United Nations.
- Save the Children (2009). "How the Global Food Crisis is Hurting Children: The Impact of the Food Price Hike on a Rural Community in Northern Bangladesh." London: Save the Children UK.
- Simai, M. (2006). "Poverty and Inequality in Eastern Europe and the CIS Transition Economies." UN DESA Working Paper No. 17. New York: United Nations Department for Economic and Social Affairs.
- Solt, F. (2009). "Standardizing the World Income Inequality Database." *Social Science Quarterly* 90(2):231-242. Accessed 10 March 2011; available at: <http://dvn.iq.harvard.edu/dvn/dv/fsolt/faces/study/StudyPage.xhtml?studyId=36908&versionNumber=3>.
- Sutcliffe, B. (2005). "A Converging or a Diverging World?" UN DESA Working Paper No. 2. New York: UN DESA.
- Sutcliffe, B. (2004). "World Inequality and Globalization." *Oxford Review of Economic Policy*, Vol. 20, No. 1.

- Sutcliffe, B. (2003). "A More or Less Unequal World? World Income Distribution in the 20th Century." Political Economy Research Institute (PERI) Working Paper No. 54. Amherst: University of Massachusetts Amherst.
- United Nations (2009). *World Population Prospects: The 2008 Revision, CD-ROM Edition*. New York: United Nations Department of Economic and Social Affairs.
- United Nations (2008). *National Development Strategies Policy Notes*. New York: United Nations Department of Economic and Social Affairs.
- United Nations (2007). "The United Nations Development Agenda: Development for All." New York: United Nations Department of Economic and Social Affairs.
- United Nations (2005). *The Inequality Predicament: Report on the World Social Situation 2005*. New York: United Nations Department of Economic and Social Affairs.
- UNDP (2005). *Human Development Report 2005 – International cooperation at a crossroads: Aid, trade and security in an unequal world*. New York: Oxford University Press.
- UNDP (1999). *Human Development Report 1999 – Globalization with a Human Face*. New York: Oxford University Press.
- UNDP (1992). *Human Development Report 1992 – Global Dimensions of Human Development*. New York: UNDP.
- UNICEF (2011). *State of the World's Children – Adolescence: An Age of Opportunity*. New York: UNICEF.
- UNICEF (2010a). "The Children Left Behind: A League Table of Inequality in Child Well-being in the World's Rich Countries." Innocenti Report Card 9. Florence: UNICEF Innocenti Research Centre.
- UNICEF (2010b). *Progress for Children: Achieving the MDGs with Equity*. New York: UNICEF.
- UNICEF (2010c). "Recovery for All: A Call for Collective Action." Social and Economic Policy Working Brief, July 2010. New York: UNICEF.
- UNODC (2008). Homicide Statistics. Accessed on 10 March 2011; available at: <http://data.un.org/Data.aspx?d=UNODC&f=tableCode%3A1>.
- UNRISD (2010). *Combating Poverty and Inequality*. Geneva: United Nations Research Institute for Social Development.
- UNU-WIDER (2008). World Income Inequality Database (WIID). Accessed on 10 March 2011; available at www.wider.unu.edu/wiid.
- Van der Hoeven, R. Dagdeviren, H. and J. Weeks (2001). "Redistribution Matters: Growth for Poverty Reduction." Geneva: International Labour Office.
- Wilkinson, R. and K. Pickett (2010). *The Spirit Level: Why Equality Is Better for Everyone*. London: Penguin Group.
- World Bank (2011). World Development Indicators (WDI). Accessed on 10 March 2011; available at: <http://databank.worldbank.org/ddp/home.do?Step=12&id=4&CNO=2>.
- World Bank (2008). "Rising Food and Fuel Prices: Addressing the Risks to Future Generations." World Bank Human Development and Poverty Reduction and Economic Management Networks.
- World Bank (2006). *World Development Report 2006: Equity and Development*. Washington, D.C.: World Bank.

For more information, please contact:

The United Nations Children's Fund (UNICEF)
3 United Nations Plaza, Policy, Advocacy and Knowledge Management
New York, NY 10017, USA

E-mail: socialpolicy@unicef.org

Website: [www.unicef.org/social policy](http://www.unicef.org/socialpolicy)